

Oser Mieux

Les engagements néo-démocrates pour vous



Table des matières

<u>Oser mieux : mes engagements envers les Canadiennes et Canadiens</u>	<u>9</u>
---	----------

<u>Rendre la vie plus abordable pour vous et votre famille</u>	<u>16</u>
--	-----------

<u>S'assurer que tout le monde puisse avoir un toit sur la tête</u>	<u>17</u>
---	-----------

<u>Une assurance-médicaments pour tout le monde</u>	<u>24</u>
---	-----------

<u>Des études postsecondaires abordables pour tout le monde</u>	<u>30</u>
---	-----------

<u>Des services de télécommunications abordables et de qualité pour tout le monde</u>	<u>34</u>
---	-----------

<u>De meilleurs services sur lesquels les Canadiennes et Canadiens peuvent compter</u>	<u>38</u>
--	-----------

**Bâtir une économie qui fonctionne mieux
pour plus de gens** **43**

Des emplois de qualité et de nouvelles possibilités
dans toutes les régions du pays **47**

S'assurer que l'assurance-emploi fonctionne
pour vous **52**

Un revenu convenable quand vous
en avez besoin **56**

Des garderies de qualité et abordables
quand vous en avez besoin **59**

Un nouveau pacte plus équitable pour
les travailleuses et travailleurs **62**

Une formation professionnelle et une éducation
permanente pour tout le monde **67**

Soutenir les petites entreprises **70**

Un commerce équitable qui stimule notre
économie et profite à plus de gens **73**

Développer les industries canadiennes
et créer des emplois de qualité **76**

Un nouveau pacte pour l'équité fiscale **86**

Protéger notre environnement :
assurer notre avenir **90**

Devenir leader en matière de climat et atteindre
la carboneutralité 99

Créer des emplois de qualité dans
toutes les régions 104

Assainir les milieux où nous vivons
et travaillons 108

Changer notre façon de nous déplacer 111

Alimenter nos collectivités sans carbone 114

Protéger notre terre et notre eau 117

Travailler ensemble 121

Mieux prendre soin les un·es
des autres **123**

Un meilleur système de santé pour les
Canadiennes et Canadiens 124

Un meilleur accès aux soins à domicile
et de longue durée de qualité 130

<u>Étendre l'assurance-maladie pour couvrir les services nécessaires</u>	<u>134</u>
<u>Affronter l'urgence de santé publique liée aux opioïdes</u>	<u>139</u>
<u>Des aliments sains pour chaque communauté</u>	<u>141</u>
<u>Éliminer les obstacles pour les personnes en situation de handicap</u>	<u>144</u>
<u>Protéger les pensions pour tout le monde</u>	<u>147</u>
<u>Sécurité pour tous les aîné·es</u>	<u>150</u>
<u>Hommage à nos anciennes et anciens combattants</u>	<u>154</u>
<u>Lutter contre la pauvreté</u>	<u>158</u>
<u>La réconciliation : au coeur de nos actions</u>	<u>162</u>
<u>Défendre les droits des Autochtones et faire progresser l'autodétermination</u>	<u>165</u>
<u>Justice et guérison – s'attaquer aux méfaits des pensionnats autochtones</u>	<u>169</u>

<u>Investir pour les enfants et mettre fin à la discrimination</u>	<u>171</u>
<u>Un logement sécuritaire et de qualité pour tout le monde</u>	<u>174</u>
<u>Comblers l'écart en matière d'éducation</u>	<u>177</u>
<u>Favoriser la prospérité et la résilience des collectivités avec de l'eau potable et des services publics de qualité</u>	<u>179</u>
<u>Pour des communautés en santé</u>	<u>182</u>
<u>Soutenir l'emploi et le développement économique des Autochtones</u>	<u>186</u>
<u>Honorer les femmes, filles et personnes bispirituelles autochtones</u>	<u>188</u>
<u>Réconciliation et justice</u>	<u>191</u>
<u>Protéger l'environnement ensemble</u>	<u>194</u>
<u>Des solutions innovantes pour bâtir des communautés plus fortes et dynamiques</u>	<u>197</u>
<u>Construire les infrastructures dont nous avons besoin</u>	<u>198</u>

<u>Soutenir les arts et culture</u>	<u>203</u>
<u>Investir dans les collectivités rurales</u>	<u>207</u>
<u>Accueillir les nouvelles et nouveaux Canadiens</u>	<u>213</u>
<u>Travailler ensemble pour des collectivités plus sécuritaires</u>	<u>217</u>
<u>Le courage de faire les bons choix</u>	<u>221</u>
<u>Promouvoir l'égalité des genres</u>	<u>222</u>
<u>Faire respecter les droits des personnes LGBTQI2S+</u>	<u>227</u>
<u>Lutter contre le racisme</u>	<u>230</u>
<u>La promotion des langues officielles</u>	<u>236</u>
<u>Améliorer notre système de justice</u>	<u>238</u>
<u>Un gouvernement qui travaille pour vous et non pour des ami•es proches du pouvoir</u>	<u>241</u>
<u>Faire en sorte que chaque vote compte – vraiment</u>	<u>246</u>
<u>Un meilleur rôle dans le monde</u>	<u>250</u>
<u>La défense au pays et à l'étranger</u>	<u>255</u>

Notre approche fiscale **259**

Amorcer la relance économique et fournir l'aide
dont les gens ont besoin dès maintenant **262**

Augmenter les revenus grâce à de nouvelles
sources équitables et progressives **264**

*Veillez noter que certaines photos de ce document ont été prises avant la pandémie.

Oser mieux : mes engagements envers les Canadiennes et Canadiens



Chères amies, chers amis,

Il est temps d'avoir un gouvernement qui donne des résultats concrets pour des gens comme vous.

Ces 18 derniers mois ont été plus que difficiles pour beaucoup de familles. La réalité est que nous traversons une période très difficile. Nous sommes nombreux à en arracher pour joindre les deux bouts, une situation que la pandémie de COVID-19 n'a fait qu'aggraver.

Partout au pays, les gens s'inquiètent pour leur emploi, la santé de leurs proches et les services publics sur lesquels tout le monde compte.

Après la pandémie, nous aspirons toutes et tous à une certaine forme de « normalité » : prendre soin de nos proches, mener une belle vie et léguer un plus brillant avenir à la prochaine génération.

Or, quand les gens me parlent, j'entends bien l'inquiétude dans leur voix. Dans toutes les régions du pays, même avant la COVID-19, la vie devenait de plus en plus difficile.

Malheureusement, au cours des six dernières années, les libéraux n'ont pas fait grand-chose pour améliorer la vie des gens. Il est plus difficile de garder le rythme quand les salaires restent les mêmes et que les emplois de qualité avec avantages sociaux deviennent de plus en plus rares. Il est plus difficile de trouver un logement, car les loyers montent en flèche et les prix des maisons sont hors de portée de la plupart des gens. Il est plus difficile d'obtenir les soins de santé essentiels, les familles doivent payer cher de leur poche pour des soins et s'inquiètent de la qualité des soins de longue durée que reçoivent leurs proches. Il est aussi plus difficile de croire en l'avenir lorsque nous voyons les dangers de la crise climatique s'accroître et menacer tout ce qui nous est cher.

Revenir à **cette réalité** n'est pas acceptable.

Les 18 derniers mois ont montré que la population canadienne peut relever n'importe quel défi, quand il le faut, quand nous le choisissons et quand nous sommes solidaires. Ils nous ont également montré que, grâce aux décisions des gouvernements libéraux et conservateurs, bon nombre de l'aide et des services sur lesquels nous comptons ne sont tout simplement pas là lorsque nous en avons besoin. Qu'il s'agisse de la négligence envers

les aîné·es dans les hébergements de longue durée à but lucratif ou de l'absence de garderies abordables pour les familles de travailleuses et travailleurs, nous constatons que des décennies de compressions et de privatisations des libéraux et des conservateurs nous ont rendus vulnérables. Pendant ce temps, l'élite s'en sort très bien – tirant profit de la pandémie pendant que les gens en arrachaient.

Il est temps de faire mieux.

Justin Trudeau veut donner l'impression qu'il se soucie des autres. Il fait de beaux discours, mais chaque fois que vient le temps d'aider les Canadiennes et Canadiens, c'est le NPD qui lui force la main pour fournir un soutien concret. Au cours des six dernières années, il aurait pu prendre des mesures concrètes contre la stagnation des salaires, la hausse vertigineuse des loyers et des maisons, l'effet paralysant de l'endettement étudiant et les prix exorbitants des médicaments d'ordonnance et des garderies. Malheureusement, il a décidé de ne pas le faire. Il préfère aider les grandes entreprises et ses riches ami·es – car c'est le milieu dont il provient et c'est eux qu'il écoute.

Pendant ce temps, les conservateurs d'Erin O'Toole n'offrent rien d'autre que plus de coupures, plus de privatisations et plus de pollution. M. O'Toole n'a pas obtenu le moindre résultat pour les familles pendant la crise de la COVID-19. Il était trop occupé à protéger les intérêts de ses riches ami·es.

Tout ça est choquant, mais pas surprenant. Les libéraux, les conservateurs, et les dirigeant·es des grandes entreprises qui les conseillent ne veulent pas améliorer la vie de la population. Même en cas d'urgence sanitaire mondiale, le système sert encore à merveille les intérêts des riches qui sont au sommet.

Ce système est pensé pour eux, pas pour vous.

Si nous voulons des résultats différents, nous devons faire des choix différents. Nous devons avoir le courage d'agir ensemble. Et c'est exactement ce que les néo-démocrates proposent à la population.

Nous ne servons pas l'élite. Nous nous battons pour les gens et nous apportons l'aide dont les familles ont besoin en priorité. C'est ce que nous sommes. Nous croyons que nous pouvons travailler ensemble pour prendre soin les un·es des autres, afin que tout le monde en profite.

Les néo-démocrates travaillent pour obtenir des résultats pour tout le monde. Nous nous battons pour le soutien dont les gens ont besoin maintenant. Et nous obtenons des résultats: en fournissant plus d'aide, à plus de gens, plus rapidement.

Oser mieux est ce que nous croyons possible de faire. C'est l'ensemble de nos engagements pour les résultats concrets que nous allons obtenir pour les Canadiennes et Canadiens.

Cette élection nous offre la chance de bâtir un meilleur avenir, pour tout le monde.

- Un avenir où vous avez des soins de santé qui vous font passer en premier.
- Un avenir où vous avez des emplois de qualité et l'aide quand vous en avez besoin.
- Un avenir où votre vie coûte moins cher et où les ultra-riches paient leur juste part.
- Un avenir où nos communautés peuvent lutter contre la crise climatique, et réussir.
- Un avenir où nous luttons contre les inégalités historiques qui minent notre pays et où nous y mettons fin.

Cette vision repose sur nos valeurs : celles qui ont inspiré notre mouvement depuis ses débuts. Nos engagements sont inspirés par les aspirations et les rêves des Canadiennes et Canadiens d'aujourd'hui.

Les néo-démocrates sont prêt·es: pour nous faire avancer, ensemble, obtenir des résultats pour les Canadiennes et Canadiens et rebâtir mieux que jamais.

Sincèrement,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jagmeet Singh'. The signature is fluid and cursive, with the first name 'Jagmeet' written in a larger, more prominent script than the last name 'Singh'.

Jagmeet Singh, député

Chef, Nouveau Parti démocratique du Canada

**Rendre la vie plus
abordable pour vous
et votre famille**



S'assurer que tout le monde puisse avoir un toit sur la tête

Avoir une maison est devenu un rêve impossible pour trop de gens. Trouver un endroit décent à louer est hors de portée. Tout le monde devrait avoir le droit de se sentir chez soi dans un lieu sécuritaire et à prix abordable. Les travailleuses et travailleurs devraient pouvoir se permettre de vivre près de leur lieu de travail, y compris au cœur de nos grandes villes. Les jeunes devraient pouvoir rester dans les quartiers où ils ont grandi. Et les aîné·es ne devraient jamais être forcé·es de quitter les communautés dans lesquelles ils ont passé leur vie.

Mais pour de trop nombreuses familles, un logement sûr et abordable est de plus en plus hors de portée, en raison de la flambée des prix des logements et maisons, et en raison des démovictions. La pandémie n'a fait qu'empirer les choses pour les personnes en difficulté. Trop de familles ont eu du mal à payer leur loyer ou leur hypothèque pendant la crise. Des parents restent éveillés la nuit, s'inquiétant de savoir comment payer la résidence familiale, alors que les coûts ne cessent d'augmenter et que les salaires ne suivent pas.

Et un grand nombre de jeunes sont contraints de renoncer à leur rêve de posséder un jour leur propre maison.

Nous sommes au cœur d'une crise pancanadienne du logement, qui touche toutes les régions du pays : les loyers moyens ont augmenté dans toutes les provinces l'an dernier et 1,6 million de ménages consacrent plus de 30 % de leur revenu pour se loger¹. Le Canada est le pays du G7 où les prix des maisons augmentent le plus rapidement, une tendance qui ne montre aucun signe de ralentissement.

Concrètement, cela signifie que les familles de nos communautés sont confrontées à un stress constant et à des choix impossibles entre le loyer et la nourriture, qu'elles vivent dans des logements insalubres ou qu'elles doivent quitter leur communauté ou, pire encore, qu'elles courent le risque, réel, de devenir sans-abri.

L'inquiétude et l'anxiété que les gens ressentent aujourd'hui sont le résultat des mauvais choix faits par les gouvernements libéraux et conservateurs.

Les libéraux ont négligé la crise du logement pendant trop longtemps, tournant le dos aux familles qui luttent

pour rester dans les communautés où elles veulent vivre et travailler. Même avec de nouvelles annonces modestes pour tenter de combler les lacunes, la réalité est que leur programme de logement est trop petit pour faire une réelle différence pour la plupart des gens. Le gouvernement libéral dit aux familles qu'elles devront simplement attendre plus longtemps pour obtenir de l'aide, se débattre davantage chaque mois et se contenter de moins.

Les néo-démocrates croient qu'il est temps d'aider les gens – maintenant. Nous avons un plan ambitieux qui fera une différence dans chaque communauté de notre pays – parce que trouver un endroit décent et abordable pour vivre ne devrait pas être comme gagner à la loterie. Il est temps de soulager le stress et l'inquiétude des gens en choisissant de rendre plus accessibles la location et l'achat d'une maison.

Une grande partie de la solution à long terme au problème consiste à veiller à ce que davantage de logements sociaux et abordables soient construits dans tout le pays, où une personne sur trois est locataire. Dans de nombreuses villes, les quelques appartements abordables qui existent s'envolent rapidement, et les

gens se retrouvent dans des logements inadéquats ou sont simplement obligés de consacrer une trop grande partie de leur revenu au loyer.

Après six ans au pouvoir, le plan libéral est tout simplement inadéquat par rapport à l'ampleur de la crise à laquelle la population est confrontée. Nous devons adopter des mesures urgentes dès maintenant pour mettre en place des projets ambitieux visant à construire des lieux de vie abordables dans toutes les collectivités du pays.

C'est pourquoi un gouvernement néo-démocrate **créera au moins 500 000 logements de qualité et abordables** au cours des dix prochaines années, dont la moitié en cinq ans. Cet objectif sera atteint grâce à une combinaison de mesures efficaces mises en place en partenariat avec les provinces et les municipalités, qui renforcent la capacité des fournisseurs de logements sociaux, communautaires et abordables, qui offrent un soutien locatif aux coopératives et atteignent les objectifs environnementaux en matière d'efficacité énergétique. Ce plan ambitieux permettra de créer des milliers d'emplois dans les collectivités partout au pays, de relancer l'économie et d'aider les gens à obtenir le logement abordable et de qualité dont ils ont besoin.

Afin de donner un coup de fouet à la construction de coopératives, de logements sociaux et de logements sans but lucratif, de briser l'impasse ayant empêché ces groupes d'avoir accès à des fonds, nous mettrons en place des **fonds de démarrage rapide** pour simplifier le processus de demande et aider les collectivités à obtenir l'expertise et l'aide dont elles ont besoin pour lancer des projets maintenant, et non dans des années. Nous mobiliserons les ressources et les terrains fédéraux pour ces projets, transformant ainsi des propriétés inutilisées ou sous-utilisées en de nouvelles communautés dynamiques.

Un gouvernement néo-démocrate stimulera également la construction de **logements sociaux et abordables**. Il renoncera à la portion fédérale de la TPS/TVH sur la construction de ces nouveaux logements, un changement simple qui permettra la construction plus rapide, ainsi que le maintien de prix abordables à long terme.

Ces mesures permettront de s'attaquer à la crise du logement à la source, mais nous devons également veiller à ce que les familles qui souffrent reçoivent de l'aide dès maintenant – surtout durant la pandémie de COVID-19. Les familles n'ont pas des années à attendre

: chaque jour est une lutte et une inquiétude constante. C'est pourquoi nous apporterons une **aide immédiate** aux familles qui ont du mal à payer leur loyer, tout en proposant des solutions à long terme à la crise du logement.

Bien qu'il soit essentiel de rendre les logements plus accessibles, les néo-démocrates croient que le rêve de devenir propriétaire ne devrait jamais être hors de portée pour les familles. C'est pourquoi nous réintroduirons des termes sur 30 ans pour les prêts hypothécaires assurés par la SCHL sur les maisons de base pour les acheteuses et acheteurs d'une première maison. Cela permettra de **réduire les paiements mensuels**, libérant ainsi des fonds qui aideront les jeunes familles à joindre les deux bouts. Nous aiderons également les gens à payer les **frais de clôture** en doublant le crédit d'impôt pour l'achat d'une maison, qui passera à 1 500 \$.

Les Canadiennes et Canadiens qui sont ouverts aux voies novatrices d'accès à la propriété : un gouvernement néo-démocrate fournira ainsi des ressources pour **faciliter la copropriété**, comme des modèles de conventions de copropriété et des liens avec les ressources locales, et facilitera l'accès au financement en offrant des prêts hypothécaires pour copropriétés garantis par la SCHL.

Les gros investisseurs et investisseuses font grimper le prix des maisons. Personne ne peut gagner une guerre d'enchères contre ces poches profondes qui cherchent à faire des profits, pas à bâtir des collectivités. Pour aider à mettre fin à la spéculation qui fait bondir le prix des maisons, nous mettrons en place une **taxe de 20 %** pour **les acheteuses et acheteurs étrangers** sur la vente de maisons à des personnes qui ne sont pas des citoyennes et citoyens canadiens ou des résidentes ou résidents permanents.

Les néo-démocrates lutteront également **contre le blanchiment d'argent**, qui nourrit le crime organisé et fait grimper le prix des maisons. Nous collaborerons avec les provinces pour créer un registre public des propriétaires bénéficiaires afin d'accroître la transparence, et nous exigerons le signalement des transactions suspectes afin de mettre fin au blanchiment d'argent.

Une assurance-médicaments pour tout le monde

Dans les années qui ont précédé la création de l'assurance-maladie, les néo-démocrates ont vu des gens souffrir faute de moyens pour payer les soins dont ils avaient besoin. Nous en avons vu d'autres perdre leur maison, leur ferme et leur entreprise, pour payer leurs factures médicales. Nous avons vu des familles entières anéanties par la maladie.

Pour répondre à cette triste réalité, les néo-démocrates ont mené la bataille pour la mise en place d'un régime public de soins de santé universels, au bénéfice de l'ensemble de la population. L'assurance-maladie a profondément changé la vie de millions de personnes. C'est l'une des plus grandes fiertés des néo-démocrates.

Des décennies plus tard, nous constatons encore aujourd'hui que l'inaccessibilité et le coût élevé des soins de santé font encore des ravages. Alors que nous travaillons ensemble pour surmonter la crise de la COVID-19, nous voyons la preuve que notre système de santé est au bord du gouffre.

Des millions de familles n'ont toujours pas accès aux médicaments dont elles ont besoin parce qu'elles n'ont pas d'assurance-médicaments privée de leur employeur ou leur employeuse. Le nombre de personnes non assurées qui sont obligées de se passer de leurs médicaments s'accroît; plus de gens sont des contractuel·les, des travailleuses ou travailleurs autonomes, ou occupent des emplois sans couverture médicale. Trop d'aîné·es mettent également leur santé en péril parce qu'ils n'ont pas d'assurance-médicaments, ni les moyens de payer de leur poche.

Le stress et l'inquiétude ressentis par ce trop grand nombre de Canadiennes et Canadiens ne sont pas le fruit du hasard. Ce sont les impacts directs de choix délibérés faits par les gouvernements libéraux et conservateurs. Ils ont délibérément laissé les compagnies pharmaceutiques escroquer des patient·es et choisi de laisser des millions de personnes sans assurance ou sous-assurées payer de leur poche des centaines, voire des milliers de dollars, pour des médicaments indispensables.

Aujourd'hui, le Canada est le seul pays riche qui possède un système de soins de santé public qui ne comprend pas une assurance-médicaments universelle. Nous sommes au troisième rang mondial du prix le plus élevé pour les médicaments d'ordonnance, ce qui met à rude épreuve nos systèmes de santé partout au pays. Et il nous faut en plus composer avec un ensemble disparate de programmes et de protections privées – pour celles et ceux qui ont la chance d'avoir une couverture d'assurance. Face à une pandémie mondiale, la nécessité d'un programme pancanadien d'assurance-médicaments solide n'a jamais été aussi forte.

Pendant dix ans, au lieu de s'attaquer aux coûts croissants de l'assurance-médicaments, les conservateurs ont aggravé le problème, en réduisant le financement des systèmes de santé des provinces et en minant les efforts qui visaient une approche pancanadienne du prix des médicaments. Le gouvernement libéral, quant à lui, a passé six ans à repousser le dossier en promettant de réduire le coût des médicaments, tout en continuant d'appliquer le même système qui ne nous convient pas, et qui nous coûte de plus en plus cher. Il a retardé à trois reprises des changements importants qui auraient permis de

réduire le prix des médicaments au Canada, parce que les sociétés pharmaceutiques le lui ont demandé. Et le budget 2021 des libéraux confirme qu'ils ont complètement renoncé à leur engagement, au moment même où les Canadiennes et Canadiens en ont le plus besoin.

Les néo-démocrates savent que nous pouvons faire mieux. Notre parti s'est battu pour instaurer le système de santé universel pour tout le monde, et de la même façon, nous nous battons aujourd'hui pour y inclure **une assurance-médicaments de qualité pour tout le monde**, quels que soient votre emploi, votre lieu de résidence, votre âge, votre état de santé ou votre revenu. Nous travaillerons rapidement, avec les provinces, afin de mettre en place le programme d'ici la fin de 2022, en injectant chaque année 10 milliards de dollars du gouvernement fédéral. Cela ira de pair avec l'élaboration d'une stratégie pancanadienne sur la couverture des médicaments pour les maladies rares, afin que la couverture ne soit plus déterminée par l'endroit où vous vivez ou par l'assurance privée de votre famille, comme c'est le cas actuellement.

Un programme pancanadien d'assurance-médicaments permettra l'accès aux médicaments et aux appareils médicaux essentiels, tout comme nous avons actuellement accès à des centres de santé offrant des soins gratuits, parce qu'ils sont financés par un système d'assurance publique sous lequel tout le monde est couvert. À la pharmacie, vous aurez donc besoin de **votre carte d'assurance-maladie – pas de votre carte de crédit**. Notre plan met **fin aux co-paiements**, franchises et primes qui coûtent des centaines, voire des milliers de dollars par année aux familles.

Rendre les médicaments d'ordonnance plus abordables permet à tout le monde d'économiser de l'argent. Les aîné·es, les familles et les jeunes bénéficient d'un répit. Les petites entreprises qui veulent couvrir le coût des médicaments peuvent le faire. La négociation des prix avec les grandes sociétés pharmaceutiques fait baisser les prix – ce qui permet d'économiser de l'argent dans notre système de santé, permettant d'améliorer les soins.

Notre plan garantira l'accès aux médicaments dont les gens d'ici ont besoin. Il se traduira par d'importantes **économies pour les employeuses et employeurs** qui paient actuellement les avantages sociaux de leur personnel, ce qui contribuera à reconnaître leurs efforts

et à stimuler la croissance économique. La mise en commun du pouvoir d'achat de l'ensemble des provinces permettra de réduire les coûts globaux de notre système de santé, ce qui libérera des fonds dont les provinces ont grandement besoin pour réinvestir en santé.

Notre régime d'assurance-médicaments poursuit ainsi l'objectif d'un pays où les gens sont en meilleure santé et où personne n'aura à faire un choix impossible entre ses médicaments et d'autres besoins essentiels, comme se loger et se nourrir.

Couverture pour chaque citoyenne ou citoyen canadien et résidente ou résident permanent; permet même aux familles qui ont actuellement une assurance-médicaments privée d'économiser en moyenne 550 \$ par an; permet aux employeuses et employeurs d'économiser environ 600 \$ par employé·e grâce aux prestations de santé étendues; début prévu à la fin de 2022; économies de 4,2 milliards de dollars à l'échelle du système.

Des études postsecondaires abordables pour tout le monde

L'éducation accessible et financée par l'État est une grande source d'opportunités dans notre société. Elle peut transformer des vies et ouvrir de nouveaux horizons pour de nombreuses personnes, peu importe leur parcours. Cela fait assurément de l'éducation le plus beau cadeau que nous puissions nous offrir, ainsi qu'aux prochaines générations.

Nous croyons que l'accès à l'éducation ne devrait jamais dépendre de l'argent gagné par vos parents ou de votre niveau d'endettement. Vous devez avoir accès aux études qui vous intéressent, peu importe votre âge, ni d'où vous venez. C'est pourquoi les néo-démocrates sont déterminé·es à vous permettre d'avoir accès, tout au long de votre vie, à une éducation financée par les fonds publics, de la garderie aux études postsecondaires.

De nos jours, trop de gens n'ont pas accès à l'éducation. La COVID-19 a mis l'avenir de beaucoup de jeunes entre parenthèses. Des étudiant·es sont forcé·es d'abandonner leurs rêves parce qu'ils ne peuvent pas payer leurs frais de scolarité, qui n'arrêtent pas d'augmenter. Les jeunes

sont aux prises avec le poids écrasant de l'endettement, tandis qu'ils devraient se concentrer à bâtir leur vie. Les gouvernements libéraux et conservateurs sont à l'origine de ces obstacles à une éducation de qualité. Il est temps d'éliminer ces obstacles. Ils ont laissé les coûts de l'éducation postsecondaire gonfler à vue d'œil et ont continué de faire des profits avec les intérêts des prêts étudiants, à raison de centaines de millions de dollars par année. Ils ont choisi de rendre la vie plus difficile aux étudiantes et étudiants, aux jeunes et à leurs familles.

Les étudiants et étudiantes cumulent aujourd'hui une dette moyenne de 28 000 \$ à la fin de leurs études de premier cycle et ceux qui doivent emprunter pour les payer finiront par payer plus de 10 000 \$ de plus que ceux qui ont obtenu leur diplôme sans s'endetter². Les étudiants sont également plus susceptibles d'occuper des emplois précaires et mal rémunérés qui ont été touchés par la pandémie, ce qui les prive d'une source de revenus essentielle. Les conditions de travail du personnel universitaire se sont aggravées, un tiers d'entre eux travaillant de contrat en contrat avec un accès limité aux avantages sociaux.

Ces inégalités conduisent les jeunes à l'échec : il est temps de faire mieux.

Les gens d'ici doivent avoir accès à une éducation postsecondaire de qualité, quel que soit leur revenu. À long terme, cela impliquera de travailler avec les provinces et les territoires pour plafonner et réduire les frais de scolarité, ainsi qu'**inclure l'éducation postsecondaire dans le système d'éducation publique**, afin que les enfants puissent passer de la maternelle à leur carrière sans obstacle financier. Il s'agit d'un objectif primordial : avec le leadership et la volonté politique appropriés, nous pouvons y arriver.

Il y a des mesures importantes que nous pouvons prendre pour rendre l'éducation plus abordable dès maintenant. Cinq provinces ont déjà fait preuve de leadership en éliminant les taux d'intérêt sur les prêts étudiants. Il est temps que le gouvernement fédéral fasse de même et **cesse de profiter de l'endettement étudiant**. Les néo-démocrates élimineront les intérêts sur les prêts étudiants fédéraux et, pour aider à alléger le fardeau des jeunes qui commencent à étudier, nous mettrons en place un programme ciblé de remise de dette pour les diplômé·es, qui permettra d'**effacer jusqu'à 20 000 \$ de dette étudiante par personne**.

La première année seulement, ce programme effacera 20 % de toutes les dettes d'études et aidera 350 000 emprunteuses et emprunteurs à économiser chaque mois.

Enfin, nous mettrons fin aux prêts et multiplierons par deux l'accès aux **bourses d'études canadiennes** non remboursables. Avoir accès à un soutien pour ses études postsecondaires ne devrait pas représenter un fardeau d'endettement à porter. Nous ferons en sorte que les jeunes puissent commencer leur vie sans s'endetter excessivement.

Des services de télécommunications abordables et de qualité pour tout le monde

Aujourd'hui plus que jamais, les Canadiennes et Canadiens ont besoin d'une connexion internet rapide et fiable à la maison pour pouvoir travailler et aller à l'école : nous comptons sur nos téléphones portables pour rester connecté·es où que nous soyons. Ce sont des services essentiels, surtout depuis la pandémie, mais trop de gens ont encore du mal à accéder aux services abordables dont ils ont besoin.

Plus de la moitié des Canadiennes et Canadiens vivant dans des zones rurales n'ont pas accès à l'internet à haut débit. Parmi les pays comparables, nous payons des prix parmi les plus élevés au monde pour les abonnements cellulaires et à large bande.

Tous les mois, des gens se font arnaquer. Car, plutôt que de défendre les consommatrices et consommateurs, les gouvernements libéraux et conservateurs ont laissé l'industrie fixer les prix. Les familles canadiennes doivent ainsi payer des factures astronomiques alors que

les marges bénéficiaires des grandes entreprises de télécommunications dépassent les 40 %³ sans que deux millions de Canadiennes et Canadiens vivant dans des régions rurales, éloignées ou nordiques n'aient accès à un service internet fiable⁴. Avoir des entreprises de téléphonie cellulaire et d'internet qui arnaquent les gens et s'en tirent à bon compte, c'est inacceptable. Mais c'est encore pire d'avoir des politiciennes et politiciens qui les laissent faire.

Il est temps d'avoir un gouvernement qui soit de votre côté, qui protège votre portefeuille et qui vous offre les services modernes dont vous avez besoin.

Les néo-démocrates croient que peu importe où vous vivez au Canada, vous devez pouvoir rester branché, et ce, sans vous ruiner à cause d'actions injustes de compagnies. C'est pourquoi, jusqu'à ce que l'industrie devienne plus concurrentielle, nous mettrons en place un **plafonnement des prix** pour nous assurer que les gens ne paient pas plus que la moyenne mondiale pour leurs factures de téléphone cellulaire et d'internet.

L'expansion de la couverture cellulaire et l'offre d'un service internet à large bande fiable et abordable dans **toutes les collectivités** sont essentielles pour l'avenir économique des régions rurales et éloignées, mais les gouvernements ont trop longtemps ignoré ce fait. C'est pourquoi nous croyons qu'il faut agir rapidement pour combler le fossé numérique, maintenant, et non pas dans dix ans, comme l'a suggéré le gouvernement libéral. Nous nous engageons à **reconnaître l'internet à haute vitesse comme un service essentiel** et à faire en sorte que chaque personne ait accès à un service haute vitesse abordable et fiable d'ici quatre ans. Pour ce faire, nous ferons les premiers pas vers la création d'une société d'État chargée d'assurer la prestation de services de télécommunications de qualité et abordables dans chaque collectivité.

De plus, nous veillerons à ce que les fournisseurs offrent un **forfait de base** pour les services cellulaires et à large bande, comparable aux forfaits abordables offerts dans d'autres pays. Pour **mettre fin aux factures surprises**, nous exigerons des entreprises qu'elles offrent des options illimitées de données sans fil à des tarifs abordables, comme il en existe ailleurs, et qu'elles abolissent les plafonds de données internet.

Enfin, pour protéger les gens contre les prix abusifs et les tactiques malhonnêtes des compagnies, nous ferons adopter une **Déclaration des droits des consommatrices et consommateurs de télécommunications** et mettrons fin à ces pratiques pour de bon.

De meilleurs services sur lesquels les Canadiennes et Canadiens peuvent compter

Les gens doivent pouvoir compter sur leur gouvernement pour leur fournir des services fiables qui leur simplifient la vie et qui les aident en cas de crise. Or, au lieu d'agir en leur faveur, les gouvernements conservateurs et libéraux ont passé des années à couper dans les services essentiels, laissant les gens aux prises avec les conséquences, entre autres de l'élimination de la livraison du courrier à domicile et le temps d'attente inacceptable dans les services gouvernementaux.

Lorsque les gouvernements choisissent de faire de fausses réductions d'impôt et des coupes nuisibles dans les services, les gens finissent par ne plus y avoir accès ou par payer davantage de leur poche pour les services dont leur famille a besoin, ou ne peuvent plus du tout compter sur ces services.

Des services médicaux de qualité sont essentiels pour assurer la sécurité et la santé des familles canadiennes. Dans trop d'endroits au pays, la privatisation et les

compressions sont une **réelle menace**. Justin Trudeau a maintenu les coupes de Stephen Harper dans les transferts en santé et résisté aux appels des provinces pour rétablir ce financement.

Les coupes en santé effectuées par les premiers ministres conservateurs comme Jason Kenney, Doug Ford et Brian Pallister ont rendu plus difficile pour le système de santé de faire face à la pandémie et ont exposé les gens à des risques plus importants. Le gouvernement fédéral ne peut pas rester les bras croisés tandis que ces services essentiels sont menacés. Les néo-démocrates défendront les **soins de santé publics** et **résisteront à la privatisation**, qui nous coûte de l'argent et mine notre système de santé public.

Les libéraux ont un jour promis de rétablir la livraison du courrier porte-à-porte, qui avait été supprimée par les conservateurs. Mais lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, ils ont rompu leur engagement et laissé des centaines de milliers de personnes sans les services postaux dont elles ont besoin – frappant particulièrement les aîné·es et les personnes en situation de handicap. Maintenant que nous dépendons plus que jamais du courrier, les

néo-démocrates luttent avec vous pour **rétablir la distribution du courrier à domicile** dans toutes les communautés qui l'ont perdue sous le gouvernement conservateur, pour protéger ce service essentiel contre de futures coupes.

Lorsqu'il s'agit d'obtenir de l'aide du gouvernement, les gens s'attendent à des services fiables qui fonctionnent. Le gouvernement libéral n'a même pas réussi à payer correctement les fonctionnaires, et les conservateurs préfèrent faire des coupures plutôt que d'améliorer le fonctionnement du gouvernement. Les néo-démocrates mettront en place une **garantie de services** qui rendra les ministères responsables de l'établissement et de la publication de normes de service exécutoires pour des programmes comme l'assurance-emploi, le soutien aux anciennes et anciens combattants, les services aux Autochtones, les passeports, les centres d'appels de l'Agence du revenu, ainsi que d'autres services. Les ministres seront tenus responsables de la réalisation de ces objectifs.

Les néo-démocrates ont le courage de défendre vos intérêts: nous augmenterons également la protection des consommatrices et consommateurs pour les transactions financières et exigerons que les conseillères et conseillers financiers offrent des conseils qui sont **dans votre intérêt financier**, et non dans celui de la banque. Il s'agira notamment de renforcer les pouvoirs d'enquête et d'application de ces règles, et d'indemniser les gens qui ont été trompés. Nous adopterons également une législation visant à protéger votre vie privée et à empêcher les sociétés de cartes de crédit et de débit de vendre vos informations personnelles.

Pour élargir le choix des consommatrices et consommateurs tout en réduisant les déchets, nous établirons le **droit de réparer** vos appareils électroniques et autres produits à des prix abordables, et nous **rendrons les entreprises responsables** des déchets électroniques liés à leurs produits.

Les néo-démocrates veilleront à ce que les **prix à la pompe** soient plus équitables en créant un Ombudsman de surveillance des prix chargé d'enquêter sur les plaintes, et en renforçant le pouvoir du Bureau de la concurrence d'enquêter de façon proactive sur les allégations d'activité anticoncurrentielle de l'industrie.

Pour protéger la sécurité des voyageuses et voyageurs et les droits des consommatrices et consommateurs, un gouvernement néo-démocrate renforcera également la Déclaration des droits des passagères et passagers aériens. Enfin, les néo-démocrates moderniseront les lois canadiennes sur la concurrence afin de s'adapter à l'évolution de l'économie d'aujourd'hui.

Bâtir une économie qui fonctionne mieux pour plus de gens



La pandémie a changé la façon dont beaucoup d'entre nous travaillent. Du jour au lendemain, des millions d'emplois ont disparu. Les personnes qui pouvaient travailler à domicile ont dû se démener pour concilier travail et responsabilités familiales. Les parents – principalement des femmes – qui n'ont pas de garderie ont été contraints de quitter leur emploi. Les travailleuses et travailleurs essentiels sont restés au travail – souvent sans salaire décent, sans protection contre la COVID-19 ou sans congés maladie. Les travailleuses et travailleurs de première ligne – en particulier dans le domaine de la santé – ont été des héros.

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence des échecs de longue date quant à la création d'emplois de qualité et la protection des travailleuses et travailleurs. Il est temps d'y remédier. Les gens d'ici travaillent dur et méritent en retour une belle vie et de l'espoir en l'avenir. Ce n'est pas trop demander.

Même avant la pandémie, la vie professionnelle était de plus en plus difficile pour beaucoup de gens, et un avenir sûr hors de portée pour trop d'entre eux. Les jeunes ont du mal à trouver des emplois de qualité et à faire face à leurs dettes d'études – entre autres contraintes de retarder leur projet de famille. Les parents doivent jongler

avec deux ou trois emplois à temps partiel et n'ont plus de temps à consacrer à leurs enfants. Alors que ceux qui sont au sommet s'en sortent mieux que jamais, trop de travailleuses et travailleurs gagnent moins qu'un salaire de subsistance, souvent en effectuant un travail de première ligne vital, et ce, sans la sécurité et les avantages que procure un syndicat.

La croissance du travail précaire et mal rémunéré est le résultat de décennies de décisions prises par les gouvernements libéraux et conservateurs. Qu'il s'agisse de supprimer le salaire minimum fédéral dans les années 1990 ou de dire aux gens de « s'y habituer », les libéraux ont montré à maintes reprises qu'on ne peut pas leur faire confiance pour défendre les travailleuses et travailleurs et lutter pour des emplois de qualité.

Les néo-démocrates sont différent·es : parce que nous sommes des travailleuses et travailleurs. Tout au long de notre histoire, nous nous sommes battu·es pour de meilleures conditions de travail et des normes qui élèvent tout le monde. Nous savons que les emplois de qualité où les gens sont traités équitablement font une réelle différence pour les familles – et que le fait de préparer

les gens à réussir dans le monde du travail de demain profite à tout le monde. De nouvelles façons de penser façonneront la reprise après la COVID-19, pourront aider à rendre notre économie plus équitable et donner les résultats que nous voulons toutes et tous : une plus grande égalité dans une voie tournée vers l'avenir, celle d'emplois propres et durables dont nous avons besoin.

Des emplois de qualité et de nouvelles possibilités dans toutes les régions du pays

Pendant trop longtemps, on a dit aux gens d'ici que les possibilités sont cycliques, qu'il y a des périodes d'expansion et de ralentissement – ou pire, qu'elles ne peuvent jamais arriver dans leur région. Pendant des décennies, les gouvernements conservateurs et libéraux ont nié l'existence des changements climatiques, protégé les grands pollueurs et détruit les mesures de protection de notre air et notre eau. Ils nous ont dit qu'il fallait faire un compromis : l'environnement ou les emplois. Nous pouvons avoir les deux.

Les jeunes doivent se contenter d'emplois précaires, vivant d'un chèque de paie à l'autre, les familles doivent quitter leur communauté pour trouver un emploi bien rémunéré et, pendant la pandémie, trop de femmes ont été exclues du marché du travail pour s'occuper des enfants. Tout cela alors que la crise climatique et ses effets dévastateurs se déploient autour de nous chaque jour.

Ces échecs nuisent à nos communautés et imposent un stress insupportable à de trop nombreuses familles. La réalité est que Justin Trudeau ne peut pas se sortir de la crise climatique par la parole, que les conservateurs ne peuvent pas nous ramener à une époque où le changement climatique n'existait pas, et que nous ne pouvons pas revenir à la normale après cette pandémie, parce qu'elle ne fonctionne tout simplement pas pour tellement de gens d'ici.

Les néo-démocrates vont faire mieux. En osant, ensemble. Nous croyons que le Canada ne pourra vraiment se remettre de la pandémie que lorsque l'espoir, la prospérité et la sécurité seront à la portée de tout le monde.

Lorsque nous reconstruisons, nous devons le faire au meilleur de nos connaissances. Cela signifie qu'il faut s'assurer que la relance économique nous prépare à réussir dans un avenir à faible émission de carbone. Les néo-démocrates positionneront le Canada pour le prochain boom – en s'assurant que des investissements publics audacieux soient dirigés vers des énergies propres, des infrastructures sociales et des projets d'efficacité énergétique et de résilience climatique dans les communautés à travers tout le pays.

Nous nous engageons à améliorer les conditions de travail grâce à des mesures de soutien comme les congés de maladie payés et la couverture des médicaments d'ordonnance, car nous savons que pour créer des emplois, il faut considérer les travailleuses et travailleurs comme essentiels, et pas seulement en cas d'urgence.

Notre plan permettra aux gens de travailler concrètement à la construction de nos communautés grâce à des rénovations écoénergétiques et des logements abordables, car la construction d'infrastructures entraîne la création d'emplois et la stabilité des communautés dans chaque région.

Les néo-démocrates savent également que le fait d'aider les travailleuses et travailleurs à fabriquer davantage de produits ici, au pays, stimulera notre secteur manufacturier et nous mettra en meilleure position pour lutter contre la crise climatique et bâtir l'économie de demain.

Nous savons également qu'investir dans les emplois en santé signifie créer des emplois de qualité et dignes pour ceux qui s'occupent de nos proches. De bons salaires, des avantages sociaux et un travail stable à temps plein sont la base de que ces travailleuses et travailleurs méritent.

Nous réduirons les émissions de gaz à effet (GES) de serre tout en créant des emplois de qualité, conciliant travail-famille, dans toutes les régions du pays. Pour un environnement plus sain et pour protéger notre eau, notre air et notre terre contre les effets catastrophiques des changements climatiques. Nous créerons des opportunités pour aujourd'hui, et de la stabilité pour les générations à venir. Nous veillerons à ce que les fruits de notre prospérité reviennent aux gens d'ici, qui travaillent dur pour bâtir un avenir meilleur, et non aux grands pollueurs.

Nos investissements **créeront plus d'un million d'emplois de qualité** au cours d'un premier mandat, ce qui permettra de s'attaquer à la crise climatique, de stimuler la relance économique et d'améliorer la vie de toutes les Canadiennes et Canadiens. Ces emplois dans les domaines de l'efficacité énergétique, du logement

abordable, de l'infrastructure, du transport collectif, des énergies renouvelables, des garderies et plus encore, amélioreront chaque région du pays et donneront aux familles de l'espoir en l'avenir.

Cette création d'emplois sera assortie d'un nouvel accès à la formation et à l'éducation pour un avenir à faible émission de carbone, et d'un soutien ciblé pour les travailleuses et travailleurs, les familles et les communautés touchés afin que l'économie en mutation fonctionne aussi pour eux. Avec les néo-démocrates, personne ne sera laissé pour compte et il y aura de nouvelles possibilités dans toutes les régions du pays.

S'assurer que l'assurance-emploi fonctionne pour vous

Lorsqu'une crise survient, les familles de travailleuses et travailleurs doivent pouvoir compter sur notre système d'assurance-emploi (AE). Mais comme nous l'avons constaté tout au long de la pandémie de COVID-19, notre système est dépassé, sous-financé et inflexible, et trop souvent, il ne fournit aucune aide à ceux qui en ont le plus besoin.

Bien que tous les travailleuses et travailleurs cotisent à l'assurance-emploi, même en temps normal, moins de 40 % d'entre eux sont admissibles aux prestations lorsqu'ils en ont besoin. Seul un tiers des femmes sans emploi y ont accès, une tendance qui ne peut que s'aggraver avec la croissance du travail précaire et à temps partiel.

Pendant des décennies, les gouvernements libéraux et conservateurs ont utilisé la caisse d'assurance-emploi pour équilibrer les comptes, alors que de moins en moins de travailleuses et travailleurs ont accès aux prestations pour lesquelles ils ont payé. Les conservateurs ont apporté des changements mesquins à l'assurance-emploi, qui ont nui aux travailleuses et travailleurs,

aux familles et aux communautés – et les libéraux ont rafistolé le système, plutôt que de l'améliorer pour tout le monde. Les changements qu'ils ont apportés à l'AE depuis la pandémie sont temporaires et ne régleront pas les problèmes sous-jacents qui empêchent les gens d'obtenir l'aide dont ils ont besoin.

Il est temps que l'assurance-emploi fonctionne pour tout le monde, pour de bon.

Pour aider les gens à joindre les deux bouts pendant qu'ils touchent des prestations d'assurance-emploi, nous créerons un supplément de faible revenu afin qu'aucune personne qui dépend des prestations ordinaires ou spéciales de l'assurance-emploi pour survivre ne reçoive moins de **2 000 \$ par mois**.

Particulièrement au milieu d'une crise mondiale sanitaire, les néo-démocrates savent qu'il y a des circonstances où les gens quittent volontairement un emploi, mais ont quand même besoin de soutien. C'est pourquoi nous rendrions l'**assurance-emploi accessible** aux personnes qui quittent leur emploi pour retourner aux études, pour fournir les services de garde d'enfants nécessaires ou pour protéger leur santé ou celle des membres immunodéprimé·es de leur famille.

Pour de nombreuses personnes qui ont besoin de l'assurance-emploi lorsqu'elles sont aux prises avec une maladie, le système actuel est loin d'être suffisant et ne fournit pas le type d'aide dont les gens ont réellement besoin. Pour s'assurer que les Canadiennes et Canadiens puissent compter sur l'assurance-emploi lorsqu'ils sont aux prises avec une maladie grave, un gouvernement néo-démocrate prolongera la durée des **prestations de maladie** de 15 à 50 semaines et créera un projet pilote pour permettre aux travailleuses et travailleurs souffrant de **maladies et d'invalidités épisodiques** d'avoir accès aux prestations de maladie de l'assurance-emploi une journée à la fois, selon leurs besoins. Cette souplesse permettra de soutenir ceux qui veulent continuer à travailler tout en offrant aux personnes gravement malades les prestations dont elles ont besoin.

Les néo-démocrates comprennent également que les travailleuses et travailleurs saisonniers ont des difficultés particulières à accéder à l'assurance-emploi. Pour les aider à combler l'écart entre la fin de l'assurance-emploi et le début de leur travail saisonnier, nous rétablirons l'ancien ***projet pilote visant à leur fournir cinq semaines supplémentaires*** et le rendrons permanent.

Nous rétablirons également les régions économiques des territoires et de l'Île-du-Prince-Édouard dans leurs limites de 2014.

Le congé parental devrait être disponible pour toutes les familles canadiennes, de la manière qui leur convient. Un congé de dix-huit mois est une option intéressante pour de nombreux parents, mais peu d'entre eux peuvent se permettre de vivre avec seulement 33 % de leur salaire. Les néo-démocrates introduiront un **nouveau congé spécial** qui permettra aux parents de prendre un congé parental plus court à un taux de remplacement plus élevé. Nous permettrons également aux **travailleuses et travailleurs indépendants** d'adhérer au programme à tout moment avant de prendre leur congé parental, et nous passerons au double congé pour les parents ayant donné naissance à plusieurs enfants.

Enfin, nous **protégerons** également **le compte des opérations de l'assurance-emploi** dans la loi, afin que les gouvernements futurs ne puissent plus le piller. Les cotisations, qui sont actuellement à un niveau historiquement bas, seront gelées jusqu'à ce que l'économie se redresse.

Un revenu convenable quand vous en avez besoin

Pendant trop longtemps, les gouvernements libéraux et conservateurs ont dit aux gens d'ici qu'il était impossible de mettre en place un véritable filet de sécurité qui protège les gens de la pauvreté. Ils ont choisi d'accorder des allègements fiscaux aux grandes entreprises tout en sous-finançant les programmes sur lesquels les gens comptent lorsqu'ils sont plus âgés, lorsqu'ils perdent leur emploi ou lorsqu'ils ne peuvent pas travailler en raison d'une invalidité.

Alors que nous sommes aux prises avec les retombées de la pandémie, trop de gens vivent au bord du gouffre ou s'enfoncent davantage dans la pauvreté. Même lorsque l'économie se rétablira, il est clair que celles et ceux qui rencontrent des difficultés aujourd'hui seront longtemps désavantagés. Nous avons besoin d'idées novatrices pour relever les défis auxquels notre pays est confronté.

Les néo-démocrates croient qu'il s'agit d'un moment crucial pour renforcer notre filet de sécurité sociale et améliorer le soutien du revenu afin que tous les

Canadiennes et Canadiens puissent vivre dans la dignité et la sécurité. Nous savons que lorsque nous investissons dans des mesures de soutien du revenu significatives, cela donne aux gens la chance de vivre pleinement et en meilleure santé.

Avec la Prestation canadienne d'urgence, nous avons vu ce qu'il est possible de faire lorsque les gouvernements se mobilisent pour faire d'un revenu de base une priorité. Mais contrairement aux libéraux, qui se sont empressés de supprimer ces prestations, les néo-démocrates ne s'arrêteront pas là – nous créerons immédiatement un **revenu minimum garanti pour tous les gens d'ici**.

Nous commencerons ce travail en **sortant chaque aîné·e et chaque personne handicapée de la pauvreté**, puis nous poursuivrons jusqu'à ce que chaque personne puisse compter sur un revenu minimum décent lorsqu'elle en a besoin. De nouveaux investissements audacieux en habitation, en santé, en éducation postsecondaire et en formation donneront également à toutes et tous les moyens de réussir.

Avec le temps, les néo-démocrates s'efforceront de développer tous les programmes de sécurité du revenu afin que tout le monde ait accès à un revenu minimum garanti. Faire de la création d'un revenu minimum décent une priorité renforcera notre filet de sécurité sociale et assurera enfin la dignité, la sécurité et la tranquillité d'esprit pour tout le monde.

Des garderies de qualité et abordables quand vous en avez besoin

Les jeunes familles doivent avoir accès à des services de garde d'enfants de qualité et abordables. Mais aujourd'hui, on assiste à une crise de l'accessibilité financière de ces services dans tout le pays. Les familles se battent pour trouver des places en garderie – avant même que leurs enfants ne soient nés. Les coûts sont inabordables dans de nombreuses villes. Dans tout le pays, des garderies sans but lucratif ferment leurs portes à cause de la pandémie. Et des parents sont contraints de faire des choix impossibles entre retarder leur retour au travail ou payer des sommes faramineuses pour les services dont ils ont besoin.

La pression que les parents ressentent aujourd'hui est le résultat de l'inaction des gouvernements libéraux et conservateurs. Pendant dix ans, le gouvernement conservateur s'est opposé à tous les efforts visant à rendre les garderies plus accessibles aux familles canadiennes. Depuis leur arrivée au pouvoir, il y a six ans, les libéraux n'ont fait que des promesses, qui n'ont rien changé pour les familles qui se battent pour trouver les services dont elles ont besoin.

Il en résulte un système défaillant dont les coûts de garde d'enfants sont parmi les plus élevés au monde, et une inquiétude énorme dans la vie des familles. Le fait de ne pas investir dans les garderies éloigne également les femmes du marché du travail : un énorme obstacle à la relance économique une fois la pandémie terminée.

Ce n'est pas une fatalité.

Notre vision consiste à soulager les familles. Chaque parent au Canada devrait pouvoir trouver **une garderie abordable, au moment où il en a besoin**, auprès d'un fournisseur agréé qui gagne un salaire équitable. Nous travaillerons avec les autres paliers de gouvernement, les communautés autochtones, les familles et le personnel spécialisé en garderie pour nous assurer que les services sont inclusifs et répondent aux besoins de tout le monde. Nous présenterons également un projet de loi qui enchâsse dans la loi, l'engagement du Canada à l'égard de services de garde d'enfants publics et de qualité. Des services publics d'éducation préscolaire et de garde d'enfants **abordables et accessibles à toutes les familles** sont essentiels à notre relance économique et offrent aux parents des **choix concrets**.

En l'absence de leadership fédéral, les provinces ont pris les devants pour progresser vers des garderies abordables, accessibles et de qualité – le Québec continue d'être un chef de file, et le gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique a démontré que les investissements dans ces services font une réelle différence dans la vie des enfants, des femmes et des familles.

Il est urgent de protéger les places en garderie existantes et d'en créer de nouvelles. Nous prendrons des mesures immédiates pour sauver les garderies sans but lucratif qui risquent de fermer, grâce à un fonds de secours destiné à rouvrir les places perdues pendant la COVID-19. Ensuite, nous travaillerons immédiatement avec les provinces pour mettre en place un système universel de **garde d'enfants à 10 \$ par jour** pour tous les parents, peu importe où ils vivent.

Les néo-démocrates créeront suffisamment de places pour que les familles ne passent pas des mois sur des listes d'attente et veilleront à ce que les travailleuses et travailleurs en garderie reçoivent un salaire équitable et décent. Nos familles ne méritent rien de moins.

Un nouveau pacte plus équitable pour les travailleuses et travailleurs

Les libéraux et les conservateurs aiment à dire qu'ils soutiennent les travailleuses et travailleurs, mais quand les choses se gâtent, ils prennent toujours le parti des grandes entreprises. Cela n'a jamais été aussi vrai que pendant la pandémie, lorsqu'ils n'ont pas soutenu les congés de maladie universels et les politiques de salaire minimum, mettant ainsi en danger les travailleuses et travailleurs les plus vulnérables et leurs familles.

Les néo-démocrates savent que le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer pour rendre le marché du travail plus juste, plus équitable et plus sûr. Nous pouvons faire beaucoup mieux pour protéger la santé, la sécurité et les droits des travailleuses et travailleurs d'ici.

Nous croyons que l'adhésion à un syndicat est le meilleur moyen d'accéder à la classe moyenne, que les travailleuses, les travailleurs et l'ensemble de l'économie se portent mieux lorsque les droits des travailleuses et travailleurs sont protégés et que les négociations sont équitables.

Il doit être plus facile de se joindre à un syndicat qui protégera vos droits et vous assurera des conditions de travail équitables. Nous défendrons la formule Rand, afin que les syndicats puissent défendre efficacement les intérêts des travailleuses et travailleurs, et nous continuerons de nous opposer à toute loi autoritaire qui suspend les droits de négociation et de grève.

Les néo-démocrates s'assureront que travailleuses, travailleurs, les employeuses et employeurs puissent agir ensemble pour améliorer leur santé et leur sécurité, en éliminant les conditions de travail dangereuses et en veillant à ce que les dénonciatrices et les dénonciateurs soient protégés.

Il est temps de mettre à jour le **Code canadien du travail** afin de renforcer les garanties pour les travailleuses et travailleurs, de sorte que chacun puisse rester en sécurité et en santé au travail. Il est urgent de faire davantage pour s'assurer que les gens puissent avoir accès à des **congés de maladie payés** lorsqu'ils doivent s'absenter du travail pour cause de maladie.

Les néo-démocrates travailleront avec les provinces pour mettre à jour les normes fédérales et mettre en place un filet de sécurité permanent de congés de maladie

payés, et pour combler l'écart jusqu'à ce que chaque travailleuse et travailleur ait accès à ces congés, nous rétablirons les prestations de maladie dans le cadre de la relance économique du Canada et les maintiendrons jusqu'à ce que tout le monde ait accès à des congés de maladie payés.

Nous permettrons aux travailleuses et travailleurs de prendre ces congés un ou deux jours à la fois, nous accorderons un remplacement complet du revenu aux travailleuses et travailleurs malades et nous rembourserons les employeuses et employeurs au lieu d'imposer aux travailleuses et travailleurs le fardeau de faire une demande de participation au programme. Contrairement aux libéraux, nous agissons immédiatement pour inscrire dans le Code canadien du travail 10 jours de congés de maladie payés pour les lieux de travail sous réglementation fédérale.

Pendant les conflits de travail, le recours à des travailleuses et travailleurs remplaçant les briseurs de grève mine la capacité des travailleuses et travailleurs à négocier équitablement et nuit aux relations de travail. Les briseurs de grève prolongent les grèves et n'incitent pas l'employeuse ou l'employeur à conclure une entente équitable. Les néo-démocrates donneront la priorité à

une loi anti-briseurs de grève qui interdirait le recours aux travailleuses et travailleurs de remplacement dans les conflits de travail – pour de bon.

Pendant trop longtemps, les gouvernements libéraux et conservateurs ont refusé de prendre des mesures contre les salaires trop bas. Il n'est pas acceptable que des gens puissent se lever chaque matin et travailler 40 heures par semaine, tout en vivant sous le seuil de la pauvreté. Les néo-démocrates croient que tout le monde mérite un salaire décent – contrairement aux libéraux qui ont bloqué l'instauration d'un salaire minimum fédéral pendant des années, nous allons réellement mettre en place un **salaire minimum fédéral décent**, qui commencera à 15 \$ l'heure et passera à 20 \$ l'heure, indexé au coût de la vie. Non seulement cela aidera des centaines de milliers de travailleuses et travailleurs, mais cela établira également une norme pancanadienne pour un salaire juste et convenable.

À l'heure actuelle, sans accès à des avantages comme l'assurance-maladie complémentaire et les soins dentaires, les travailleuses et travailleurs temporaires gagnent environ 75 % de ce que gagnent les employé·es permanent·es – un écart qui frappe plus durement les travailleuses et travailleurs vulnérables et précaires, et

qui incite les employeuses et employeurs à limiter leur offre de postes à temps plein. Ce n'est pas correct et nous allons mettre en place des règles pour exiger que les travailleuses et travailleurs à temps partiel et les contractuels soient **rémunérés de la même manière** que les travailleuses et travailleurs à temps plein.

Le recours généralisé aux stages non rémunérés expose les jeunes à des abus. Les libéraux ont promis de mettre fin aux stages non rémunérés injustes, mais rien n'a été fait. Un gouvernement néo-démocrate **interdira** immédiatement **les stages non rémunérés en** dehors des programmes d'éducation.

Enfin, les fonctionnaires apportent une contribution incroyable à notre pays – et ils méritent un gouvernement, et un employeur, qui les traite avec respect. Les néo-démocrates remplaceront le **système de rémunération Phénix**, qui a échoué, mis en place par les gouvernements conservateur et libéral. Nous travaillerons également à réduire la pratique inefficace et coûteuse de la sous-traitance, qui n'a fait que croître sous le gouvernement libéral, et prendrons des mesures pour mettre fin au harcèlement dans le milieu de travail fédéral.

Une formation professionnelle et une éducation permanente pour tout le monde

Avant même le début de la pandémie, la technologie modifiait rapidement le lieu de travail. Ces évolutions peuvent mener à la croissance économique et à la prospérité, mais seulement si nous nous assurons que les travailleuses et travailleurs partagent les gains qui découlent de ces changements. Au lieu d'élargir les possibilités pour tout le monde, le gouvernement libéral a pris la décision décevante d'exclure les chômeurs et les travailleuses et travailleurs précaires – les personnes qui ont le plus besoin de soutien – de la possibilité d'obtenir une formation rémunérée.

Nous pouvons faire mieux pour les travailleuses et travailleurs. Nous nous engageons à travailler avec les provinces pour que tout le monde ait accès à l'éducation tout au long de leur vie professionnelle, y compris à une **formation et à une requalification professionnelle**, ainsi qu'à un soutien lorsqu'ils sont au chômage. Osons ensemble une société où les possibilités de

formation sont assez souples pour s'adapter à la vie très active des gens, et assez importantes pour améliorer réellement les perspectives d'emploi.

Pour y parvenir, nous modifierons les règles de l'assurance-emploi afin de permettre aux travailleuses et travailleurs qui quittent leur emploi pour aller à l'**école** d'être admissibles aux prestations d'assurance-emploi, de sorte que les familles puissent compter sur un certain soutien du revenu pendant cette période de transition vers le retour aux études. Nous **développerons** également **les options offertes** aux travailleuses et travailleurs des secteurs et régions désignés pour qu'ils puissent suivre une formation financée par l'assurance-emploi avant de perdre leur emploi, tout en favorisant l'investissement pour que les économies régionales créent des emplois de qualité pour les familles et les collectivités. Enfin, pour s'assurer que les entreprises investissent dans la formation dont les gens d'ici ont besoin, un gouvernement néo-démocrate exigera que les grands employeurs et employeuses consacrent annuellement au moins **1 % de leur masse salariale** à la formation de leurs employé·es.

Afin de mettre en œuvre ces changements, nous travaillerons en étroite collaboration avec les provinces pour établir des priorités pancanadiennes en matière de formation et créer un nouveau **Fonds pour le perfectionnement des compétences des travailleuses et travailleurs et les possibilités d'emploi**, afin de **développer les options de formation** au-delà des personnes admissibles à l'assurance-emploi. Ce fonds sera géré par les provinces et offrira un soutien particulier aux travailleuses et travailleurs marginalisés, aux travailleuses et travailleurs des secteurs en transition et aux efforts visant à améliorer l'alphabétisation et les compétences essentielles.

Soutenir les petites entreprises

Les petites entreprises sont un moteur important de la création d'emplois et constituent un élément important de toutes les collectivités du pays. Les commerces locaux font fonctionner nos communautés, et ils ont besoin de notre soutien maintenant plus que jamais.

Trop de petites et moyennes entreprises essentielles locales ont été durement touchées par la pandémie. Elles ont besoin d'un gouvernement qui les aide à accéder aux services et aux infrastructures dont elles ont besoin pour se rétablir et prospérer, tout en investissant dans une main-d'œuvre en santé et qualifiée.

Les néo-démocrates estiment que les petites entreprises devraient avoir accès à tout le soutien dont elles ont besoin pour traverser cette crise, croître, innover et rester compétitives au Canada et dans le monde. C'est pourquoi nous avons défendu l'aide d'urgence aux petites entreprises pendant la COVID-19, réduit leurs impôts, nous sommes opposé·es aux frais injustes imposés aux commerçant·es et nous nous sommes battu·es pour qu'il soit plus facile de transmettre les petites entreprises à la prochaine génération.

Nous savons qu'il y a encore beaucoup à faire pour aider ces petites entreprises, sur lesquelles nos communautés comptent. C'est pourquoi les néo-démocrates s'assureront que la **subvention salariale d'urgence et la Subvention d'urgence pour le loyer** des petites entreprises soient maintenues jusqu'à ce qu'elles soient en mesure de rouvrir complètement leurs portes. Pour les aider à faire travailler les gens de nouveau, nous mettrons en place une **prime à l'embauche** à long terme pour payer la portion de l'employeur de l'assurance-emploi et du RPC pour le personnel nouveau ou réembauché.

Nous continuerons à travailler fort pour les petites entreprises afin de s'attaquer aux problèmes qui ont un impact sur leurs affaires. Comme de plus en plus d'entre elles dépendent des cartes de crédit et des transactions virtuelles, nous mettrons fin à la fraude des grosses compagnies en **plafonnant les frais élevés des cartes de crédit pour les commerçant·es à 1 %**.

Notre projet d'**assurance-médicaments** publique et universelle permettra également aux entreprises d'économiser chaque année environ 600 \$ par employé·e bénéficiant d'une assurance-maladie

complémentaire. Cela signifie que les petites entreprises peuvent être rassurées que leurs employé·es peuvent avoir accès aux médicaments d'ordonnance dont ils ont besoin.

Pour aider les petites et moyennes entreprises canadiennes à s'imposer sur la scène mondiale, un gouvernement néo-démocrate rationalisera l'accès aux **services** gouvernementaux d'**exportation** et facilitera la pénétration des marchés étrangers. Nous leur fournirons également un point de contact unique pour faciliter les processus réglementaires et soutenir la conformité, ce qui libérera du temps que les entrepreneuses et entrepreneurs pourront investir dans le développement.

Reconnaissant que la pénurie de travailleuses et travailleurs constitue un obstacle majeur pour de nombreuses petites entreprises qui exercent leurs activités dans les régions rurales, nous ferons de nouveaux investissements importants dans la **formation des Canadiennes et Canadiens** et augmenterons le soutien aux groupes traditionnellement sous-employés, afin qu'ils puissent accéder à des emplois de qualité offrant un salaire équitable.

Un commerce équitable qui stimule notre économie et profite à plus de gens

Le commerce est essentiel à notre réussite économique – mais les gens d’ici s’attendent à ce que les accords commerciaux soient équitables, respectent les droits de la personne, protègent l’environnement et accordent la priorité aux intérêts des travailleuses, travailleurs et collectivités du Canada. Malheureusement, sous les gouvernements libéraux et conservateurs, les négociations commerciales ont trop souvent nui aux industries canadiennes – et coûté des emplois.

Les néo-démocrates appuient le **commerce équitable** qui développe toutes les régions du pays, tout en protégeant nos industries et en respectant les normes du travail, les protections environnementales et les droits de la personne partout dans le monde. C’est pourquoi nous **défendrons** toujours **les travailleuses et travailleurs d’ici** dans les négociations commerciales, **protégerons la gestion de l’offre** et nous opposerons aux **tarifs injustes**.

Nous nous sommes engagé·es à améliorer la **transparence** des négociations commerciales, afin que les Canadiennes et Canadiens puissent comprendre clairement les coûts et les avantages de tout accord proposé et avoir leur mot à dire avant sa signature. Les néo-démocrates ont déjà obtenu des changements qui obligent le gouvernement à informer la population avant le début des négociations commerciales, à présenter des objectifs de négociation clairs à l'avance et à effectuer une évaluation complète de l'impact économique de chaque accord.

Un gouvernement néo-démocrate **consultera directement les gens d'ici** sur les coûts et les avantages prévus des accords commerciaux potentiels et veillera à ce que tous les accords commerciaux soient conformes à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Nous évaluerons tous les accords commerciaux potentiels en fonction de leur impact social, environnemental et sexospécifique.

Lorsqu'il s'agit de ce qui est sur la table des négociations, les Canadiennes et Canadiens savent qu'il y a certaines choses sur lesquelles nous ne devrions pas être prêt·es à faire de compromis, comme les mesures

de règlement des différends entre investisseurs et États, qui donnent trop de pouvoir aux entreprises et sapent les règles qui nous protègent.

Les accords commerciaux doivent comporter des protections exécutoires en matière de travail, de droits de la personne et d'environnement – et les néo-démocrates **protégeront** toujours **les gens d'ici** contre les mesures qui pourraient augmenter le coût des médicaments, affaiblir nos protections culturelles ou miner les droits à la vie privée. Nous protégerons également les entreprises canadiennes qui prennent des mesures de transition vers un avenir à faible émission de carbone grâce à un ajustement frontalier pour le carbone qui uniformisera les règles du jeu pour les importations provenant de régions qui n'ont pas de prix pour le carbone.

Un gouvernement néo-démocrate fera également davantage pour défendre nos travailleuses, nos travailleurs et nos collectivités contre les **pratiques commerciales déloyales**. Nous moderniserons notre système de recours commerciaux et veillerons à ce que les syndicats aient pleine qualité pour agir dans les affaires commerciales et la capacité d'engager des différends commerciaux, comme c'est le cas dans d'autres pays.

Développer les industries canadiennes et créer des emplois de qualité

Qu'il s'agisse d'aciéries, d'usines automobiles, d'exploitations agricoles, d'entreprises de haute technologie ou autre, les industries canadiennes alimentent notre économie et maintiennent les emplois sur lesquels comptent les familles de tout le pays. Mais pendant trop longtemps, les gouvernements libéraux et conservateurs ont ignoré la nécessité de soutenir les industries canadiennes, en échangeant des avantages dans les accords commerciaux et en n'investissant pas dans le soutien spécifique dont nos industries ont besoin pour prospérer.

Alors que l'économie mondiale se remet lentement de la pandémie, nous avons une occasion cruciale à saisir. Si nous faisons les bons choix maintenant, nous pouvons faire du Canada un endroit encore plus propice à l'investissement, protéger et créer des emplois de qualité pour l'avenir, et faire de l'industrie canadienne un leader mondial à mesure que les besoins du marché évoluent.

Nous placerons les travailleuses et travailleurs canadiens au centre d'une stratégie solide visant à stimuler l'innovation et à accroître la compétitivité, aujourd'hui et pour l'avenir. À mesure que nous relancerons et développerons notre économie d'énergie propre, nous protégerons et créerons des emplois de qualité pour les familles d'aujourd'hui et de demain.

La pandémie a montré l'importance cruciale de la production canadienne. Sans elle, le pays a eu du mal à se procurer les équipements de protection individuelle et les vaccins nécessaires. Pour la sécurité de la population et Canadiens gens d'ici, nous ne pouvons pas laisser cela au hasard. C'est pourquoi les néo-démocrates élaboreront des stratégies industrielles complètes et concrètes afin de favoriser et d'**accroître la capacité de production canadienne de produits essentiels** et la chaîne d'approvisionnement, notamment dans les secteurs de l'automobile, de l'aérospatiale, de la construction navale, des matériaux de construction, des produits pharmaceutiques et de l'équipement de protection individuelle.

Nous commencerons par renforcer et moderniser la Loi sur Investissement Canada afin de **protéger les emplois canadiens** et de réparer les dommages causés par le gouvernement libéral qui permet davantage de prises de contrôle d'entreprises canadiennes par des investisseurs étrangers sans examen de la sécurité nationale. Nous supprimerons l'agence Investir au Canada, qui a échoué, et créerons iCanada, un guichet unique au sein du gouvernement fédéral pour aider à **attirer les investisseuses et investisseurs** au Canada et à concrétiser leurs projets – et défendre l'industrie canadienne sur la scène internationale.

Les néo-démocrates redynamiseront l'industrie automobile canadienne. Pendant des générations, des millions de familles ont été soutenues par des emplois de qualité dans les industries de l'automobile et des pièces, qui ont contribué à bâtir plusieurs de nos communautés. Aujourd'hui, nous devons protéger et conserver ces emplois, tout en attirant la prochaine génération de fabricants automobiles dans les communautés canadiennes.

Un gouvernement néo-démocrate convoquera de toute urgence un **sommet de l'automobile** avec les dirigeants provinciaux, municipaux, industriels et syndicaux afin de développer une stratégie pancanadienne de l'automobile, pour attirer et conserver les emplois et les investissements. Cette stratégie veillera à ce que les produits et les processus de fabrication canadiens soient adaptés aux besoins changeants des consommateurs et aux réalités évolutives de l'industrie manufacturière – tout en **protégeant les travailleuses et travailleurs** à long terme.

Nous rétablirons également le Fonds d'innovation automobile et verserons des contributions non imposables aux fabricants automobiles pour les aider à garantir la **capacité de production de la prochaine génération**. En plus de commander une étude indépendante sur les causes et les conséquences du déficit commercial de produits automobiles avec le Mexique, ainsi que sur les stratégies potentielles pour le réduire.

Les néo-démocrates feront de l'industrie canadienne un chef de file dans le développement et la fabrication des véhicules de demain. Nous travaillerons avec les syndicats et l'industrie pour nous assurer que les

travailleuses et travailleurs canadiens **reçoivent la formation nécessaire** pour profiter de ces nouvelles technologies – et nous stimulerons la demande en veillant à ce que les incitatifs fédéraux pour les automobiles à émissions nulles donnent la priorité aux véhicules **fabriqués ici**.

Le secteur manufacturier a contribué à bâtir le Canada : des emplois manufacturiers de qualité devraient continuer à forger notre avenir.

Un gouvernement néo-démocrate réunira tous les paliers de gouvernement, les chefs d'entreprise, les dirigeantes et les dirigeants syndicaux, afin d'élaborer une **stratégie industrielle pancanadienne** visant à bâtir au pays une économie manufacturière moderne à faible émission de carbone qui offrira des emplois de qualité aux travailleuses et travailleurs de la classe moyenne. Nous prendrons également des mesures pour faire croître le marché intérieur des **produits manufacturés canadiens** et fournirons un soutien stratégique à nos industries de l'acier et de l'aluminium, longtemps négligées, afin de conserver et d'attirer des emplois et des investissements dans toutes les collectivités.

Lorsque le gouvernement libéral a signé un nouvel accord commercial avec les États-Unis qui contenait des tarifs douaniers dommageables sur l'acier et l'aluminium, les néo-démocrates se sont battu·es aux côtés des syndicats et de l'industrie pour obtenir le retrait permanent de ces tarifs – et nous avons gagné. Mais il y a encore beaucoup de travail à faire pour **protéger nos emplois** contre le risque que les États-Unis imposent de nouveaux tarifs. Pour les néo-démocrates, les tarifs sur notre acier ou notre aluminium ne seront jamais acceptables.

De plus, les aciéries, travailleuses et travailleurs canadiens continuent d'être touchés par les exportations étrangères déloyales, notamment celles de la Chine. C'est pourquoi nous adopterons des mesures pour stabiliser le marché canadien de l'acier et protéger le secteur des pratiques prédatrices des producteurs étrangers qui sont exclus d'autres marchés.

Les gouvernements libéraux et conservateurs n'ont pas utilisé les marchés publics d'infrastructure pour soutenir l'économie manufacturière du Canada et ont souvent négocié des accords commerciaux qui mettent en péril les politiques d'approvisionnement nationales. Les néo-

démocrates exigeront l'utilisation d'**acier et d'aluminium fabriqués au Canada** pour les projets d'infrastructure partout au pays.

Un gouvernement néo-démocrate **favorisera l'entrepreneuriat**, notamment en apportant un soutien spécifique pour remettre sur pied le secteur du **tourisme**, durement touché.

Nous contribuerons au lancement d'une **culture canadienne du démarrage d'entreprise**, en aidant les entreprises de toutes les régions du pays à commercialiser de nouvelles technologies et à **passer au prochain niveau**, à former et à retenir la main-d'œuvre hautement qualifiée, nécessaire pour soutenir la croissance de l'industrie, et à renforcer notre compétitivité sur la scène mondiale.

L'agriculture est un autre secteur vital de notre économie : il est temps d'avoir un gouvernement qui travaille réellement du côté des agricultrices, agriculteurs, productrices, producteurs et fermes familiales d'ici. Notre **Stratégie alimentaire canadienne** adoptera une approche pangouvernementale pour répondre aux besoins et aux priorités régionales en investissant dans nos communautés agricoles, en soutenant les jeunes

et les nouveaux agriculteurs et agricultrices, et en prenant des mesures pour s'assurer que les moyens de subsistance ruraux soient durables.

La gestion de l'offre protège nos fermes familiales, nos communautés rurales et des centaines de milliers d'emplois. Nous **protégerons entièrement la gestion de l'offre**, nous assurerons de la réciprocité dans toutes les négociations commerciales et soutiendrons nos secteurs soumis à la gestion de l'offre dans leur innovation et leur croissance.

Nous savons également qu'il est difficile de faire croître une entreprise sans une **infrastructure de communication moderne**. C'est pourquoi les néo-démocrates veilleront à ce que l'infrastructure à large bande à haute vitesse et de téléphonie cellulaire soit disponible pour connecter nos agricultrices, nos agriculteurs et nos collectivités rurales aux services et aux outils dont ils ont besoin, peu importe où ils se trouvent.

Enfin, nous mettrons en place un programme de **protection des paiements** pour les productrices et producteurs de fruits et légumes et prendrons des mesures immédiates pour rétablir la protection des

productrices et producteurs qui vendent aux États-Unis en vertu de la **Loi américaine sur les denrées agricoles périssables (PACA)**.

Un gouvernement néo-démocrate investira en innovation **forestière** et soutiendra les **produits du bois canadien à valeur ajoutée** – et les emplois de qualité qui en découlent. Nous soutiendrons la recherche et le développement en foresterie, aidant ainsi les entreprises à commercialiser de nouvelles technologies et nous développerons l'**accès aux marchés** pour les produits du bois afin de maintenir notre compétitivité.

Les néo-démocrates se battent pour des communautés côtières fortes, des pêches durables et des écosystèmes marins et d'eau douce prospèrent. En faisant les bons choix aujourd'hui, nous pouvons **protéger nos pêches** et les emplois qu'elles fournissent pour les générations à venir – et faire du Canada un chef de file mondial en matière de **durabilité des océans et des eaux douces**.

Afin de **protéger le saumon sauvage** sur la côte du Pacifique, notre approche sera axée sur la conservation, la protection et la restauration de son habitat. Nous mettrons pleinement en œuvre les recommandations de

la Commission Cohen et travaillerons avec la Colombie-Britannique et les Premières Nations pour soutenir la transition vers des systèmes terrestres **en circuit fermé**.

Nous veillerons à ce que la répartition des ressources sur la côte atlantique dans le secteur de la pêche soit guidée par les principes de contiguïté, de dépendance historique et de durabilité, en respectant les droits des Autochtones.

En matière de durabilité, les néo-démocrates reconnaissent que le bien-être de nos collectivités dépend de la santé de nos écosystèmes marins et d'eau douce. C'est pourquoi nous investirons dans la **restauration des habitats** et la reconstitution des stocks de poissons, ainsi que dans le renforcement de notre réponse aux déversements d'hydrocarbures et aux navires abandonnés afin de mieux protéger nos côtes.

Un nouveau pacte pour l'équité fiscale

Vous savez comme nous que les services de qualité sur lesquels nous comptons doivent être financés de manière durable. Mais pendant trop longtemps, les gouvernements libéraux et conservateurs ont dit aux Canadiennes et Canadiens de s'attendre à moins – en réduisant les services tout en accordant des ententes spéciales aux grandes entreprises et grands pollueurs et en accordant des allègements fiscaux à leurs ami·es les plus riches. Au lieu de réduire les coûts des familles, ils ont distribué des cadeaux scandaleux aux plus riches et sont restés impassibles devant les coûts augmentant pour tous les autres.

La pandémie de COVID-19 a creusé encore davantage ces inégalités. Alors que des millions de familles et de petites entreprises ont été poussées au bord du gouffre, les plus riches s'en sortent mieux que jamais. Les milliardaires canadiens se sont enrichis de 78 milliards de dollars depuis le premier verrouillage en 2020 – et ce n'est pas fini. Ils font beaucoup d'argent pendant que trop de gens souffrent.

C'est scandaleux : il est temps d'y mettre un terme.

Nous pensons que ce sont ceux et celles qui ont profité de la pandémie qui devraient payer pour la reprise, non les familles qui ont du mal à joindre les deux bouts. Il est temps d'exiger que les plus riches paient leur part, afin que nous puissions bâtir un meilleur avenir pour tout le monde.

Nous protégerons le budget des familiaux et obligerons les grandes entreprises et les grands pollueurs à commencer à payer ce qu'ils doivent. Nous augmenterons aussi les revenus grâce à de **nouvelles sources d'imposition équitables et progressives** afin de réaliser les investissements dont les gens d'ici ont besoin pour prospérer.

Personne ne devrait profiter d'une crise sanitaire mondiale alors que tant de gens souffrent et ont plus que jamais besoin d'aide. Nous introduirons une **taxe temporaire sur les profits excédentaires de la COVID-19** de 15 % sur les profits exceptionnels des grandes entreprises pendant la pandémie. Nous poursuivrons les grandes entreprises qui ont reçu des subventions salariales d'urgence financées par l'État et qui ont ensuite versé des primes aux dirigeant·es, racheté des actions ou versé des dividendes aux actionnaires.

Pour rendre notre système fiscal plus équitable et faire en sorte que les personnes les plus riches paient leur juste part, nous augmenterons le taux d'inclusion des gains en capital à 75 %. Un gouvernement néo-démocrate augmentera également de 2% le **taux marginal d'imposition le plus élevé**, mettra en place une **taxe sur les produits de luxe** comme les yachts et les jets privés, et demandera aux **multimillionnaires les plus riches** de payer un peu plus pour nos services collectifs grâce à un **impôt sur la fortune**.

Un gouvernement néo-démocrate s'assurera que les grandes entreprises rentables contribuent aux services et infrastructures importants qui font de notre pays un endroit où il fait bon faire des affaires. Nous réduirons de 3% les réductions d'**impôt sur le revenu des sociétés** accordées par les conservateurs, pour les ramener au niveau de 2010. Nous nous assurerons également que les **géants du web** comme Facebook, Google et Amazon paient leur juste part d'impôts, comme toutes les autres entreprises – contrairement aux libéraux, qui ont rompu leur promesse électorale d'obliger ces entreprises à respecter les règles.

Pour renforcer l'intégrité de notre système fiscal et lutter contre l'évasion fiscale, nous prendrons des mesures pour **mettre fin aux échappatoires**, notamment en éliminant les actions au porteur, en obligeant les sociétés à prouver la pertinence économique de leurs transactions à l'étranger et en améliorant la transparence des impôts payés par les grandes sociétés. Nous augmenterons également le financement de la conformité de l'Agence du revenu du Canada chargée de l'application de l'impôt international et de l'impôt sur les sociétés, afin que les entreprises ne puissent pas se soustraire aux nouvelles mesures.

Nous oserons faire les investissements nécessaires pour aider les familles d'ici qui ont des difficultés et améliorerons les services sur lesquels tout le monde compte. Dans tous les cas, nous gérerons la dette et les déficits de façon responsable, en empruntant au besoin pour défendre les services sur lesquels les gens et les familles d'ici comptent, en retournant à l'équilibre lorsqu'il est prudent de le faire.

Protéger notre environnement : assurer notre avenir



Cet été, les gens d'ici ont vu avec horreur les températures battre des records à plusieurs reprises et des feux de forêt hors de contrôle mettre en danger des vies et des communautés. La fumée provenant d'incendies situés à des centaines de kilomètres a recouvert de grandes villes du pays. Et des vagues de chaleur ont coûté la vie à des centaines de personnes.

Les scènes terrifiantes qui se sont déroulées à Lytton, en Colombie-Britannique, nous rappellent que la crise climatique est bien là et que ses effets ont un impact catastrophique sur nos vies et nos moyens de subsistance.

Les Canadiennes et Canadiens en paient déjà le prix : que ce soit en voyant leurs maisons et leurs communautés brûler à cause des incendies de forêt, ou en voyant leurs proches souffrir et mourir à cause de la chaleur et du smog qui battent des records.

L'urgence climatique n'est pas seulement une menace pour l'environnement. C'est un danger évident et bien présent pour la santé et le bien-être des gens partout au pays. Et le poids de ces effets est supporté de façon disproportionnée par les personnes et les communautés les plus vulnérables.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a souligné le besoin urgent de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 degré Celsius. Les dix prochaines années seront cruciales alors que le Canada se rapproche de son objectif – désormais inscrit dans la loi – de carboneutralité d'ici 2050.

Il y a deux ans, la Chambre des communes a déclaré que le changement climatique était une urgence. Mais pour combattre cette menace existentielle – l'une des plus grandes menaces auxquelles la population et notre planète sont confrontées – il faudra plus que des paroles.

Les gouvernements libéraux et conservateurs successifs n'ont jamais réussi à s'attaquer sérieusement à cette crise. Ils ont raté tous les objectifs climatiques fixés, ont présidé le pire effort de réduction des GES du G7 et n'ont pas réussi à réduire les émissions de gaz.

Les paroles de Justin Trudeau ne se sont pas concrétisées en actions. Son plan est truffé d'échappatoires qui permettent aux grands pollueurs de s'en tirer facilement. Et il n'en fait pas assez pour soutenir les communautés les plus touchées, les

travailleuses et les travailleurs qui devraient être les moteurs de notre transition vers une nouvelle réalité économique à faible émission de carbone.

Des pays européens comme l'Allemagne et la France ont des plans audacieux pour une relance économique durable, mais le gouvernement libéral a dépensé des fonds publics pour acheter un oléoduc. Le président américain Joe Biden s'est engagé à éliminer les subventions aux sociétés pétrolières et gazières et à faire des investissements climatiques qui créent des emplois de qualité, tandis que Justin Trudeau continue de subventionner des compagnies pétrolières et gazières rentables.

Nous avons vu avec la pandémie que les urgences doivent être abordées de manière pressante et avec la volonté politique de faire ce qu'il faut. Les gens d'ici ont fait leur part pour combattre l'urgence de santé publique, mais la nécessité de s'attaquer au changement climatique n'a pas disparu. Nous avons besoin d'un gouvernement qui aborde l'urgence climatique avec le même empressement.

Nous avons des projets concrets pour nous attaquer à l'urgence climatique et créer des emplois de qualité.

Grâce au leadership du NPD, le Canada a maintenant une loi sur la carboneutralité. Mais ce n'est que la première étape. Nous continuerons à nous battre pour bâtir un avenir plus propre.

- **Nous deviendrons le leader en matière de climat** : en nous appuyant sur la nouvelle loi canadienne sur la carboneutralité, en fixant un objectif ambitieux de réduction de nos émissions de gaz d'au moins 50 % par rapport aux niveaux de 2005, d'ici 2030. Pour nous aider à atteindre cet objectif, nous éliminerons les subventions aux combustibles fossiles, mettrons en place des budgets carbone et modifierons le mandat de la Banque du Canada pour qu'elle concentre ses activités sur des objectifs carboneutres.

- **Nous créerons des emplois de qualité dans toutes les régions** : grâce à des investissements dans des infrastructures durables qui feront en sorte que les travailleuses et travailleurs ne soient pas laissés pour compte alors que le monde se dirige vers une économie sans carbone. Notre plan de création d'un million d'emplois de qualité contribuera à reconstruire les économies locales, tout en aidant les travailleurs vulnérables et les personnes touchées par l'évolution de l'économie.

- **Nous améliorerons les milieux où nous vivons et travaillons** : car ces améliorations contribuent à réduire la pollution par le carbone, économiser de l'argent et améliorer la vie de tout le monde. Cela signifie qu'il faudra rénover tous les bâtiments au pays d'ici 2050. Nous créerons également une Stratégie pancanadienne de crise pour aider les collectivités à réduire les risques liés aux changements climatiques et à y réagir. Elle sera complétée par un nouveau groupe de travail sur le climat, composé de jeunes travailleuses et travailleurs, chargé de réagir aux effets des changements climatiques et bâtir une économie équitable fondée sur les énergies propres.

- **Nous changerons la façon dont les gens se déplacent** : car l'amélioration du transport collectif et la mise en place d'une bonne infrastructure de transport créeront des emplois, renforceront les collectivités et réduiront notre empreinte de carbone. Nous soutiendrons le transport collectif en doublant de façon permanente le Fonds pour le développement des collectivités du Canada et nous mettrons sur pied un programme public d'autobus entre les villes.

- **Nous alimenterons nos collectivités sans carbone** : grâce à une révolution énergétique durable qui alimentera le Canada de demain. Pour ce faire, nous nous fixerons comme objectif de produire de l'électricité carboneutre d'ici 2030, et de passer à 100 % d'électricité sans émissions de gaz d'ici 2040.
- **Nous protégerons notre terre et notre eau** : en préservant nos espaces naturels pour assurer une bonne qualité de vie aux gens d'ici. Cela comprend l'inscription dans la loi d'une Charte des droits environnementaux et la protection de 30 % de nos terres, nos eaux douces et nos océans d'ici 2030.
- **Et nous le ferons en travaillant ensemble** : en mettant en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones – qui a désormais force de loi – au cœur de notre lutte collective contre la crise climatique. Et en créant un Bureau de la justice environnementale pour s'atteler aux impacts disproportionnés de la pollution et de la perte de biodiversité sur les communautés à faible revenu, racisées et autres communautés marginalisées.

La réouverture et la relance de notre économie seront une tâche importante, alors que nous nous remettons de la pandémie. Mais en prenant des mesures pour stimuler la relance, nous devons nous assurer qu'elle soit durable.

Nous savons que la lutte contre les inégalités et celle contre la crise climatique vont de pair. Plus tôt cet été, nous avons présenté un plan visant à créer plus d'un million d'emplois de qualité au cours d'un premier mandat. Bâtir durablement signifie nous positionner pour le prochain boom économique, en s'assurant que des investissements publics audacieux soient dirigés vers des énergies propres, la résilience climatique, l'infrastructure sociale et l'efficacité énergétique dans les communautés à travers le pays.

Notre projet réduira les émissions de gaz à effet de serre en même temps qu'il créera de nouveaux emplois de qualité dans toutes les régions du pays. Il assainira notre environnement et fera en sorte que notre eau, notre air et notre terre soient protégés contre les catastrophes des changements climatiques. Il créera des opportunités pour aujourd'hui, et établira des bases solides pour les

génération à venir. Et il fera en sorte que les fruits de notre prospérité reviennent aux gens d'ici qui travaillent fort pour bâtir un avenir meilleur, pas aux grands pollueurs.

Justin Trudeau ne peut pas se défilier devant la crise climatique, et on ne peut pas laisser les conservateurs nous ramener à une époque où l'urgence climatique n'était même pas reconnue.

Mais, surtout, nous ne pouvons pas revenir à la normale après cette pandémie, alors que la normale ne fonctionnait tout simplement pas pour tellement de gens.

La crise climatique reste une priorité urgente et une menace existentielle. Elle nous demande d'être courageuses et courageux, d'agir promptement avec détermination et de rendre des comptes. Les générations futures comptent sur nous. Montrons que nous sommes à la hauteur du défi.

Devenir leader en matière de climat et atteindre la carboneutralité

Après avoir géré des augmentations d'émissions de gaz chaque année depuis qu'ils sont au pouvoir, les libéraux ont fixé un objectif qui ne concorde pas avec ce que les données scientifiques disponibles indiquent et qui ne suffira pas à prévenir les conséquences catastrophiques d'un réchauffement supérieur à 1,5 degré.

Le Parlement a récemment adopté le projet de loi C-12, afin d'inscrire dans la loi notre engagement collectif à atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Nous sommes fiers du rôle que nous avons joué pour en arriver là : depuis le plaidoyer de Jack Layton en faveur d'une loi sur la responsabilité climatique, il y a près de 15 ans, à notre réussite avec les mesures de responsabilité à court terme du projet C-12, essentielles pour nous permettre d'atteindre nos objectifs.

C-12 est un pas dans la bonne direction, mais ce n'est pas le projet de loi que nous aurions rédigé. Nous nous battons pour stabiliser l'augmentation de la température mondiale à 1,5 degré Celsius. Notre objectif est donc de **réduire les émissions de gaz à effet de serre**

d'au moins 50 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2030, en allant plus loin chaque fois que possible pour tenir compte de la juste part de notre pays. Nous savons que pour atteindre l'objectif de carboneutralité d'ici 2050, il faut agir dès maintenant, pendant le mandat du prochain Parlement. Nous travaillerons avec nos partenaires pour établir des **budgets carbone pluriannuels pancanadiens et sectoriels**, qui serviront d'orientations clés pour tracer la voie jusqu'en 2030 et au-delà. Nous créerons et financerons également un Bureau de la responsabilité climatique, qui assurera une surveillance indépendante des progrès réalisés par le gouvernement en matière de climat, fera participer le public et formulera des recommandations sur la façon d'atteindre nos objectifs.

Fixer un prix pour le carbone s'est avéré un outil important dans les efforts de réduction des émissions de gaz. Nous **poursuivrons la tarification du carbone** tout en la rendant plus équitable et en éliminant les échappatoires que le gouvernement libéral a accordées aux grands pollueurs. Nous reconnaissons également que la tarification du carbone ne sera pas suffisante pour s'attaquer à la crise climatique : d'autres mesures sont nécessaires.

S'appuyer sur la loi sur la carboneutralité sera une priorité pour un gouvernement néo-démocrate. Nous appuierons l'objectif carboneutre du pays en examinant la législation financière, comme la Loi sur la Banque du Canada, la Loi sur le développement des exportations et la Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, pour **nous assurer que les leviers financiers fédéraux et les sociétés d'État soient alignés sur l'objectif de carboneutralité**. Nous collaborerons avec les provinces pour mettre en place des normes de **responsabilisation des entreprises en matière de climat** pour assurer la transparence obligatoire des sociétés cotées en bourse sur les risques liés au carbone.

Et nous nous assurerons que des règles strictes soient en place pour empêcher les grandes entreprises d'utiliser l'achat de compensations pour échapper à leurs obligations de carboneutralité.

Une chose que nous ne ferons pas, c'est continuer sur la voie que les gouvernements libéraux et conservateurs ont choisie : dépenser des fonds publics en subventions pour le pétrole et le gaz. Sous la gouverne du premier ministre Justin Trudeau, 18 milliards de dollars ont été dépensés par le gouvernement pour soutenir

l'exploration, la production, le raffinage et le transport du pétrole et du gaz, entre autres, rien qu'en 2020 – en plus de l'achat de l'oléoduc Kinder-Morgan. Les fonds publics sont mieux utilisés lorsqu'ils soutiennent notre transition vers les énergies renouvelables plutôt que des entreprises pétrolières et gazières rentables. Nous respecterons l'engagement pris par le Canada au G20 **d'éliminer les subventions aux combustibles fossiles** et de réorienter ces fonds vers des initiatives à faible émission de carbone. Nous nous assurerons également que des gouvernements futurs ne puissent pas faire marche arrière, en mettant en place une loi interdisant toute subvention au pétrole, au gaz et aux oléoducs.

Nous travaillerons avec les provinces et territoires pour devenir un chef de **file de l'innovation en réduction du méthane** dans des domaines tels que la surveillance en temps réel et la détection des fuites, en veillant à ce que les règlements provinciaux sur le méthane soient équivalents à ceux fédéraux et en augmentant ces objectifs pour 2025-30.

Le gouvernement fédéral peut **donner l'exemple** en devenant un pionnier de l'efficacité énergétique, des technologies propres et des énergies renouvelables. Nous donnerons l'exemple en nous approvisionnant

auprès d'entreprises canadiennes de technologies propres, veillerons à ce que les bâtiments fédéraux utilisent des énergies renouvelables et convertir à l'électricité la flotte de véhicules du gouvernement fédéral d'ici 2025, en choisissant des véhicules fabriqués ici dans la mesure du possible. Nous protégerons les entreprises d'ici qui prennent des mesures de transition vers un avenir à faible émission de carbone, grâce à un ajustement du carbone à la frontière qui uniformisera les règles du jeu pour les importations provenant de régions où le prix sur le carbone n'existe pas. Nous nommerons également un **comité d'urgence climatique au sein du Cabinet** et établirons un secrétariat d'urgence climatique solide au sein du Cabinet du premier ministre afin d'assurer une approche pangouvernementale pour répondre à cette urgence.

Créer des emplois de qualité dans toutes les régions

Les travailleuses et travailleurs d'ici s'inquiètent de leur place dans une économie mondiale en pleine mutation. Le climat mondial change, tout comme les emplois canadiens. Mais les gouvernements libéraux et conservateurs successifs ont laissé les gens d'ici naviguer seuls au travers ces changements. Les travailleuses et travailleurs qualifiés (construction, métiers, ingénierie et autres) seront nécessaires pour bâtir une économie à faible émission de carbone. Nous les placerons à l'avant de notre plan d'action climatique et nous nous battons pour eux et leurs communautés afin de nous assurer que personne ne soit laissé pour compte.

Nous allons créer plus d'un million de nouveaux emplois de qualité dans toutes les communautés. Cela, pour rebâtir les économies locales avec des emplois significatifs qui font vivre les familles dans chaque coin du pays, tout en faisant les changements dont nous avons besoin pour prospérer dans un avenir à faible émission de carbone. Cela comprendra des emplois dans la **construction d'infrastructures vertes** dans toutes

les collectivités. De plus, comme les produits fabriqués ici ont des émissions de carbone parmi les plus faibles au monde, nous **exigerons l'utilisation de produits d'acier, d'aluminium, de ciment et de bois fabriqués au Canada pour tous les projets d'infrastructure.**

Comme les changements climatiques ont un impact disproportionné sur les communautés marginalisées, nous ferons en sorte que ces mêmes communautés bénéficient davantage de ces investissements en création d'emplois et développement communautaire.

Alors que nous tournons le dos à la COVID-19 et que nous préparons une relance économique qui profite à toute la population, nous avons une occasion précieuse de faire mieux. Nous veillerons à ce que les fonds de relance soient utilisés pour soutenir nos objectifs carboneutres. À cette fin, nous veillerons à ce que les grandes entreprises qui reçoivent des fonds de relance **visent l'objectif carboneutre** – et nous veillerons à ce que ces fonds servent à soutenir les emplois d'ici, pas les cadres supérieurs ni les actionnaires.

Les travailleuses et travailleurs les plus touchés par les changements de notre économie ne peuvent pas payer le prix de la lutte contre les changements climatiques.

Nous collaborerons avec les syndicats, employeurs, provinces et territoires pour trouver des solutions pour les travailleuses, travailleurs et collectivités. Nous offrirons un soutien à l'emploi spécialisé combinant l'accès à des **prestations d'assurance-emploi élargies, des services de requalification et de placement.** Nous **veillerons à ce que les entreprises conservent et redévoient leurs employé·es en période de transition.** Nous ferons en sorte que celles et ceux qui **approchent de la retraite bénéficient de la sécurité de retraite pour laquelle ils ont travaillé toute leur vie, sans que leur pension soit diminuée en cas de retraite anticipée.**

Nous stimulerons la recherche et la fabrication de technologies propres grâce à un nouveau financement, des mesures incitatives et l'achat au Canada de technologies respectueuses de l'environnement. Nous mettrons ainsi sur le marché des technologies propres plus innovantes et **soutiendrons notre production de batteries, solutions de stockage d'énergie et carburants de remplacement,** comme les biocarburants fabriqués à partir de déchets. Cela permettra de conserver les emplois d'ici.

Nous mettrons en place des comités mixtes sur l'environnement en milieu de travail – sur le modèle des comités en santé et sécurité en milieu de travail, qui ont eu un impact majeur sur la sécurité des lieux. Afin de réduire les émissions de gaz à la source dans chaque lieu de travail.

Enfin, nous soutiendrons l'agriculture durable, en travaillant avec les agricultrices et agriculteurs d'ici pour promouvoir des techniques et méthodes de gestion durable des terres afin de réduire les émissions de GES. Nous travaillerons avec les gens de ce secteur pour qu'ils puissent accéder à des outils et technologies à faible émission de carbone, et s'adapter aux changements climatiques et autres répercussions de la crise climatique, notamment l'augmentation des parasites et espèces envahissantes.

Assainir les milieux où nous vivons et travaillons

Nos collectivités sont les endroits où nous ressentons le plus les effets de la crise climatique – et l'un des meilleurs endroits où investir pour réduire rapidement nos émissions de gaz, économiser de l'argent et améliorer la qualité de vie des gens.

Au rythme actuel, il faudra 142 ans pour rénover tous les immeubles résidentiels de petite taille au Canada. Grâce à une approche axée sur la mission, nous établirons un programme ambitieux de rénovation afin d'améliorer les milieux où les gens vivent et travaillent, notamment en **exigeant la rénovation à grande échelle des bâtiments dans tous les secteurs**. Nous nous fixerons comme objectif de **rénover tous les bâtiments au pays d'ici 2050, en commençant par moderniser au cours des 20 prochaines années tous les bâtiments construits avant 2020**. Aider les familles à apporter des améliorations écoénergétiques à leur maison grâce à des prêts à faible taux d'intérêt permet d'économiser près de 900 \$ ou plus par année sur leurs factures d'énergie.

Des mesures de soutien ciblées seraient fournies aux ménages à faible revenu et aux locataires. L'appui aux rénovations visant à améliorer la qualité de l'air intérieur contribuera également à prévenir d'autres pandémies.

Nous travaillerons avec les provinces, municipalités et les gouvernements autochtones pour nous assurer que les collectivités disposent des ressources dont elles ont besoin pour faire face en toute sécurité aux événements météorologiques extrêmes. Cette **Stratégie pancanadienne de crise** aidera les communautés à planifier et s'adapter aux changements climatiques et phénomènes météorologiques extrêmes auxquels nous sommes déjà confronté·es – en particulier les communautés vulnérables, éloignées et autochtones. Cette Stratégie sera soutenue par un financement à long terme pour l'adaptation, l'atténuation des catastrophes et des infrastructures résilientes au climat. Un nouveau Corps civil pour le climat mobilisera les jeunes et créera des emplois pour soutenir les efforts de conservation et faire face au changement climatique, en entreprenant des activités comme la restauration des zones humides et la plantation des milliards d'arbres qui devront être plantés dans les années à venir.

Nous améliorerons le Code national du bâtiment afin que, d'ici 2025, chaque **nouveau bâtiment construit soit carboneutre**. L'efficacité énergétique et les pratiques de construction durables sont au cœur de notre stratégie pancanadienne en matière de logement. Nous tirerons parti de la puissance des investissements fédéraux pour créer des emplois de qualité dans toutes les régions et fournir les logements abordables dont les gens d'ici ont besoin.

Alors que de plus en plus de gens ont pris l'habitude de travailler à domicile, plus de la moitié de la population rurale n'a toujours pas accès à l'internet haute vitesse. Nous **nous assurerons que chaque personne ait accès à un service haute vitesse abordable et fiable** d'ici quatre ans. Nous créerons pour ce faire une société d'État chargée d'assurer la prestation de services de télécommunications de qualité et abordables à chaque collectivité. En favorisant le travail à distance, nous réduirons les temps de déplacement et appuierons les efforts de réduction des émissions de GES.

Changer notre façon de nous déplacer

Pour améliorer la façon dont nous nous rendons au travail, dont nous nous déplaçons dans nos communautés et entre elles, nous devons investir dans de meilleurs moyens pour nous déplacer. Si nous faisons les bons choix maintenant, nous créerons des emplois de qualité et construirons les véhicules et l'infrastructure de transport collectif dont nous avons besoin pour que nous puissions continuer à nous déplacer.

Les municipalités investissent déjà dans le transport collectif de leurs collectivités, mais elles ont besoin d'un partenaire fédéral pour améliorer le transport collectif dans tout le pays. Nous **moderniserons et développerons le transport collectif** au sein des collectivités et entre elles, et nous assurerons que le financement fédéral du transport collectif renforce la capacité de développement des **projets à faibles émissions de carbone**, comme les autobus à émissions nulles et les trains électriques, dans le but d'**électrifier le transport collectif** et les autres flottes municipales d'ici 2030.

Pour les provinces et municipalités qui en font une priorité, nous les aiderons à mettre en place des **transports collectifs gratuits** pour faciliter les déplacements, aider les gens à joindre les deux bouts et réduire les émissions de gaz.

Pour aider à remplacer la perte des trajets de Greyhound, nous **développerons un réseau public d'autobus interurbains**. Nous appuierons également la création d'un **train à haute fréquence** dans le corridor Québec-Windsor, développerons les options de trains dans d'autres régions et travaillerons à la restauration du **Northlander** afin de soutenir ce lien crucial pour les collectivités et les entreprises du Nord de l'Ontario.

La population veut faire sa part et nous ferons en sorte qu'il soit **plus facile de se procurer un véhicule zéro émission** (VZE). Alors que notre pays se dirige vers un objectif de 100 % de ventes de VZE d'ici 2035, nous **veillerons à ce qu'un plus grand nombre de ces véhicules soient construits ici**. Un gouvernement néo-démocrate prolongera les incitatifs fédéraux pour les VZE et offrira un répit aux familles qui travaillent fort en renonçant à la taxe de vente fédérale sur les VZE. Nous augmenterons ces incitatifs jusqu'à 15 000 \$ par famille pour les véhicules fabriqués ici. Nous augmenterons

l'utilisation des VZE dans le secteur public – entre autres des sociétés d'État – et le transport de marchandises. Pour faciliter l'utilisation des VZE par des gens de toutes les régions, nous développerons l'infrastructure de recharge d'un océan à l'autre et aiderons les personnes qui en achètent, neufs ou usagés, à couvrir les frais d'installation du chargeur. Nous créerons un **centre pour la recherche et le développement des VZE afin de faire progresser les technologies connexes comme l'hydrogène, les batteries et le stockage d'énergie. Nous chercherons d'autres opportunités liées à la technologie verte des piles à hydrogène, qui pourrait contribuer à réduire les émissions des poids lourds et des secteurs du fret, de la marine et de l'aviation. Nous étudierons également les moyens de renforcer les normes sur les carburants à faible teneur en carbone.**

Enfin, nous ferons la promotion d'une organisation communautaire intelligente et du **transport actif**, comme la marche et le **vélo**, pour aider les gens d'ici à faire des choix sains et plus abordables pour tout le monde. Nous travaillerons avec les autres ordres de gouvernement pour encourager l'utilisation de vélos électriques et les intégrer de manière sécuritaire dans notre réseau de transport actif.

Alimenter nos collectivités sans carbone

Nous possédons un énorme potentiel inexploité en matière d'énergie renouvelable. Avec de la volonté politique, nous pouvons créer des emplois de qualité partout au pays tout en passant à une électricité qui répond à nos objectifs d'émissions de gaz et aux besoins de nos collectivités.

L'Agence internationale de l'énergie a demandé aux gouvernements du monde entier d'accélérer considérablement leurs efforts pour développer les énergies renouvelables. Notre objectif est d'alimenter le pays en **électricité carboneutre d'ici 2030** et de passer à 100 % d'électricité sans émissions de gaz d'ici 2040. Pour réaliser ces progrès, nous créerons une **Banque canadienne du climat** qui contribuera à stimuler les investissements dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les technologies à faible émission de carbone dans toutes les régions. Elle aidera également les provinces intéressées à **interconnecter les réseaux électriques** et à introduire la **technologie de réseaux intelligents**, afin de renforcer notre sécurité énergétique et distribuer de l'énergie propre dans tout

le pays. La Banque canadienne du climat soutiendra également la **production canadienne** de composants et de technologies d'énergie renouvelable et contribuera à l'expansion de l'industrie de l'énergie propre d'ici.

Il est essentiel d'atteindre cet objectif d'électricité sans carbone en respectant les communautés locales et en créant des emplois de qualité. Nous appuierons les investissements dans des **projets novateurs d'énergie propre, appartenant à la communauté et exploités par elle**, afin de conserver les emplois et l'expertise locale. Nous travaillerons en partenariat avec les communautés autochtones et nordiques pour se débarrasser du **diesel**, améliorer la sécurité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique.

Il faut donner aux Canadiennes et Canadiens une voix plus forte dans les décisions énergétiques qui ont un impact sur leurs communautés. C'est pourquoi nous nous sommes engagées à réviser le processus d'examen des grands projets afin d'assurer une consultation publique suffisante et à fournir un financement pour soutenir les communautés autochtones qui participent à ces processus.

Nous nous engageons à faire en sorte que les projets proposés soient conformes à nos objectifs de réduction des émissions de gaz, respectent les droits des Autochtones et créent des emplois de qualité, ici.

Protéger notre terre et notre eau

Qu'il s'agisse de nos parcs nationaux, nos chaînes de montagnes ou nos côtes, la population s'attend à ce que leur gouvernement protège la nature, pour eux et pour les générations futures. La protection de nos terres et nos cours d'eau nous aidera à atteindre nos objectifs en matière de changements climatiques, tout en préservant une bonne qualité de vie pour les générations à venir. Nous oserons nous tenir debout face à l'abus de pouvoir des pollueurs, dont les dommages ont un impact disproportionné sur les communautés éloignées et marginalisées.

Nous étendrons les protections environnementales, en commençant par **enchâsser le droit à un environnement sain dans une Charte canadienne des droits environnementaux**, afin que toutes les communautés puissent bénéficier d'une garantie à de l'eau, de la terre et de l'air purs. Nous bonifierons la Loi canadienne sur la protection de l'environnement – en nous appuyant sur le projet de loi C-28 du gouvernement et en l'améliorant – afin de **mieux protéger les gens d'ici contre les substances toxiques** contenues dans les produits de tous les jours, comme les cosmétiques.

Nous renforcerons également le processus fédéral d'évaluation des impacts environnementaux pour les nouvelles mines de charbon et les projets d'expansion minière. Les mesures prises pour protéger notre environnement contribuent à améliorer la santé des gens : des projections récentes montrent que les répercussions des changements climatiques pourraient coûter des milliards de dollars à notre système de santé au cours des prochaines décennies.

Pour réduire les déchets dans nos décharges et nos collectivités, nous interdirons **immédiatement les plastiques à usage unique**, tout en protégeant les travailleuses et travailleurs de ce secteur en soutenant la transition de la production vers de nouveaux produits. Nous tiendrons les entreprises responsables de l'ensemble du cycle de vie de leurs produits et emballages en plastique, **aiderons les municipalités à améliorer leurs systèmes de gestion et de recyclage des déchets et soutiendrons l'amélioration des normes pour les produits étiquetés comme recyclables**. Nous **interdirons l'exportation de déchets en plastique et réduirons les déchets électroniques** en supprimant les restrictions absurdes qui empêchent les gens de réparer leurs appareils.

Nous nous dévouons pour des projets qui respectent la nature, ancrés dans notre engagement à sauvegarder les écosystèmes et la biodiversité, dont celui de **protéger 30 % de nos terres, nos eaux douces et nos océans d'ici 2030**. Nous développerons les parcs nationaux urbains, restaurerons la biodiversité urbaine et nous assurerons de l'application de la Loi sur les espèces en péril. Nous mettrons en place un plan sur dix ans pour protéger la nature afin d'**inverser la tendance à la disparition des espèces et limiterons l'importation et le commerce intérieur d'animaux sauvages**. Nous protégerons davantage nos océans et notre eau douce, en réduisant les émissions de gaz provenant de la navigation et la pêche, en augmentant les zones marines protégées, en réduisant les principales menaces pesant sur les écosystèmes océaniques et en mettant en œuvre une stratégie nationale sur l'eau douce.

Nous soutiendrons la conservation de la nature et la planification de l'utilisation des terres et de l'action climatique menées par les Autochtones, notamment en développant le programme des gardiens autochtones et en travaillant ensemble pour la protection et la restauration des populations de saumon sauvage du Pacifique sur la côte ouest.

Des investissements ciblés en gestion forestière contribueront à réduire les risques de feux de forêt et nous prendrons des mesures pour stimuler l'innovation en foresterie, notamment les produits de valorisation du bois mort et le reboisement.

Nous soutiendrons l'assainissement de l'environnement et la création d'emplois en étant plus sévères avec les pollueurs et en **obligeant les grandes compagnies pétrolières à payer pour nettoyer les puits inactifs**. Cette mesure appliquée correctement pourrait créer rapidement des emplois pour les travailleuses, les travailleurs et éliminer les risques environnementaux que représentent ces puits.

La façon dont nous cultivons, élevons le bétail et consommons les aliments a également un impact sur notre avenir climatique – et sur la nutrition de tout le monde. Nous relierons les collectivités aux agricultrices et agriculteurs grâce à des **carrefours alimentaires locaux** et élaborerons une **stratégie pancanadienne sur le gaspillage alimentaire** afin de réduire les énormes quantités d'aliments actuellement gaspillées au pays. Nous nous associerons avec les agricultrices, agriculteurs et collectivités pour soutenir la biodiversité, surveiller et protéger la **santé des pollinisateurs**.

Travailler ensemble

Nous nous battons pour vous, en plaçant les gens au centre de notre politique climatique, en donnant la priorité aux besoins des travailleuses et travailleurs, en s'attaquant aux inégalités au pays et en faisant respecter les droits des Autochtones.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones a été adoptée. Comme prochaine étape, nous **intégrerons la réconciliation au cœur de lutte contre la crise climatique**, en veillant à ce que les Premières nations, les Inuit·es et les Métis·ses soient des partenaires à part entière, égaux dans nos efforts pour faire face à la crise climatique.

Les peuples autochtones sont les mieux placés pour protéger la diversité culturelle et biologique grâce au contrôle de leur territoire. Nous nous engageons à travailler avec les gouvernements autochtones, respecter le savoir autochtone et **faire valoir leurs droits à protéger les terres, les cours d'eau et la biodiversité**. Cela signifie faire des Premières nations, des Inuit·es et des Métis·ses des **partenaires à part entière et égaux** dans nos efforts pour bâtir un avenir à faible

émission de carbone, notamment en encourageant l'autonomie énergétique des communautés éloignées et des possibilités égales pour les projets d'énergie renouvelable. Cela signifie garantir aux peuples autochtones – en tant que premiers peuples et gardiens de leurs territoires – un siège aux tables de décision de haut niveau pour diriger nos efforts face à la crise climatique.

Trop souvent, le poids des effets des changements climatiques et de la pollution est supporté de manière disproportionnée par les communautés marginalisées. En plus de nous conduire vers l'objectif de carboneutralité, nous nous assurerons que les **investissements dans le domaine du climat visent à réduire les inégalités, respecter les droits des Autochtones et soutenir les communautés** qui ont été laissées pour compte par les décennies d'inaction des libéraux et des conservateurs. Nous **créerons également un Bureau de la justice environnementale** pour s'atteler aux impacts disproportionnés de la pollution et de la perte de biodiversité sur les communautés à faible revenu, racisées et autres communautés marginalisées.

Mieux prendre soin les un·es des autres



Un meilleur système de santé pour les Canadiennes et Canadiens

La pandémie a mis à rude épreuve notre système de santé publique. Nous avons vu l'impact sur nos médecins, notre personnel infirmier, nos travailleuses et travailleurs en soins de longue durée et de première ligne pour continuer à assurer notre sécurité. Des années de coupes et de négligence de la part des gouvernements libéraux et conservateurs ont amené le système de santé au bord de l'effondrement – et entraîné tragiquement des pertes de vie dans les centres de soins de longue durée.

Lorsque nos proches tombent malades, nous ne devrions pas nous inquiéter de savoir s'ils ont les moyens d'obtenir les soins dont ils ont besoin. Ce principe est au cœur de l'engagement indéfectible des néo-démocrates pour les soins de santé publics : leur accès universel est l'une des réalisations dont le NPD est le plus fier. Dans les décennies suivant la mise en place du régime d'assurance-maladie en Saskatchewan par Tommy Douglas, et son expansion à l'ensemble du pays, le système public santé nous a fait économiser de l'argent en plus de devenir une valeur canadienne fondamentale pour tant d'entre nous.

Aujourd'hui, une trop grande partie des soins dont nous avons besoin, comme l'accès à des médicaments d'ordonnance, n'est pas couverte par le régime d'assurance-maladie. Les familles doivent donc assumer elles-mêmes des coûts astronomiques. Pendant ce temps, des gens d'influence et des entreprises s'opposant aux soins publics continuent de prôner discrètement la privatisation, menaçant ainsi ce que nous avons bâti ensemble. Comme les gouvernements libéraux et conservateurs qui ont réduit les transferts en santé et refusé d'élargir l'accès aux soins, ce qui a empiré la situation.

Les familles dépensent du temps et de l'argent, qu'elles n'ont pas, ou encore sacrifient d'autres choses essentielles pour payer des soins nécessaires. Ou encore, elles tombent malades – inutilement – parce qu'elles ne peuvent se permettre ou trouver les bons soins au bon moment.

Ce n'est pas seulement une crise pour les individus, c'est une crise collective.

Le NPD est le parti qui va changer cela. Nous nous engageons à bonifier le régime de santé public pour nous

assurer que toutes les personnes soient couvertes pour les soins dont elles ont besoin pour vivre en meilleure santé, plus longtemps.

Après des décennies de promesses, les libéraux ont une fois de plus échoué à faire en sorte que tout le monde puisse se procurer les médicaments dont il a besoin. Voilà pourquoi les néo-démocrates luttent pour la mise en place d'un **régime d'assurance-médicaments** public et universel pour s'assurer que les Canadiennes et Canadiens aient accès à leurs médicaments d'ordonnance avec leur carte d'assurance-maladie, et non leur carte de crédit – ce qui entraînera des économies et une amélioration de la santé de tout le monde. Ces programmes permettront également de libérer des ressources pour s'attaquer aux nouvelles menaces de santé publique, comme la COVID-19.

Dans notre système, tout le monde devrait avoir accès à des soins de santé de qualité, peu importe où l'on vit. Or, trop souvent, les soins que reçoivent les gens varient en fonction de leur province, un problème aggravé par le manque de leadership du gouvernement fédéral sous les régimes successifs des libéraux et des conservateurs. Les néo-démocrates croient que le gouvernement fédéral a un rôle essentiel à jouer dans le maintien

et l'application de la **Loi canadienne sur la santé**, en particulier contre la menace insidieuse de la **privatisation et des frais d'utilisateur-payeur**. Nous allons aussi agir immédiatement pour empêcher la vente de produits sanguins et veiller à ce que tout le monde puisse avoir accès à un avortement sécuritaire dans toutes les régions du pays.

Un gouvernement néo-démocrate collaborera avec les provinces et les territoires pour s'attaquer au **problème des temps d'attente** afin d'améliorer l'**accès aux soins de base** partout au pays. Nous travaillerons avec les provinces pour développer une infrastructure publique **virtuelle** sécuritaire et accessible. Nous identifierons les lacunes en **ressources humaines** dans le réseau de la santé et nous établirons un plan de recrutement et de rétention des médecins, des infirmières et infirmiers et des professionnels de la santé dont la population a besoin. Nous travaillerons également avec les provinces et les territoires pour améliorer l'accès aux soins palliatifs dans tout le pays.

La pandémie de COVID-19 a révélé de graves faiblesses dans les capacités de **préparation et d'intervention** du Canada en **cas de pandémie**. Les néo-démocrates

renforceront ce système afin que le Canada ne soit plus jamais pris au dépourvu et laissé pour compte en cas de pandémie mondiale. Le gouvernement devrait sans tarder jouer un rôle actif dans l'élaboration d'une stratégie fédérale de vaccination afin de s'assurer que toute la population puisse être vaccinée. Pour aller de l'avant, nous allons fournir un financement stable et à long terme à l'Agence de la santé publique du Canada afin qu'elle puisse protéger la santé publique et être prête en cas de crise.

Le Canada doit avoir la capacité de produire des vaccins pour les urgences de santé publique, une capacité que nous avons perdue sous les gouvernements libéraux et conservateurs. Nous créerons une société d'État chargée de la **production nationale de vaccins** afin que nous ne soyons plus jamais en queue de peloton.

Pour protéger le personnel médical, les patient·es et les travailleuses et travailleurs essentiels, nous veillerons à ce que le Canada maintienne un stock adéquat et gère de façon responsable les **équipements de protection individuelle**, en mettant l'accent sur la production à l'échelle canadienne.

Pendant une crise, il est plus important que jamais que l'administratrice ou l'administrateur en chef de la santé publique du Canada puisse nous **parler librement** des questions de santé publique sans craindre les représailles politiques. Nous veillerons à ce que son **indépendance soit protégée par la loi** et nous exigerons qu'il ou elle présente chaque année au Parlement un rapport sur les recommandations visant à améliorer les mesures d'urgence en matière de santé publique au Canada.

Enfin, notre pays est un chef de file dans la **recherche novatrice en santé**, un domaine plus important que jamais. Nous allons travailler de concert avec les universités et les professionnel·les de la santé pour que la recherche publique sur les questions de santé continue de se développer. Les néo-démocrates annuleront la décision imprudente des libéraux d'affaiblir le **Réseau mondial d'information sur la santé publique**, qui assure la surveillance et les premières alertes essentielles à la gestion des urgences internationales en matière de santé publique, comme les pandémies. Le gouvernement fédéral doit également prendre les devants et **réglementer les produits de santé naturels** en vertu d'une loi autonome.

Un meilleur accès aux soins à domicile et de longue durée de qualité

Nos parents et grands-parents ont construit ce pays. Lorsqu'ils vieillissent, ils méritent de vivre dans le confort et la sécurité. Les personnes en situation de handicap, qui n'ont pas toujours la possibilité de vivre de façon autonome, vivent souvent dans des centres de soins de longue durée ou d'autres établissements où il y a beaucoup de gens et de soignants. Pourtant, en raison de décennies de compressions, de sous-financement et de privatisation, la COVID-19 a coûté la vie à des milliers de personnes dans des centres de soins palliatifs et de longue durée – la proportion la plus élevée de l'OCDE⁶. Les gouvernements libéraux et conservateurs n'ont pas investi dans les services publics dont les Canadiennes et Canadiens ont besoin, et trop de familles en ont tragiquement payé le prix.

Chaque personne âgée ou vivant en situation de handicap doit avoir accès aux soins dont elle a besoin, ce qui l'aidera à rester chez elle. Les aidantes et aidants naturels les méritent davantage de soutien – et ne devraient jamais avoir à s'inquiéter de savoir si

leurs proches reçoivent des soins de qualité. Chaque personne, quel que soit son âge, mérite de vivre dans la dignité et d'être traitée avec respect par son gouvernement et le système de santé.

Bien que toutes les provinces et les territoires financent les services de soins à domicile dans le cadre des soins assurés par l'État, les normes ne sont pas uniformes – et lorsqu'il s'agit de soins palliatifs et de longue durée, le manque de personnel est un problème constant et critique dans tout le pays. Les pénuries de personnel constantes se traduisent par des soins de mauvaise qualité, un moins grand contrôle des infections et un plus grand risque de violence au travail pour les travailleuses et travailleurs de la santé.

Il est temps de travailler avec les provinces et les territoires pour adopter une nouvelle approche qui réponde aux besoins complexes en matière de soins de santé de notre population vieillissante. Il est temps **d'éliminer la cupidité et les profits sur les soins de nos proches les plus vulnérables**. Il est temps que le gouvernement prenne le parti des aîné·es, de leurs familles et des travailleuses et travailleurs de première ligne de la santé.

Les familles doivent avoir accès à des soins à domicile, palliatifs et de longue durée de qualité, peu importe où elles vivent. Ainsi, nous **mettrons fin aux centres de soins palliatifs et de longue durée privés à but lucratif** et placerons ces centres sous la tutelle du gouvernement, en commençant par l'établissement Revera, qui appartient au gouvernement fédéral.

Nous travaillerons en collaboration avec les patient·es, le personnel soignant et les gouvernements provinciaux et territoriaux pour élaborer des **normes pancanadiennes** pour les soins à domicile et de longue durée, régies par les mêmes principes que la Loi canadienne sur la santé. Un gouvernement néo-démocrate protégera ainsi légalement l'accès aux soins à domicile et de longue durée, et assurera une qualité uniforme dans tout le pays. Ce processus sera soutenu par un financement lié à ces normes, et comprendra la détermination d'un panier de base de services de soins à domicile qui seront disponibles et couverts par les régimes d'assurance provinciaux, ainsi que l'établissement de normes pancanadiennes minimales de soins pour les résident·es en centre de soins palliatifs et de longue durée. Nous travaillerons également avec les provinces pour élaborer et soutenir des stratégies en ressources humaines et de prévention de la violence afin de

recruter et de protéger le personnel de première ligne, et assurer un environnement de travail sécuritaire pour les travailleuses et travailleurs de la santé.

Pour améliorer les soins palliatifs et de longue durée, il faut d'abord s'assurer que les travailleuses et travailleurs qui dispensent ces soins ont de meilleurs salaires, des emplois stables et sécuritaires. Leur rémunération et leur protection sont des éléments essentiels de notre approche.

L'amélioration de la qualité des soins dispensés dans les maisons de soins de longue durée protégera les résident·es et les professionnel·les de la santé et permettra aux familles et aux soignant·es d'avoir l'esprit tranquille.

Étendre l'assurance-maladie pour couvrir les services nécessaires

Notre système de santé d'aujourd'hui reflète les besoins des années 1950. À l'époque, nous avons osé transformer le système, en garantissant que les gens d'ici qui devaient voir leur médecin ou se rendre à l'hôpital ne seraient pas confrontés à des factures inabordables.

La décennie de négligence sous le régime conservateur a nui à notre système public et érodé la confiance du public. L'approche libérale, soit une mosaïque d'interventions et de programmes disparates, ne donne tout simplement pas les résultats nécessaires. Trop de gens, incluant ceux qui ont une assurance privée, ne peuvent pas obtenir l'aide dont ils ont besoin.

À l'heure actuelle, la Loi canadienne sur la santé est censée financer tous les « services médicalement nécessaires » à tout le monde. En réalité, il existe de nombreux types de services médicaux essentiels à la santé et au bien-être des gens qui ne sont pas couverts par les régimes publics d'assurance-maladie. Étant

donné que les emplois offrant une assurance-maladie complémentaire deviennent plus difficiles à obtenir, de moins en moins de gens auront accès à ces services dits complémentaires.

Vous et votre famille méritez mieux. Osons, au cours de la prochaine décennie, l'expansion historique des services couverts par notre système public de santé dont les gens d'ici ont besoin.

Au Canada, une personne sur trois n'a pas d'assurance dentaire, et environ sept millions de personnes ne se rendent pas chez le dentiste chaque année parce qu'elles n'en ont pas les moyens⁷. Trop de gens sont forcés de se priver de soins indispensables jusqu'à ce que la douleur soit si intense, qu'ils soient obligés de se rendre d'urgence à l'hôpital.

Nous savons maintenant qu'une bonne santé buccodentaire est une composante essentielle d'une bonne santé générale, et cela signifie que notre système de santé devrait aussi couvrir ces soins. Un gouvernement néo-démocrate collaborera avec les partenaires provinciaux, les professionnel·les de la santé et les dentistes afin d'intégrer les **soins dentaires**

universels au système de santé public du Canada et à offrir immédiatement une couverture de ces soins aux personnes qui n'ont pas d'assurance privée.

Il y a plus à faire pour moderniser notre système de santé afin qu'il réponde aux besoins d'aujourd'hui. Le soutien en santé mentale est un immense besoin non comblé partout au pays, où plus d'une personne sur cinq aux prises avec des problèmes de santé mentale ayant exprimé le besoin de consulter n'y a pas eu accès⁸. Les examens de la vue sont eux aussi importants pour la prévention de la perte de vision et l'identification d'autres problèmes de santé. Pourtant, un grand nombre de personnes – en particulier des enfants et des aîné·es – ne reçoivent pas de soins oculaires réguliers ou ont de la difficulté à payer les lunettes qui leur sont nécessaires.

Nous devons travailler à la mise en place de soins qui nous couvrent de la tête aux pieds. La COVID-19 a eu un impact considérable sur notre santé mentale. Cela est d'autant plus vrai pour les jeunes qui signalent des niveaux élevés de dépression et d'anxiété. Les **soins en santé mentale** devraient être disponibles gratuitement pour les personnes qui en ont besoin.

Dans un premier temps, un gouvernement néo-démocrate mettra en place des soins en santé mentale pour les gens non assurés, afin qu'ils puissent avoir accès à du soutien sans se soucier du coût. Notre projet d'assurance-médicaments signifie que les médicaments d'ordonnance pour les soins en santé mentale seront également désormais disponibles gratuitement pour tout le monde. Nous travaillerons avec les provinces et les territoires pour tirer parti de ces initiatives et mettre en place une approche globale des services de santé mentale. Nous croyons également qu'aucun nouveau parent ne devrait se débattre seul – il est temps de mettre en place une **stratégie pancanadienne de santé mentale périnatale** pour soutenir les familles avant et après la naissance.

Tout le monde devrait pouvoir bénéficier de **soins oculaires et auditifs**. Les personnes aux prises avec **l'infertilité** devraient également avoir accès aux services et aux soins dont elles ont besoin, peu importe la province ou le territoire où elles vivent.

Le chemin de longue haleine menant à la couverture publique de ces services nécessitera un réinvestissement important de la part du fédéral dans notre système de santé, en sachant que l'argent investi dans les services de prévention permet de réaliser des économies à long terme tout en donnant à la population canadienne les soins dont elle a besoin pour mener une vie en pleine santé.

Affronter l'urgence de santé publique liée aux opioïdes

Au Canada, 17 personnes meurent chaque jour de causes liées aux opioïdes⁹. Des dizaines de milliers de familles ont perdu un parent, une ou un partenaire, un frère, une sœur, dans des circonstances tragiques en raison de cette crise non contrôlée. Toutes les régions au pays ont subi les effets de ces drogues dangereuses qui créent une forte dépendance : de nos centres-villes les plus achalandés jusqu'aux communautés les plus éloignées. Et trop souvent, les effets sont décuplés pour les personnes vulnérables et marginalisées.

Malgré les dommages évidents causés par ces drogues et le nombre aberrant de décès qu'elles provoquent, le gouvernement libéral n'a pas répondu efficacement à cette crise au cours des quatre dernières années. Ils n'ont pas déclaré d'urgence de santé publique et n'ont pris aucune mesure pour enquêter sur le rôle possible des compagnies pharmaceutiques dans l'aggravation de la crise. Le gouvernement fédéral est à la traîne par rapport aux mesures d'urgence prises par des provinces comme la Colombie-Britannique.

Nous pouvons en faire beaucoup plus pour sauver des vies et aider les personnes aux prises avec les opioïdes. Au gouvernement, nous allons déclarer une **urgence de santé publique** et travaillerons avec tous les paliers de gouvernement, les expert·es en santé et la population en vue de **mettre fin à la criminalisation et aux préjugés** liés à la toxicomanie, afin que les personnes dépendantes puissent obtenir l'aide dont elles ont besoin sans crainte d'être arrêtées. Parallèlement, nous sévrons contre les véritables criminel·les, ceux qui profitent des gens et du marché des drogues illégales. Nous travaillerons avec les provinces et les professionnels de la santé pour créer un **approvisionnement sécuritaire** de médicaments de rechange réglementés aux drogues de la rue, soutenir les **sites de consommation supervisés** et développer l'accès aux traitements sur demande pour les personnes aux prises avec une dépendance. Nous lancerons également une enquête sur le rôle potentiel des compagnies pharmaceutiques dans l'aggravation de la crise des opioïdes, et si tel est le cas, nous leur demanderons une **compensation financière** significative pour les coûts publics de cette crise.

Des aliments sains pour chaque communauté

Nous croyons que chaque enfant devrait avoir accès à des aliments sains et que personne ne devrait apprendre le ventre vide. Un récent rapport de l'UNICEF classait le Canada au 37^e rang sur 41 pays en ce qui a trait à l'accès des enfants à des aliments sains¹⁰ et malgré l'urgence, le gouvernement libéral n'a proposé aucun financement pour leur en améliorer l'accès.

Nous travaillerons en partenariat avec les provinces, les territoires, les municipalités et les communautés autochtones à l'élaboration d'un **programme pancanadien de nutrition scolaire**. Celui-ci permettra à tous les enfants d'avoir accès à des aliments sains et d'acquérir les compétences en alimentation nécessaires pour faire des choix sains toute leur vie. Nous visons à ce que les enfants de toutes les collectivités aient accès à des aliments adaptés à leur culture afin qu'ils puissent bien se développer et apprendre.

Nous savons qu'il est essentiel de soutenir **nos systèmes alimentaires locaux** pour que les gens d'ici aient accès à des aliments sains et abordables. Nous travaillerons à établir des **liens entre la population canadienne et le monde agricole**, grâce à des initiatives comme les marchés alimentaires locaux, l'agriculture soutenue par la collectivité et les réseaux visant à accroître la quantité d'aliments vendus, transformés et consommés dans les marchés locaux et régionaux.

Nous allons collaborer avec les agricultrices, agriculteurs, productrices et producteurs pour l'élaboration d'une **politique alimentaire pancanadienne** visant le renforcement de nos systèmes alimentaires partout au pays, comprenant l'étiquetage et la traçabilité des aliments pour que les gens d'ici puissent avoir confiance en ce qu'ils achètent pour nourrir leur famille. Nous travaillerons également à la mise en place d'une **stratégie de gestion des déchets alimentaires** afin de réduire les énormes quantités de nourriture actuellement gaspillées.

Notre gouvernement se battra pour la **souveraineté alimentaire autochtone** en travaillant en partenariat avec les communautés inuites, métisses et des Premières Nations, pour développer l'accès aux aliments sains, y compris les aliments traditionnels.

En collaboration avec les collectivités du Nord, nous nous engageons à réformer le programme **Nutrition Nord** afin d'améliorer la sécurité alimentaire des familles qui y vivent.

Éliminer les obstacles pour les personnes en situation de handicap

Nous pouvons en faire beaucoup plus pour rendre notre pays plus inclusif et exempt d'obstacles pour les personnes vivant avec un handicap. Pour commencer, nous ferons respecter la Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies et renforcerons la Loi sur l'accessibilité afin qu'elle s'applique également à tous les organismes fédéraux et qu'elle leur donne le pouvoir d'établir et d'appliquer des **normes d'accessibilité opportunes**.

Afin de nous attaquer à notre taux inacceptable de pauvreté chez les personnes en situation de handicap et de veiller à ce que chacun ait la chance de s'épanouir et de vivre dans la dignité, nous étendrons les programmes de sécurité du revenu afin qu'elles aient un **revenu minimum garanti**. Alors que le gouvernement libéral a passé des années à parler d'une nouvelle prestation d'invalidité, nous nous mettrons immédiatement au travail pour la mettre en place.

Tout le monde a droit à une chance égale d'obtenir un emploi de qualité correspondant à ses capacités. Un gouvernement néo-démocrate étendra donc les **programmes d'emploi** pour s'assurer que tout le monde soit en mesure de travailler, en fonction de ses capacités.

Pour les personnes aux prises avec une maladie grave, nous améliorerons la couverture d'**assurance-emploi**: en accroissant les prestations de maladie pour les faire passer à 50 semaines et en créant un projet pilote pour permettre aux travailleuses et travailleurs ayant une invalidité épisodique d'avoir accès aux prestations en fonction de leurs besoins.

Les personnes en situation de handicap ne devraient pas avoir à s'inquiéter du coût de leurs médicaments d'ordonnance, des soins dentaires, de trouver un logement adapté ou de savoir comment obtenir leur courrier. En plus de mettre en place un régime national d'**assurance-médicaments** et de **soins dentaires** universel et financé par l'État qui offrira une couverture complète à l'ensemble de la population, nous rétablirons la distribution du **courrier à domicile** pour celles et ceux l'ayant perdu sous les conservateurs, et construirons des **logements sociaux, abordables** et accessibles partout au pays.

Enfin, nous travaillerons, en collaboration avec les personnes vivant avec des troubles du spectre de l'autisme, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une **stratégie pancanadienne sur l'autisme** qui coordonnera le soutien à la recherche, assurera l'accès à des services axés sur leurs besoins, favorisera l'emploi et aidera à développer l'offre de logements adaptés.

Protéger les pensions pour tout le monde

La retraite devrait rimer avec nouvelles opportunités et expériences, pas stress et inquiétude. Tout le monde souhaite prendre sa retraite en sécurité, maintenir son niveau de vie, et vivre dans la dignité et le confort.

Or, pour de plus en plus de gens, la perspective de la retraite est une source d'anxiété. Comme les coûts ne cessent d'augmenter et que les salaires ne suivent pas, les gens ont de la difficulté à épargner en vue de la retraite pendant qu'ils travaillent. Pire, de nombreuses personnes retraitées qui ont cotisé pour avoir une pension assurée ont été abandonnées par les gouvernements, qui ont préféré faire passer les actionnaires avant les retraité·es lorsque de grandes entreprises ont fait faillite. Au lieu de renforcer les protections sociales des travailleuses et travailleurs et des personnes retraitées, les libéraux se sont rangés du côté des riches sociétés pour miner les pensions.

Vous devriez pouvoir compter sur une retraite digne et sûre. Et nous nous battons sans relâche pour protéger les pensions que les travailleuses et travailleurs ont

durement gagnées. Ainsi, les **retraités·es seront les premiers en ligne** lorsqu'une entreprise fera faillite, et nous nous assurerons que les obligations non capitalisées dues aux travailleuses et travailleurs et les indemnités de départ des employés·es soient la priorité absolue.

Nous empêcherons les entreprises de verser des dividendes et des primes lorsque les régimes de retraite sont sous-capitalisés et nous créerons un programme d'**assurance retraite** obligatoire financé par l'industrie, pour nous assurer qu'aucune travailleuse ou travailleur se soit privé des pensions gagnées pour des raisons hors de leur contrôle.

Le gouvernement fédéral a un rôle essentiel à jouer dans la **protection des régimes de retraite à prestations déterminées**. L'ouverture des libéraux et des conservateurs à l'égard des régimes de retraite à prestations cibles dans le secteur public met en péril la stabilité qu'offre un régime de retraite à prestations déterminées. Au pouvoir, nous mettrons immédiatement un terme à cette menace à la sécurité de nos retraités·es.

Nous **consoliderons les régimes publics de retraite** et améliorerons la sécurité de la retraite pour l'ensemble des gens d'ici, en plus de fournir un revenu minimum garanti aux aîné·es. Un gouvernement néo-démocrate créera **une commission consultative** sur les pensions chargée de protéger à long terme et d'améliorer la Sécurité de la vieillesse (SV), d'augmenter le Supplément de revenu garanti (SRG) afin de sortir tous les aîné·es de la pauvreté, et de renforcer le Régime de pensions du Canada.

Nous rendrons également rétroactive l'inscription automatique à la SV et au SRG, afin qu'aucune ou aucun retraité ne soit privé des prestations qu'elle ou il devrait recevoir et nous appuierons les efforts visant à améliorer les connaissances financières des gens en lien avec la retraite.

Sécurité pour tous les aînés·es

Tout le monde mérite de vieillir confortablement et dans la dignité en tant que membre à part entière de la communauté. Or, les années de compressions des conservateurs et d'inaction des libéraux rendent la vie des aînés·es de plus en plus difficile. Le gouvernement conservateur a fait passer l'âge de la retraite de 65 à 67 ans sans consultation, et le gouvernement libéral a refusé de protéger les pensions des travailleuses et travailleurs et s'est traîné les pieds pour véritablement régler les problèmes de santé auxquels sont confrontés nos aînés·es.

Plus la population vieillit, plus nous devons faire de meilleurs choix pour être prêt·es à répondre aux besoins des personnes âgées et nous assurer que chacun puisse vieillir dans la dignité. Nous pouvons nous assurer que nos institutions et nos services publics soient solides, prêts et que chaque personne âgée ait accès aux soins et au soutien dont elle a besoin pour continuer de s'épanouir.

Pour obtenir ces résultats partout au pays, nous mettrons en place une **stratégie pancanadienne pour les aînés-es** qui, en collaboration avec les provinces, les territoires et les gouvernements autochtones, fera de la santé une priorité, réduira l'isolement et luttera contre la pauvreté. Ce projet comprend une **stratégie pancanadienne sur la démence** adéquatement financée et la **prévention des mauvais traitements à l'égard des aîné-es** élaborée avec ces derniers, afin d'y mettre fin, ainsi qu'à la négligence dans nos collectivités.

Notre **régime public d'assurance-médicaments universel** fournira des médicaments d'ordonnance à l'ensemble des aînés-es, ce qui leur fera économiser des centaines de dollars chaque année et les empêchera d'avoir à choisir entre leurs médicaments ou d'autres produits essentiels. Notre régime de **soins dentaires permettra** également aux aîné-es non couverts d'aller chez le dentiste quand ils en ont besoin, sans avoir à faire face à des factures faramineuses.

Les aîné-es méritent une retraite sécuritaire et digne. Aucune ni aucun aîné ne devrait rater les prestations auxquelles il a droit en raison d'une omission administrative, mais c'est exactement ce qui arrive

aujourd'hui à des dizaines de milliers d'entre eux. Nous mettrons en place un délai d'un an pour aider les aîné·es qui risquent de voir leurs **prestations** du SRG suspendues parce qu'ils sont incapables de produire leur déclaration de revenus dans les délais prescrits.

De nombreux aîné·es sont eux-mêmes les **soignant·es** d'un proche, ou comptent sur les soins de membres de leur famille. Afin de rendre la vie un peu plus abordable pour les aidantes et aidants naturels, qui sont en grande majorité des femmes, nous rendrons le **crédit d'impôt pour aidant·es naturel·les** remboursable. Cela remettra des milliers de dollars aux plus démunis d'entre eux, qui ont souvent complètement abandonné leur travail pour s'occuper d'un proche.

Chaque personne âgée devrait avoir un chez-soi sécuritaire et abordable. Notre engagement à créer un demi-million de logements sociaux et abordables au cours de la prochaine décennie comprend la construction de **logements adaptés** qui offriront plus de choix aux aînés·es. Nous renforcerons leurs liens avec les collectivités et nous nous **attaquerons à l'isolement des aîné·es** en améliorant l'accès à la technologie et le soutien pour rester en contact avec leur famille, en augmentant le financement aux programmes

communautaires qui luttent contre l'isolement des aîné·es, en travaillant avec les villes pour rendre le transport collectif plus abordable et plus pratique, créer plus d'espaces de loisirs communautaires et encourager des solutions de logement novatrices, comme le co-logement intergénérationnel.

Hommage à nos anciennes et anciens combattants

Les anciennes et anciens combattants ont fait des sacrifices inimaginables pour notre pays. Pour honorer leur service, nous devons leur offrir les meilleurs soins et le meilleur soutien possible à leur retour au pays.

Malheureusement, depuis trop longtemps, les anciennes et anciens combattants doivent se battre pour obtenir les avantages durement gagnés. Pendant une décennie, le gouvernement conservateur a diminué leurs prestations ou rendu plus difficile l'accès à celles-ci, les ont poursuivis en justice et ont réduit l'accès aux soins de base. En tant que ministre des Anciens Combattants, Erin O'Toole n'a rien fait pour contrer la fermeture de neuf bureaux régionaux et le licenciement de près de 900 employé·es qui offraient des services à des dizaines de milliers d'anciennes et anciens combattants.

Alors que les espoirs étaient grands de voir le gouvernement libéral améliorer les soins aux anciennes et anciens combattants, après une demi-décennie au pouvoir, il n'a pas tenu ses engagements, n'a pas réussi

à réduire les longues listes d'attente et a laissé en plan des milliards de dollars destinés aux soins d'anciennes et anciens combattants. Des années de procès et de promesses non tenues ont aggravé la déception et la méfiance de ceux-ci.

Il est temps de faire ce qu'il faut pour ces personnes à qui nous devons tant.

Un gouvernement néo-démocrate honorera le lien spécial d'obligation mutuelle entre les Canadiennes et Canadiens et les anciennes et anciens combattants, et leur offrira les services nécessaires. Dans le cadre de ce processus, nous travaillerons avec eux pour concevoir un système qui offre des avantages équitables à aux anciennes et anciens combattants, dont l'accès égal aux **pensions viagères**.

Les anciennes et anciens combattants ne devraient pas avoir à attendre des semaines, voire des mois ou des années, pour recevoir les services dont ils ont besoin. Nous éliminerons les arriérages et intensifierons la prestation de services personnalisés de qualité en assurant un ratio d'**une ou un intervenant social pour vingt-cinq vétérans**, en embauchant davantage

d'arbitres en matière d'invalidité pour éliminer les arriérages et en mettant en place des approbations automatiques pour les blessures les plus courantes, en plus d'améliorer les services par téléphone et en ligne.

Nous pouvons aussi faire beaucoup plus pour **faciliter la transition** des anciennes et anciens combattants. Un gouvernement néo-démocrate donnera aux membres des Forces canadiennes accès à des soins et du soutien avant la transition et s'assurera que leurs prestations soient en place avant leur libération de service.

Parfois, un sacrifice à l'étranger signifie être incapable de prendre soin de soi à son retour, et c'est pourquoi nous soutiendrons les anciennes et anciens combattants et leurs familles en **bonifiant l'allocation pour aidantes et aidants naturels** à un plus grand nombre de personnes.

Nous travaillerons avec les anciennes et anciens combattants et leurs partenaires de services communautaires pour mettre **fin définitivement à l'itinérance**, car une ancienne ou un ancien combattant dans la rue, en est un de trop.

Pour veiller à ce que l'argent des contribuables prévu pour les soins aux anciennes et anciens combattants le soit réellement dépensé à cette fin, nous attribuerons automatiquement les dépenses annuelles inutilisées d'Anciens Combattants Canada à **l'amélioration des services**. Il ne devrait jamais y avoir d'incitatif pour un gouvernement à économiser de l'argent sur le dos des gens.

Enfin, pour tenir tous les gouvernements responsables des engagements sacrés que nous prenons envers nos anciennes et anciens combattants, les néo-démocrates rendront leur l'ombudsman entièrement indépendant afin qu'il puisse rendre des comptes de façon transparente et directe.

Lutter contre la pauvreté

En 1989, le chef du NPD, Ed Broadbent, s'est levé à la Chambre des communes pour présenter une motion visant l'élimination de la pauvreté infantile au Canada d'ici l'an 2000.

Plus de trente ans après notre promesse en ce sens, plus d'un million d'enfants canadiens vivent toujours dans la pauvreté. Des enfants vont encore à l'école l'estomac vide et grandissent sans lieu où se sentir chez eux. Cette situation est la faute des gouvernements libéraux et conservateurs successifs, qui ont créé une mosaïque de mesures sous-financées qui laissent encore aujourd'hui des millions de Canadiennes et Canadiens aux prises avec des difficultés. Les libéraux ont même présenté une stratégie de réduction de la pauvreté sans investir un seul nouveau dollar envoyant ainsi le message aux personnes avec des besoins immédiats, qu'elles doivent attendre.

Nous devons avoir le courage d'oser mettre en place les mesures concrètes pour bâtir un pays sans pauvreté, où l'ensemble de la population peut compter sur des

services publics de qualité et un soutien communautaire pour les aider à mener dignement leur vie. Un élément central de notre approche est la mise en œuvre complète du droit au logement et la réalisation de l'objectif de **mettre fin à l'itinérance** au Canada d'ici une décennie. Dans un pays aussi riche que le nôtre, rien ne peut justifier qu'une personne vive dans la pauvreté ou sans un toit au-dessus de sa tête.

Notre stratégie en matière de logement social et abordable comprendra des mesures visant à soutenir les personnes qui risquent de devenir sans-abri en s'inspirant des initiatives et des besoins locaux, ainsi qu'en adoptant une approche « le logement d'abord ». Pour aider les gens à trouver un logement abordable à long terme, nous appuierons la création d'un plus grand nombre de **logements sociaux** ainsi que d'autres options abordables. Afin d'aider les plus vulnérables immédiatement, nous travaillerons également avec les provinces et les municipalités pour accélérer l'achat, la location et la conversion d'hôtels et de motels afin de fournir des logements d'urgence jusqu'à ce que des solutions communautaires permanentes soient disponibles.

La mauvaise santé et la pauvreté sont liées, et un régime public d'assurance-médicaments permettra aux gens d'ici d'avoir accès aux **médicaments d'ordonnance** qui leur sont nécessaires, quels que soient leur revenu ou la région qu'ils habitent. Un meilleur accès à des **soins en santé mentale** et l'**ajout de ressources additionnelles** constituera également un élément clé de notre approche de lutte contre la pauvreté.

Pendant la pandémie de COVID-19, nous avons vu qu'il est possible pour le gouvernement d'intervenir et de fournir un revenu de base aux gens dans des circonstances difficiles, et que ce soutien peut être transformateur. C'est pourquoi nous travaillerons à l'élargissement des programmes de sécurité du revenu, en commençant par les aîné·es et les personnes en situation de handicap, afin de bâtir un avenir où toutes les personnes résidant au Canada auront accès à un **revenu minimum garanti**.

Nous savons également que l'élaboration d'un programme pancanadien public et universel de **garderies** est également essentielle pour sortir les femmes et leurs familles de la pauvreté et constitue un moyen important de donner à tous les enfants un bon départ en matière de développement.

Enfin, faire en sorte que les Canadiennes et Canadiens aient accès à des aliments sains et abordables est une pierre angulaire de notre stratégie alimentaire.

Un **programme pancanadien de nutrition scolaire** veillera à ce qu'aucun enfant n'entre en classe le ventre vide. Les enfants devraient toujours avoir accès à une alimentation saine et, ainsi, à la possibilité de se concentrer sur leurs études. De plus, nous veillerons à réformer le programme **Nutrition Nord** afin qu'il réponde mieux aux besoins des familles du Nord, dans le but de mettre fin à l'insécurité alimentaire chronique qui sévit dans les régions nordiques.

La réconciliation : au cœur de nos actions



Les peuples autochtones vivent depuis des décennies avec l'impact et l'héritage du colonialisme. Leur résilience face au génocide explique la survie de leurs peuples, leurs langues et leurs cultures. Nous devons faire face au vol des enfants et des terres des communautés autochtones. Le temps est venu d'adopter une approche fondamentalement différente des relations entre la Couronne et les Autochtones au Canada : une approche fondée sur la reconnaissance des droits inhérents de ces peuples et de leur autodétermination. Au cœur de notre projet collectif se trouve la nécessité d'actions concrètes et spécifiques qui font **avancer les peuples autochtones et tous les Canadiennes et Canadiens sur la voie de la réconciliation**. Le temps des bonnes paroles et des promesses est terminé : osons ensemble travailler dès maintenant à l'établissement d'une nouvelle relation de nation à nation.

Les gouvernements fédéraux successifs ont nié les droits fondamentaux des Autochtones, arraché des enfants à leurs parents, forcé des peuples à quitter leurs terres et leurs territoires et revendiqué des terres, sans consentement ni compensation. Nous avons vu des gouvernements dépenser des millions de dollars de l'argent des contribuables pour se battre contre des peuples autochtones devant les tribunaux, pour tenter

de faire annuler des décisions relatives aux droits de la personne afin d'indemniser des enfants autochtones pour le sous-financement chronique des services de protection de l'enfance et de santé, et pour intenter des procès aux survivant·es des pensionnats qui demandent comptes et réparations pour les préjudices subis.

Plus récemment, nous avons vu les gouvernements successifs sous-financer de manière chronique des services essentiels comme l'eau et le logement, et même les services de protection de l'enfance dans les réserves, ce qui a eu des conséquences disproportionnées depuis la pandémie sur les peuples autochtones.

Nous entreprendrons l'important travail de réconciliation dans le cadre d'un partenariat véritable et égal avec les communautés autochtones de tout le pays. Nous croyons que la relation de la Couronne avec ces peuples doit être fondée sur la reconnaissance de **notre histoire coloniale**, marquée par un génocide culturel et le vol de terres. Cette relation doit se traduire par des engagements juridiques irrévocables, pour que les politiques de réparation soient justes et équitables à long terme.

Défendre les droits des Autochtones et faire progresser l'autodétermination

Les néo-démocrates estiment que le gouvernement fédéral ne devrait pas être en mesure de choisir les droits autochtones qu'il défendra et ceux qu'il peut ignorer. Conformément aux recommandations de la Commission de vérité et de réconciliation, la **Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones**, qui établit des normes minimales pour la survie, la dignité et le bien-être de ces peuples, constitue le cadre de la réconciliation.

En partenariat avec les communautés autochtones, un gouvernement néo-démocrate **mettra pleinement en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et les 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation.**

Les néo-démocrates vont collaborer avec les peuples autochtones à l'élaboration conjointe d'un **plan d'action pancanadien pour la réconciliation**, en s'inspirant directement des appels à l'action de la Commission et de la Déclaration de l'ONU, pour veiller à ce que les lois, politiques et pratiques du Canada soient

conformes aux engagements du pays en matière de droits de la personne, notamment les droits culturels, territoriaux, et relatifs à l'autodétermination et l'autonomie gouvernementale.

Par voie législative, nous allons créer un **Conseil national de réconciliation** chargé d'assurer la surveillance et la reddition de comptes à l'égard de ce processus, et de se rapporter régulièrement au Parlement et à la population canadienne.

Un gouvernement néo-démocrate remplacera la simple consultation par une norme de consentement préalable, libre et éclairé pour les communautés autochtones touchées par des politiques gouvernementales – y compris pour toutes les décisions touchant les droits territoriaux protégés par la Constitution, dont les études de projets énergétiques. Nous nous engageons à entretenir les relations et négocier de bonne foi en respectant le principe de consentement, conformément à la décision Tsilhqot'in : une approche qui respecte les obligations juridiques et constitutionnelles du pays.

Nous allons reconnaître et **respecter les traités**, en appuyant les nations autochtones qui bâtissent et reconstruisent leurs structures de gouvernance.

Nous allons aussi respecter **l'autodétermination des Inuit·es** en élaborant conjointement le **Cadre de politiques pour l'Arctique** au moyen d'une gouvernance partagée au sein du Comité de partenariat entre les Inuits et la Couronne, notamment par l'adoption d'une politique pour l'Inuit Nunangat, en partenariat avec l'Inuit Tapiriit Kanatami. Nous appuierons l'autonomie économique et sociale des Inuit·es en nous attaquant à l'énorme déficit d'infrastructures des collectivités du Nord, notamment en matière de logement, d'accès à internet à large bande et d'aéroports, et en veillant à ce que les bulletins de vote des élections fédérales incluent des langues autochtones comme l'inuktitut et l'inuinnaqtun.

Nous reconnaissons **l'autodétermination des Métis·ses** et c'est pourquoi nous allons respecter la feuille de route établie par le Ralliement national des Métis·ses et ses dirigeant·es. Nous allons poursuivre les négociations de gouvernement à gouvernement, sur des enjeux comme l'autonomie gouvernementale, l'éducation, le logement et la santé.

Un gouvernement néo-démocrate travaillera en partenariat avec les communautés autochtones de toutes les collectivités pour aider à protéger et à revitaliser l'incroyable diversité de **nos langues autochtones** grâce à une nouvelle loi et un financement stable. En réponse à l'appel à l'action 80 de la Commission de vérité et réconciliation, nous nous assurerons que les communautés disposent de fonds pour instaurer une **Journée nationale de vérité et réconciliation** pour reconnaître le douloureux héritage de la colonisation, honorer les survivant·es des pensionnats autochtones et aider toutes les collectivités à s'engager concrètement sur la voie de la réconciliation.

Justice et guérison – s’attaquer aux méfaits des pensionnats autochtones

Une partie essentielle de la réconciliation consiste à reconnaître pleinement l’horreur et le mal causés aux enfants autochtones, à leurs familles et à leurs communautés à travers le système des pensionnats. Ces institutions ont systématiquement arraché les enfants à leur famille et leur ont infligé de mauvais traitements, des maladies, voire la mort. Les récentes révélations concernant des milliers de fosses communes et non marquées sur les sites des pensionnats à travers le pays soulignent la profondeur de l’horreur de cette politique génocidaire, infligée pendant plus de 160 ans.

Il est temps de **trouver chaque enfant**, et de les ramener à la maison.

Un gouvernement néo-démocrate financera adéquatement la recherche de lieux de sépulture des anciens pensionnats, ainsi que l’entretien, la commémoration, la réinhumation et la protection des cimetières des pensionnats, conformément aux souhaits

des familles autochtones, des survivant·es et des communautés. Nous travaillerons également avec les nations et les survivant·es pour établir des monuments à la mémoire des personnes disparues dans les pensionnats.

Pour qu'il y ait réconciliation, il doit aussi y avoir **vérité, responsabilité et justice**. Nous nous assurerons qu'un **procureur spécial** soit nommé pour poursuivre ceux et celles qui ont infligé de graves préjudices aux enfants autochtones. Nous exigerons que les églises et les gouvernements remettent **tous les dossiers** qui pourraient être utiles pour identifier les enfants qui reposent dans des tombes non marquées, ou trouver les personnes impliquées dans leur mort.

Enfin, reconnaissant le besoin de soutiens spéciaux pour faire face aux impacts intergénérationnels du colonialisme et des pensionnats, un gouvernement néo-démocrate soutiendra et financera entièrement **des solutions communautaires de guérison**, notamment des projets similaires à l'ancienne Fondation autochtone de guérison.

Investir pour les enfants et mettre fin à la discrimination

Les enfants méritent le meilleur départ possible dans la vie. Chaque enfant au Canada devrait avoir les soins et les outils dont il a besoin pour réussir et s'épanouir – sans exception.

Or, depuis des générations, la façon dont le gouvernement canadien traite les enfants inuits, métis et des Premières Nations est une honte indescriptible et tragique. Bien que les pensionnats autochtones ne soient plus en activité, les traumatismes intergénérationnels qu'ils ont causés se font encore sentir tous les jours. Et malgré les excuses des dirigeant·es politiques, la réalité demeure que la discrimination systémique à l'égard des enfants autochtones se poursuit aujourd'hui.

Les jeunes autochtones ont droit à leur culture, leur langue, et de grandir dans leur propre communauté – des besoins essentiels au bien-être général. En mettant en œuvre la Déclaration des Nations Unies et les 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, et tout en respectant le principe d'autodétermination, nous

nous assurerons que tous les enfants, les jeunes et les familles inuits, métis et des Premières Nations soient traités avec le respect et les soins qu'ils méritent.

Nos mesures seront immédiates pour respecter, appuyer et financer la compétence autochtone sur les **systemes de protection de l'enfance**, et elles appuieront cet engagement par un financement prévisible et à long terme garanti par la loi, afin que les peuples autochtones puissent exercer leur compétence et leur autorité sur les questions touchant leurs enfants et familles.

Nous nous engageons également à mettre fin à la discrimination à l'égard des enfants, des jeunes et des familles autochtones, en appliquant intégralement les ordonnances du Tribunal canadien des droits de la personne qui sommait le gouvernement de cesser de sous-financer de façon chronique les services de protection de l'enfance dans les réserves, et en travaillant avec **la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations** pour mettre en œuvre le programme **Spirit Bear**. Nous mettrons immédiatement fin aux poursuites gouvernementales contre les enfants autochtones.

Nous mettrons pleinement en œuvre **le principe de Jordan**, en travaillant en collaboration avec les provinces et les territoires pour mettre fin aux retards et à l'iniquité des services de santé et du soutien pédagogique aux enfants autochtones d'un océan à l'autre. Nous mettrons fin à la contestation judiciaire et ferons en sorte que le principe de Jordan s'applique aux enfants vivant hors réserve. Et nous créerons une Journée de l'esprit de l'ours pour promouvoir la sensibilisation au principe de Jordan et aux difficultés rencontrées par les enfants des Premières Nations pour accéder aux services gouvernementaux.

Un logement sécuritaire et de qualité pour tout le monde

Tout le monde doit être en mesure de trouver un endroit sûr et abordable où habiter, parce que personne dans ce pays ne devrait être forcé de vivre dans un logement qui le rend malade.

Mais aujourd'hui, des décennies de colonialisme perpétré par le gouvernement fédéral ont entraîné une crise du logement aux conséquences dévastatrices pour de nombreuses familles inuites, métisses et des Premières Nations. Le gouvernement libéral n'a pas fourni l'aide dont les gens avaient besoin, laissant ainsi les communautés avec de longues listes d'attente pour du logement et des maisons surpeuplées et délabrées. La crise des moisissures continue d'affecter la santé de trop d'Autochtones, et le surpeuplement chronique est une réalité dans de trop nombreuses communautés du pays, créant les conditions favorables à transmission rapide de la COVID-19. Les conservateurs ont un bilan encore pire depuis qu'ils sont au pouvoir : ils ont annoncé un fonds pour 25 000 logements, mais six ans plus tard, moins de 100 logements avaient été construits.

Osons mettre fin à la crise du logement pour de bon, avec des **logements sécuritaires et abordables** pour tous les Autochtones, dans et hors réserve.

Les néo-démocrates vont s'attaquer à la crise du logement et vont mettre fin au surpeuplement chronique et aux longues listes d'attente, en travaillant en collaboration avec les communautés autochtones pour mettre en œuvre une **Stratégie canadienne de logement autochtone** élaborée conjointement et entièrement financée dans les 100 premiers jours de notre mandat. Cette stratégie innovante et développée en collaboration par les personnes concernées bénéficiera d'un financement durable et dédié pour répondre aux besoins des peuples autochtones, que ce soit dans les communautés urbaines, rurales ou éloignées.

Le gouvernement fédéral doit s'attaquer immédiatement à la **crise des moisissures** qui touche des dizaines de milliers de maisons, et il doit fournir du soutien aux Premières Nations, aux Inuit·es et Métis·ses pour garantir que **leurs maisons soient saines et sécuritaires**. Nous veillerons également à ce que les communautés autochtones aient les ressources

nécessaires pour rendre leurs maisons plus **écoénergétiques**, en nous efforçant de faire en sorte que les retombées bénéficient à ces communautés, comme des emplois de qualité, de la formation pour les travailleuses et travailleurs et des investissements.

Comblent l'écart en matière d'éducation

Sous les gouvernements libéraux et conservateurs, trop de jeunes des communautés autochtones n'ont pas eu accès à une éducation de qualité. Ces gouvernements successifs n'ont pas fourni suffisamment de financement de base pour l'éducation dans les réserves, n'ont pas appuyé adéquatement les étudiant·es autochtones de niveau postsecondaire, et n'ont pas présenté de projets pour permettre à toutes les écoles des réserves d'atteindre les normes provinciales, et ce, en dépit de l'engagement du Parlement à cet égard lorsqu'il a adopté la motion sur **le rêve de Shannen** en 2012.

Au gouvernement, les néo-démocrates veilleront à ce que **chaque enfant** apprenne dans un **environnement sécuritaire** et ait la possibilité de réussir, que ce soit dans ou hors communautés autochtones. Nous réaliserons **le rêve de Shannen** d'un **accès équitable à l'éducation**, appuyé par des investissements et des infrastructures adéquates, afin qu'aucun élève ne soit forcé d'apprendre dans un milieu dangereux, comme dans la Première Nation de Kashechewan.

Reconnaissant que les obstacles à **l'éducation** et à la **formation postsecondaires** persistent, nous appuierons les jeunes Autochtones et les aiderons à combler le fossé qui les sépare de l'éducation postsecondaire en augmentant l'aide financière et les possibilités d'éducation pour les enfants qui ont grandi dans des familles d'accueil, et en offrant des cours à distance aux étudiant·es des régions rurales et éloignées.

Nous croyons que tout le monde au Canada devrait comprendre les séquelles des pensionnats autochtones et être conscient des contributions et de l'histoire des peuples autochtones. Nous travaillerons avec les provinces pour établir des **programmes d'enseignement de l'histoire autochtone** pour tout le monde, basés sur les appels à l'action 62 et 63 de la Commission de vérité et réconciliation, et nous veillerons à ce que l'élaboration et la mise en œuvre de ces programmes soient menées par les peuples autochtones.

Favoriser la prospérité et la résilience des collectivités avec de l'eau potable et des services publics de qualité

Pour que les collectivités prospèrent, il faut des services publics solides sur lesquels les familles peuvent compter. Il faut aussi des infrastructures sécuritaires et fiables et des possibilités pour que les jeunes puissent se bâtir une belle vie.

Or, aujourd'hui, trop de communautés autochtones à travers le pays attendent toujours pour de l'eau potable salubre, du soutien pour des initiatives environnementales, des services d'urgence de base ou des transports collectifs sécuritaires – une attente qui entraîne parfois des conséquences tragiques.

Les libéraux ont promis de lever tous les avis concernant l'eau potable d'ici 2021, et ils ont échoué, même après que le DPB les eut avertis il y a des années qu'ils sous-finançaient leur promesse de plusieurs milliards de dollars¹¹. Maintenant, les libéraux disent aux communautés autochtones qu'elles doivent attendre jusqu'en 2026 pour que cette promesse d'eau potable soit tenue. C'est honteux : et nous devons faire mieux.

Il est grand temps que le gouvernement fédéral prenne ses responsabilités et finance les services et les infrastructures dont les communautés autochtones ont besoin pour prospérer. Il s'agit d'une part importante de la responsabilité que nous avons envers les peuples autochtones, compte tenu des profondes répercussions intergénérationnelles du colonialisme.

Cela signifie qu'il faut faire tous les investissements nécessaires pour assurer la disponibilité d'eau potable et lever tous les **avis d'ébullition d'eau** dès maintenant, non dans plusieurs années, et soutenir des programmes de formation en gestion et opération de système des eaux dirigés par des Autochtones – une priorité immédiate. Il faut oser financer la gestion et la prévention des services d'urgence dans les réserves, y compris la formation et l'équipement de **lutte contre les incendies**. Et il faut sécuriser le système de **transports collectifs**, en rétablissant et en augmentant les trajets d'autobus et les trains dans les régions rurales et éloignées.

Les communautés fortes sont durables, et de nombreuses communautés autochtones ont été à l'avant-garde de la transition vers les énergies renouvelables.

Nous allons travailler avec elles pour protéger les infrastructures contre les **changements climatiques** et accroître l'utilisation des **énergies renouvelables**. Nous multiplierons les projets appartenant aux communautés et appuierons les efforts visant à la transition des communautés éloignées, du diesel polluant et des émanations nocives, à des sources d'énergie fiables et propres.

Pour des communautés en santé

Les soins de santé sont des services essentiels dont chaque famille a besoin. Peu importe qui vous êtes et où vous vivez, vous devez savoir que vous pouvez compter sur une aide médicale de qualité lorsque vous et vos proches en avez besoin, en particulier lors d'une crise de santé publique comme celle de la COVID-19.

Mais aujourd'hui, un nombre choquant de communautés inuites, métisses et des Premières Nations n'ont pas accès à des services de santé fiables. Les gens ne peuvent pas obtenir les soins en santé mentale dont ils ont besoin, quand ils en ont besoin. Les résidentes et résidents des communautés éloignées doivent vivre avec seulement quelques journées par mois de soins disponibles. Et les infrastructures délabrées et désuètes de nombreux postes de soins infirmiers fédéraux sont tout simplement inadéquates pour répondre aux importants besoins des communautés.

Après quatre ans au pouvoir, les libéraux n'ont toujours pas investi suffisamment pour régler les problèmes en santé pour les Autochtones : les fonds manquent pour

la prévention du suicide dans le Nord, les cliniques médicales, l'assurance-médicaments et les méthodes traditionnelles de guérison. Par ailleurs, lorsqu'ils formaient le gouvernement, les conservateurs n'ont pas seulement négligé d'investir dans les soins de santé; ils ont même réduit le financement des projets de santé dirigés par des Autochtones.

Nous prendrons des mesures pour **combler l'écart en matière de santé** dans les communautés autochtones et appuierons l'autodétermination des Autochtones en matière de santé. Nous reconnaissons que la guérison du traumatisme causé par le colonialisme et les pensionnats autochtones nécessitera un partenariat à long terme et un financement fiable, prévisible et à long terme.

Le **principe de Joyce** sera le fondement d'une nouvelle approche pour lutter contre le racisme systémique en santé sous un gouvernement néo-démocrate. Ce principe porte le nom de Joyce Echaquan : une femme atikamekw décédée tragiquement à l'hôpital après avoir été victime de racisme. Le principe de Joyce exige que tous les peuples autochtones aient un droit égal au meilleur état de santé physique et mentale possible, avec un droit d'accès aux médecines traditionnelles.

Nous veillerons à ce que les gens puissent obtenir les **traitements dont ils ont besoin** dans leur communauté, en investissant dans les infrastructures de santé, les fournitures médicales et les équipements de diagnostic pour les Autochtones. Afin de pleinement mettre en œuvre la motion néo-démocrate sur la prévention du suicide adoptée par la Chambre des communes, nous travaillerons en partenariat avec les communautés autochtones pour améliorer l'accès aux services en santé mentale et aux services de **traitement de la toxicomanie**, tant dans les réserves qu'à l'extérieur, notamment avec **un plan d'action** fondé sur des données probantes pour **prévenir le suicide**, appuyé par des ressources fédérales dédiées.

Nous travaillerons avec les communautés et les fournisseurs en santé pour s'assurer que les soins à domicile et de longues durées adaptés à la culture autochtone et dirigés par des Autochtones soient offerts aux **aîné-es**, dans leur communauté et dans leur langue.

Nous appuierons la **souveraineté alimentaire** des Autochtones et réformerons le programme **Nutrition Nord** afin d'améliorer l'accès des familles à la nourriture, y compris les aliments traditionnels. Les néo-démocrates travailleront avec les habitants du Nord pour faire

de Nutrition Nord un programme social qui profite directement aux communautés du Nord, plutôt que de simplement subventionner les entreprises.

Enfin, nous construirons un centre de traitement pour les personnes touchées par **l'exposition au mercure** et nous indemniserons les familles touchées par le problème intergénérationnel de l'empoisonnement au mercure à Grassy Narrows.

Dans chaque communauté, nous allons améliorer l'accès aux soins de santé. C'est dans notre ADN.

Soutenir l'emploi et le développement économique des Autochtones

Depuis des décennies, les peuples autochtones cherchent à établir avec la Couronne une nouvelle relation qui respecte l'existence de leurs titres et de leurs droits inhérents. Une **nouvelle relation financière** signifie un financement sûr pour appuyer les programmes et les services, et l'accès à des sources de revenus pour aider à combler l'écart socioéconomique et soutenir l'autodétermination gouvernementale.

Pour que les communautés autochtones prospèrent, nous travaillerons en partenariat avec elles pour accroître leurs débouchés économiques et créer des emplois de qualité dans les communautés autochtones partout au pays. Dans le sillage de la pandémie, il est essentiel que ces communautés aient un siège à la table pour co-développer et bénéficier des efforts de relance économique du gouvernement.

Nous pensons que la reprise après la COVID-19 doit favoriser la réconciliation et la justice économique envers les peuples autochtones. Ainsi, nous soutiendrons le **développement économique** local et **créerons des emplois de qualité** grâce à des investissements

dans les infrastructures et les services publics, et à un accès élargi à l'**internet à large bande et aux services cellulaires** pour les communautés rurales et éloignées. Nous nous engageons à travailler avec les **entrepreneurs autochtones** afin de trouver des solutions pour accéder au capital, investir dans les projets d'entreprises sociales et l'entrepreneuriat autochtone, et veiller à ce que le gouvernement fédéral donne la priorité aux achats auprès d'entreprises autochtones lorsque cela est possible.

Les plus petites communautés autochtones laissées pour compte par le modèle de financement actuel ont besoin d'un **soutien dédié au développement économique régional** pour accroître les débouchés économiques d'une manière qui reflète leurs valeurs sociales et culturelles.

Un gouvernement néo-démocrate créera également un **Fonds pour l'infrastructure dans le Nord** afin d'accélérer les investissements et mettre l'accent sur l'amélioration des infrastructures vraiment essentielles pour les communautés du Nord, comme les routes et internet haute vitesse.

Honorer les femmes, filles et personnes bispirituelles autochtones

Le respect des femmes, filles et personnes bispirituelles autochtones doit être au cœur d'une nouvelle relation entre la Couronne et les Autochtones. Or, pour un trop grand nombre de femmes autochtones, la discrimination et la violence systémiques continuent d'être leur réalité.

Après que les conservateurs eurent refusé, pendant près d'une décennie, de s'attaquer à la tragédie des femmes autochtones disparues et assassinées, le gouvernement libéral a finalement lancé une enquête attendue depuis longtemps, mais l'a mise sur pied avec un mandat limité et n'a pas pris suffisamment soin des familles, qui ont courageusement partagé leurs histoires. La conclusion de l'Enquête faisant état d'un génocide des femmes autochtones au Canada doit se traduire en actions de la part de nous tous et toutes.

Le rapport de la Commission nationale d'enquête ne doit pas être tabletté: nous travaillerons en partenariat avec les femmes autochtones, les familles des personnes

disparues et assassinées et les communautés pour **mettre en œuvre les Appels à la justice de la Commission** et les appels à l'action des communautés. Les projets concrets de notre plan exhaustif pour **lutter contre la violence faite aux femmes, filles et personnes LGBTQI2S+ autochtones** permettront à toutes celles qui fuient la violence d'avoir accès à des programmes adaptés à leur culture, des maisons d'hébergement et des logements de transition.

Il est injuste que les femmes autochtones et leurs enfants n'aient toujours pas les **mêmes droits en matière de statut** – notamment de transmettre le droit d'inscription au Registre des Indiens. Les gouvernements conservateurs et libéraux successifs n'ont pas corrigé cette inégalité flagrante. Nous nous assurerons en priorité la pleine égalité des genres en ce qui concerne le statut des membres des Premières Nations, conformément aux décisions des tribunaux canadiens et internationaux.

Le respect des femmes, des filles et des personnes bispirituelles autochtones doit devenir une réalité en leur assurant un accès équitable et l'**autodétermination** en matière de terres, culture, langue, logement, soins d'enfants, sécurité du revenu, d'emploi, d'éducation, ainsi que de santé physique, mentale, sexuelle et spirituelle.

Réconciliation et justice

Nous devons tous et toutes pouvoir compter sur le système de justice pour assurer notre sécurité et être traité équitablement. Or, les Autochtones sont aujourd'hui surreprésenté·es dans le système carcéral et font trop souvent face à la discrimination dans leurs rapports avec les services de police d'un océan à l'autre. De nombreux autochtones ont cruellement subi des violences, voire été tués par la police : depuis 2017, une personne autochtone au Canada a plus de 10 fois plus de chances d'être abattue par un policier qu'une personne blanche.¹²

Cela doit cesser.

Le gouvernement fédéral doit **mettre fin à la discrimination systémique** contre les Autochtones dans le système judiciaire. Conformément aux appels à l'action 30, 31 et 32 de la Commission de vérité et réconciliation, nous supprimerons la plupart des peines minimales obligatoires, augmenterons le pouvoir discrétionnaire des juges lors de la détermination de la peine, nous assurerons que les programmes de mise

en liberté sous caution soient culturellement adaptés, augmenterons le financement des programmes de justice communautaire de **guérison et justice réparatrice** plutôt que sur la répression et l'emprisonnement, afin de garantir le respect des principes de l'arrêt Gladue au cours des procédures judiciaires.

Nous travaillerons avec les communautés autochtones pour améliorer la sécurité communautaire et mettre en place une **stratégie de justice et un corps policier des Premières Nations**. Nous ferons de ce dernier un service essentiel avec financement à long terme, suffisant et équitable, tout en prenant des mesures pour mettre fin aux pratiques policières discriminatoires comme le profilage racial. Les Inuit·es devraient également avoir le contrôle des services de police dans leurs propres communautés et pouvoir les superviser de façon indépendante. Nous collaborerons également avec les Inuits oserons collaborer afin d'élaborer une stratégie à long terme pour recruter et retenir les Inuit·es et les personnes qui parlent l'inuktitut dans des rôles de sécurité communautaire.

Nous maintiendrons la **Directive sur les litiges civils mettant en cause les peuples autochtones**, qui met fin à des batailles juridiques coûteuses et conflictuelles avec les communautés. Les personnes survivantes des pensionnats autochtones seront également au cœur des décisions concernant leurs expériences, en veillant à ce que les **survivantes et survivants du pensionnat Sainte-Anne** qui ont survécu à des agressions reçoivent une indemnité adéquate.

Protéger l'environnement ensemble

La crise climatique n'est pas seulement une urgence environnementale – elle menace également les ressources alimentaires traditionnelles et la survie même de nombreuses communautés autochtones. Nous devons en finir avec les délais et l'inaction des gouvernements libéraux et conservateurs précédents, et adopter une approche fondamentalement différente pour notre avenir – qui repose sur une vision systémique de la durabilité.

La réconciliation est pour nous au cœur de cet effort : en défendant le **savoir autochtone** et en respectant leur souveraineté inhérente. En tant que premiers peuples de ce pays, les peuples autochtones ont des liens étroits avec leurs terres, leurs territoires et leurs ressources, et en assurent l'intendance depuis des temps immémoriaux. Ils sont les mieux placés pour protéger la **diversité culturelle et biologique** en contrôlant leur territoire : ainsi, la reconnaissance des droits inhérents, des titres et des droits issus de traités sera au cœur de nos projets de lutte aux changements climatiques. Nous créerons et développerons des zones protégées et conservées par les autochtones dans toutes les régions du pays.

Pour que nos efforts reposent sur un partenariat complet et égalitaire, les néo-démocrates veilleront à ce que des leaders inuits, métis et des Premières nations soient assis aux tables de **décision de haut niveau** afin d'orienter nos efforts en matière de changements climatiques.

Nous bonifierons également le **Programme des gardien·nes autochtones**, investirons dans des projets scientifiques et des aires protégées gérées par des Autochtones – et nous assurerons que les efforts de rétablissement des espèces respectent leurs droits et souscrivent au savoir traditionnel pour accroître la biodiversité. Osons travailler main dans la main pour faire progresser la protection et la restauration des populations de saumon sauvage sur la côte ouest.

Les communautés autochtones ne sont pas seulement les intendants de leurs territoires, elles sont aussi en première ligne des **effets des changements climatiques**. Nous travaillerons ainsi de concert avec les leaders et les communautés autochtones afin d'élaborer des actions concrètes et coordonnées pour réagir aux **urgences** liées aux changements climatiques, comme **les feux de forêt et les inondations**.

Ce travail s'appuiera sur les connaissances traditionnelles, écologiques et les systèmes juridiques autochtones. Il comprendra l'amélioration des infrastructures existantes, la mise en place de nouvelles et le soutien des efforts d'intervention visant la sécurité des populations.

Les membres des Premières Nations, Inuit·es et Métis·ses doivent être des partenaires en **création d'emplois**, formation professionnelle et investissements dans les infrastructures qui découlent des efforts du gouvernement fédéral pour lutter contre les changements climatiques, et répondent aux besoins et aux priorités des communautés locales.

Des solutions innovantes pour bâtir des communautés plus fortes et dynamiques



Construire les infrastructures dont nous avons besoin

Investir pour des infrastructures publiques crée des emplois, rend la vie au sein de nos collectivités plus agréables et contribue à lutter contre les changements climatiques. C'est l'un des moyens les plus importants dont nous disposons pour améliorer la vie des gens d'ici.

Au lieu de mettre en œuvre un plan ambitieux pour stimuler nos collectivités, comme promis aux dernières élections, le gouvernement libéral a gaspillé des milliards de dollars de l'argent des contribuables dans une banque de l'infrastructure qui n'a réalisé aucun projet depuis sa création en 2017, tout en octroyant un salaire d'un million de dollars à sa PDG. Cette privatisation des infrastructures publiques va faire mal aux portefeuilles des Canadiennes et Canadiens. Les investisseurs privés ont clairement indiqué qu'ils comptaient profiter des péages et autres frais sur le dos des utilisatrices et utilisateurs.

Les gens d'ici doivent pouvoir compter sur le gouvernement fédéral pour investir dans leurs infrastructures, faire une réelle différence dans leurs communautés, et non enrichir des sociétés d'investissements.

Nos projets visent donner aux collectivités les moyens de construire les infrastructures nécessaires à leur prospérité; routes, ponts, centres communautaires, centres de soins de longue durée, garderies ou de tout autre service dont elles ont besoin. Ces investissements **créeront des emplois de qualité** dans toutes les régions du pays.

Pour y parvenir, nous travaillerons en partenariat avec les provinces, les territoires, les Premières Nations et les municipalités afin d'offrir un **financement public fiable des infrastructures** qui accorde la priorité aux gens plutôt qu'au profit. Par le biais d'Ententes sur les avantages communautaires, nous garantirons que des emplois de qualité, de la formation, des programmes d'apprentissage en milieu de travail et du soutien aux entreprises locales feront partie intégrante de chaque projet.

Les **transports collectifs** doivent être pratiques et abordables pour faciliter les déplacements et permettre parallèlement de retirer des voitures du réseau, réduire les émissions de GES et diminuer les embouteillages. Il est essentiel pour notre économie et notre qualité de vie de stimuler nos collectivités : nous mettrons donc en place un mécanisme de financement permanent et direct pour un transport collectif moderne et durable.

Nous augmenterons dès maintenant les investissements pour aider les villes à électrifier leur flotte et pour développer des options abordables par train et par autobus dans toutes les régions du pays. De plus, pour les municipalités qui en font une priorité, nous serons un allié solide pour instaurer la gratuité du transport public, pour faciliter les déplacements et rendre la vie plus abordable.

Rien n'est plus important que d'avoir un endroit où se sentir chez soi. Peu importe ce qui nous définit, nous avons tous et toutes besoin d'un endroit sécuritaire et abordable pour vivre et élever notre famille. D'un bout à l'autre du pays, les gens d'ici sont frappés par la crise du logement : nous avons besoin d'un gouvernement qui se met au travail pour construire de nouveaux logements abordables afin de s'attaquer à ce problème.

En association avec les provinces et municipalités, nous bâtirons **500 000 logements sociaux et abordables** en moins de 10 ans, dont des **logements communautaires, à but non lucratif** et de l'aide au loyer pour les coopératives. Nous fournirons immédiatement des fonds de démarrage rapide et faciliterons le processus pour aider les collectivités à obtenir l'expertise et l'aide dont elles ont besoin pour lancer des projets dès maintenant – pas dans des années. Dans la mesure du possible, nous encouragerons les provinces à collaborer avec des **entreprises sociales** pour que la formation et les emplois associés à la construction de logements sociaux et abordables soient offerts à ceux et celles qui en ont le plus besoin.

Les effets des changements climatiques se font sentir partout au pays : tous les paliers gouvernementaux doivent intervenir pour affronter avec collectivités les répercussions des phénomènes météorologiques extrêmes. C'est pourquoi nous augmenterons le financement fédéral pour intervenir en cas de catastrophe et aiderons les collectivités à adapter de manière proactive leurs infrastructures pour **résister aux inondations, feux de forêt et autres phénomènes extrêmes**. Nous travaillerons en partenariat avec

les gens d'ici et les municipalités pour faire des investissements majeurs en efficacité énergétique des bâtiments, afin d'aider les familles à économiser de l'argent tout en luttant contre les changements climatiques.

À l'ère numérique, les infrastructures technologiques sont plus importantes que jamais. C'est pourquoi nous ferons en sorte que toutes les collectivités du Canada aient accès à **internet haute vitesse**. Nous nous assurerons que des investissements efficients soient faits pour développer la couverture de téléphonie cellulaire dans toutes les régions du pays, et ce de façon abordable, pour que les gens d'ici restent connectés peu importe où ils se trouvent.

Soutenir les arts et la culture

Les arts et la culture sont au cœur de ce que nous sommes. C'est grâce à eux que nous écoutons et comprenons mieux l'Autre. Que nous tissons des liens sur de grandes distances et que nous célébrons nos identités. Dans un pays aussi diversifié, c'est la façon dont nous partageons nos histoires incroyables avec le monde entier, dans les deux langues officielles et les langues autochtones.

Mais les secteurs des arts et de la culture ont été durement touchés par la pandémie. Cette situation fait suite à des décennies de compressions, l'inaction du gouvernement et la numérisation rapide de notre société, qui mettent en péril les arts, la culture et les emplois de cette industrie majeure.

Il est temps de changer d'approche.

De **protéger notre patrimoine** et d'appuyer notre industrie artistique et culturelle forte et indépendante. Les néo-démocrates se battent pour soutenir, avec un programme de reconstruction spécifiquement dédié à

ce secteur, les arts de la scène, le théâtre, les festivals et les autres formes d'art qui ont été les plus durement touchés par la pandémie.

Nous nous assurerons également que les talents canadiens puissent s'épanouir sur les plateformes numériques et traditionnelles, ici comme ailleurs dans le monde. Les artistes doivent pouvoir **vivre décemment** de leur art et le gouvernement a un rôle important à jouer pour s'assurer qu'une diversité de voix puisse raconter notre histoire.

La plupart des Canadiennes et Canadiens s'informent désormais sur Facebook et Netflix est maintenant le plus grand diffuseur au pays, mais malgré la promesse des libéraux, ces **géants du web** ne paient toujours pas d'impôts et ne contribuent pas au financement de la production de contenus d'ici de la même manière que les médias traditionnels. Le cinéma, la télévision et les médias canadiens se heurtent à un raz-de-marée de contenus américains mieux financés. Malheureusement, les libéraux n'ont pas fait ce qu'il fallait pour équilibrer les règles du jeu.

Nous allons intervenir pour nous assurer que Netflix, Facebook, Google et les autres entreprises du secteur numérique **respectent les mêmes règles** que les diffuseurs d'ici et payent des impôts au pays. Pour soutenir la production de contenus canadiens dans les deux langues officielles et assumer la responsabilité de ce qui apparaît sur leurs plateformes, comme les autres médias.

Nous ferons ce que les libéraux n'ont pas eu le courage de faire et moderniserons la Loi sur la radiodiffusion afin de créer des règles plus équitables entre les radiodiffuseurs d'ici et étrangers. Rééquilibrer le pouvoir de négociation des productrices et producteurs indépendants et du secteur culturel canadien et faire en sorte que les émissions d'ici appartiennent à des gens d'ici. Nous donnerons la priorité aux partenariats établis avec des productrices et producteurs indépendants, augmenterons le financement de Téléfilm Canada et renforcerons le soutien financier du Fonds des médias du Canada.

Nous **augmenterons le financement de CBC/ Radio-Canada** pour réparer les dommages causés par des décennies de compressions budgétaires. La radiodiffusion et la télédiffusion publiques sont un

héritage remarquable qui crée des liens d'un océan à l'autre. Elles ont besoin plus que jamais que leur avenir soit assuré afin que nous ayons tous et toutes accès à une information exacte et rigoureuse.

Nous nous assurerons également que les institutions artistiques et culturelles reçoivent un financement stable et à long terme pour consolider et promouvoir les diverses cultures et histoires de notre pays. Nous appuierons également les **médias canadiens** dans leur transition vers le numérique.

Les arts ont une place essentielle dans la réconciliation: un gouvernement néo-démocrate appuiera financièrement le **théâtre autochtone** du Centre national des Arts dans le cadre de notre volonté d'honorer et de soutenir les arts et les cultures autochtones.

Enfin, compte tenu des défis particuliers auxquels font face les gens qui gagnent leur vie dans l'industrie des arts et de la culture, nous mettrons en place l'étalement du revenu imposable pour les artistes, les travailleuses et travailleurs du secteur culturel, afin d'améliorer leurs conditions de vie et rendre notre système fiscal plus juste.

Investir dans les collectivités rurales

Nous avons besoin d'un gouvernement à l'écoute de toutes les collectivités rurales, éloignées et nordiques, et qui reconnaît l'incroyable contribution de nos régions à la prospérité et au dynamisme de l'entièreté de notre pays. Malheureusement, pendant trop longtemps, les gouvernements libéraux et conservateurs ont tenté de monter les régions les unes contre les autres et n'ont pas réussi à fournir l'aide nécessaire aux gens vivant dans des collectivités rurales et éloignées. De surcroît, les conservateurs ont sabré dans la prestation de services dans en milieu rural du Canada, forçant les gens à conduire pendant des heures pour répondre à des besoins essentiels.

Il est temps d'apporter des changements pour améliorer la qualité de vie des gens et assurer un meilleur avenir dans toutes nos régions. Les néo-démocrates ont un plan pour vous faciliter la vie, peu importe où vous vivez.

Les gens qui demeurent en milieu rural méritent un meilleur accès aux services. L'avenir de nos collectivités dépend de la disponibilité de ceux-ci. C'est pourquoi

un gouvernement néo-démocrate fera de l'accessibilité aux **services en personne** dans les collectivités rurales et nordiques une priorité. De plus, afin de rendre ces **collectivités plus sécuritaires** et de reconnaître le dévouement de nos intervenant·es bénévoles en cas d'urgence, nous bonifierons le programme de crédit d'impôt pour pompières et pompiers volontaires, et veillerons à ce que le financement fédéral des services policiers en milieu rural et des Premières nations soit accordé de façon équitable, prévisible et durable.

Dans de nombreuses collectivités rurales et éloignées, des activités simples, comme aller à la banque, sont devenues complexes et difficiles. Malgré des profits records, les institutions financières ferment chaque année des succursales en régions et réduisent les services dans les collectivités. Il est évident que nous devons trouver d'autres moyens de fournir ces importants services financiers. Aujourd'hui, près de 1 200 collectivités rurales au pays ont un bureau de poste, mais aucun service bancaire. C'est pourquoi un gouvernement néo-démocrate collaborera avec Postes Canada à l'élaboration d'un modèle de **banques postales** qui aidera près de deux millions de gens d'ici à accéder à des services bancaires abordables de qualité, là où il n'en existe pas.

Les déplacements font partie de la vie des gens des régions et il doit être plus facile de voyager sans être obligé de se serrer la ceinture. Or, au lieu d'améliorer les services de transport collectif en milieu rural, le manque de financement et de coordination sous le gouvernement libéral a aggravé la situation. Les annulations d'itinéraires de Greyhound ajoutées : c'est un trop grand nombre de collectivités qui se retrouvent aujourd'hui sans services de transport collectif fiable.

Chaque communauté au Canada doit pouvoir compter sur un transport fiable pour les relier à leur emploi, aux services de santé, aux écoles et aux membres de leur famille. Les coupures de Greyhound ont durement touché les communautés rurales et nous avons besoin d'une alternative fiable pour aider les gens à se rendre là où ils doivent aller. Nous collaborerons avec les provinces, les territoires et les communautés autochtones pour créer des services de transport collectif abordables en région, rétablir les trajets d'autobus annulés, développer les services des régions mal desservies; entre autres en rétablissant le Northlander en Ontario, les liaisons aériennes régionales essentielles et en faisant bien plus pour que nos communautés restent connectées.

Rester connecté·e numériquement est plus essentiel que jamais et trop de collectivités rurales n'ont pas de réseau de téléphone cellulaire fiable ni de service internet haute vitesse. Nous changerons la donne en offrant **des services haute vitesse** dans toutes les collectivités rurales du pays le plus rapidement possible, en s'assurant que des services fiables de **téléphonie cellulaire** soient accessibles dans toutes les régions, tout en maintenant des tarifs abordables pour les familles et les entreprises.

Les collectivités rurales sont le moteur du tiers de notre économie, mais les gouvernements libéraux et conservateurs successifs ont raté l'occasion de développer leur potentiel. La pandémie a durement touché les petites collectivités et les régions : le plan de relance économique doit tenir compte de cette réalité. Nous investirons dans les **organismes régionaux de développement économique** et fournirons un soutien à ces collectivités pour qu'elles puissent investir et créer des emplois, en tourisme et en développement communautaire notamment.

De nombreuses collectivités nordiques, rurales et éloignées travaillent d'arrache-pied pour **retenir les familles, attirer les travailleuses et travailleurs et mettre fin à l'exode vers les centres urbains**, mais elles ne peuvent y arriver seules. Nous mettrons donc en place un nouveau crédit d'impôt pour les diplômé·es qui travaillent dans les collectivités désignées et faciliterons l'embauche et la rétention par les employeuses et employeurs, des travailleuses et travailleurs dont ils ont besoin.

Pour assurer la viabilité à long terme de toutes nos collectivités, nous devons changer notre façon de les bâtir. Les collectivités rurales ont besoin d'un accès équitable aux fonds fédéraux pour leurs infrastructures et leurs transports collectifs, ainsi qu'une aide accrue pour se préparer à affronter les effets dévastateurs des changements climatiques. Nous travaillerons avec les provinces pour mettre en place de nouvelles solutions pour des **programmes d'infrastructures en milieu rural** qui fourniront un financement prévisible à long terme aux collectivités. Nous augmenterons également l'aide fournie par le fédéral aux collectivités pour l'adaptation aux changements climatiques et la

reconstruction lors de catastrophes. Nous veillerons à ce que les investissements en logement social et abordable soient aussi distribués aux collectivités rurales et à ce que les fonds fédéraux destinés aux infrastructures soient versés immédiatement pour créer des emplois locaux de qualité qui demeurent dans la collectivité.

Accueillir les nouvelles et nouveaux Canadiens

L'immigration rend notre pays plus fort en permettant à des gens talentueux et de nouvelles énergies de partout dans le monde de stimuler notre économie et bâtir des collectivités plus dynamiques. Notre pays est l'un des plus diversifiés; nous en sommes plus riches et plus fort·es.

Pourtant, sous le gouvernement libéral, trop de Néo-Canadiennes et Néo-Canadiens doivent attendre des années avant d'être réunis avec leur famille. Les personnes scolarisées ont aussi de la difficulté à trouver du travail dans leur domaine d'expertise. Elles ne se réalisent donc pas à la hauteur de leur potentiel et vivent avec leur famille dans l'angoisse, car elles peinent à joindre les deux bouts. Au lieu de les aider, les conservateurs risquent d'aggraver la situation : ils ont fait des déclarations dangereuses qui divisent nos communautés.

Notre système d'immigration doit être transparent et fondé sur les valeurs de **justice, de respect et de dignité**. Nous savons que les personnes immigrantes nous rendent plus fort·es et nous nous opposerons

toujours à celles et ceux qui utilisent la peur de l'autre pour nous diviser. Nous croyons en un pays où les nouvelles et nouveaux arrivants peuvent compter sur un processus équitable, réussir à s'intégrer dès leur arrivée et où personne n'a à être séparé de ses proches des années durant pour cause de retards inacceptables du système.

C'est pourquoi un gouvernement néo-démocrate s'assurera que nos politiques et niveaux d'immigration répondent à nos besoins de main-d'œuvre et reconnaît les **expériences, contributions et liens établis** ici des personnes immigrantes. Nous travaillerons avec les provinces pour combler les lacunes dans les services offerts et améliorer la reconnaissance des titres de compétences étrangers.

Ici, la **réunification des familles** doit être une priorité. Mais des milliers de familles qui espéraient faire une demande pour faire venir un parent ou grand-parent sont déçues par le système de loterie, où les places disponibles se remplissent en quelques minutes seulement. Nous aurons le courage de mettre fin au plafonnement injuste des demandes de parrainage de parents et de grands-parents et de **s'attaquer aux retards du système** qui séparent les familles. Sous les

libéraux, l'arriéré des demandes d'immigration pour les membres de la famille de réfugié·es a presque doublé, ce qui signifie que les gens devront encore attendre des années avant d'être réunis avec leurs proches.

Nous avons besoin d'une diversité de travailleuses et travailleurs au Canada. Tout au long de la pandémie, nous avons dépendu de travailleuses et travailleurs venus d'autres pays pour l'agriculture, les soins et plus encore. Si une personne est assez qualifiée pour venir travailler ici, elle devrait avoir la possibilité de rester.

Ainsi, nous protégerons **les nouvelles et nouveaux arrivants** des consultant·es en immigration sans scrupules et nous assurerons que cette industrie soit réglementée. Nous traiterons également les aidantes et aidants naturels avec **respect et dignité**, en leur donnant un statut et en leur permettant de retrouver leur famille sans délai.

Alors que le monde connaît une crise des réfugié·es sans précédent, le Canada a un rôle vital à jouer dans la réinstallation des personnes forcées de quitter leur maison en raison de conflits, de persécutions ou de catastrophes naturelles. Dû au gouvernement libéral, les retards de traitement des demandes d'asile

devraient malheureusement plus que doubler au cours des prochaines années. En réparant le système, nous éliminerons les retards et travaillerons avec les gens d'ici pour **intégrer les réfugié-es** dans nos collectivités, en veillant à ce qu'ils reçoivent le soutien dont ils ont besoin pour réussir leur vie et se créer un nouveau chez-soi, ici.

Travailler ensemble pour des collectivités plus sécuritaires

Chaque personne mérite de se sentir en sécurité dans son quartier, sa maison, son entreprise et sa communauté. Et puisque le sentiment de sécurité ne se limite pas à l'absence de crimes, mais de s'assurer que tout le monde ait sa place dans la communauté, nous nous attaquerons aux causes profondes de la criminalité. Pour que le système judiciaire traite tout le monde équitablement.

Lorsque nous améliorerons l'inclusion sociale, la promotion de la santé publique, la sécurité alimentaire, l'accès à l'éducation, le logement social et abordable, et l'engagement des jeunes, non seulement nous fournissons aux Canadiennes et Canadiens des services importants, mais nous réduisons du même coup les risques que des crimes soient commis. Or, lorsque notre sécurité est en péril, le gouvernement fédéral peut faire beaucoup plus pour protéger les gens d'ici afin d'assurer à long terme la sécurité des collectivités et diminuer la criminalité.

Responsabiliser les forces policières de leurs actes est un moyen important de rendre nos communautés plus sûres. Il est grand temps de mettre en place une surveillance civile robuste et indépendante de la GRC. Nous lancerons un examen du budget de la GRC, de la Loi sur la GRC et un examen complet de ses pratiques afin de nous assurer que la responsabilité de la GRC envers le public et publierons tous les incidents de recours à la force par la GRC.

Pendant trop longtemps, les gouvernements libéraux et conservateurs successifs sont restés les bras croisés alors que les communautés autochtones, noires et racialisées sont forcées de vivre dans la peur et la méfiance de la police. Nous nous engageons à mettre fin à la violence policière et mettre en œuvre une norme fédérale sur le recours à la force, assortie d'une politique de tolérance zéro en cas de recours inapproprié à la force. Nous reverrons en profondeur la formation des agents fédéraux afin que chaque agent·e reçoive, tout au long de sa carrière, une formation solide et continue sur la désescalade et les approches d'intervention non violente, les préjugés et les différences culturelles. Nous augmenterons également les investissements dans les interventions non policières, comme les services de soutien en santé mentale et en toxicomanie.

Il est temps que le gouvernement fédéral s'attaque au suprémacisme, au terrorisme et à la menace croissante des crimes haineux dans nos collectivités. Nous travaillerons immédiatement pour que toutes les grandes villes disposent d'unités spécialisées dans les crimes motivés par la haine au sein des services de police locale et pour créer un groupe de travail pancanadien pour lutter contre la haine en ligne. Nous nous opposerons toujours contre toutes les formes de haine, de racisme, incluant le racisme anti-Noir, l'antisémitisme, l'islamophobie, la violence fondée sur le sexe, l'homophobie et la transphobie.

Trop de vies ont été perdues par l'augmentation des crimes commis avec une arme à feu au pays. Nous travaillerons pour garder les armes d'assaut et les armes de poing illégales hors de nos rues et nous nous attaquerons à la contrebande d'armes à feu et au crime organisé.

Pour aider à protéger nos collectivités contre le crime organisé, nous nous assurerons que les municipalités aient accès au financement de projets antigangs qui dissuadent les jeunes à risque. Nous nous attaquerons

à la radicalisation en mettant l'accent sur la prévention de l'extrémisme et de la violence chez les jeunes, notamment en appuyant les initiatives communautaires.

Notre vision de la sécurité publique est fondée sur la nécessité d'une justice réparatrice plus efficace. Les victimes doivent avoir accès aux services et au soutien dont elles ont besoin – comme la thérapie, des ressources, les services de police et d'accès à la justice – et une façon de faire entendre leur voix concernant les décisions ayant une incidence sur leur sécurité.

Nous avons le courage d'affronter les menaces à la sécurité nationale, y compris l'ingérence et l'espionnage étrangers, le terrorisme et la cybercriminalité, en collaborant avec nos alliés internationaux, en améliorant la surveillance en temps réel des services de sécurité et en respectant pleinement la vie privée et les droits reconnus par la Charte de tous les Canadiennes et Canadiens. Nous renforcerons également la protection pour les personnes qui sont victimes d'ingérence et de menaces de l'étranger.

Le courage de faire les bons choix



Promouvoir l'égalité des genres

Nous savons que nos familles, nos collectivités et notre pays sont plus forts lorsque les femmes prospèrent. Il est encore trop fréquent aujourd'hui que des femmes soient victimes de discrimination et de violence fondées sur le genre, surtout si elles font partie d'une communauté marginalisée. Depuis la pandémie, les femmes font les frais d'une vague de violence sans précédent et de pertes d'emplois, tout en assumant un énorme fardeau de soins non rémunérés.

Maintenant plus que jamais, nous avons besoin d'un gouvernement féministe. Mais les libéraux n'ont pas réussi à joindre le geste à la parole pour lutter contre la discrimination systémique à l'égard des femmes. Et les conservateurs ont sabré dans le financement des groupes pour l'égalité des femmes lorsqu'ils étaient au pouvoir, ce qui nous a fait reculer de plusieurs décennies.

L'égalité des genres est une valeur fondamentale pour les néo-démocrates, et nous sommes déterminés à bâtir une société où personne n'est laissé pour compte. Pourtant, au Canada, les femmes gagnent 32 % de moins que les hommes, et l'écart est encore

plus grand pour les femmes racisées, les femmes autochtones, les immigrantes et les femmes vivant avec un handicap. Nous accorderons la priorité à **l'équité salariale** pour mettre fin à la discrimination salariale fondée sur le genre, en exigeant des employeuses et employeurs qu'ils fassent preuve de transparence en matière de rémunération. Nous adopterons des lois et des règlements proactifs en matière d'équité salariale, et nous nous assurerons que ceux-ci soient appliqués rigoureusement et immédiatement.

Notre vision du Canada est celle d'une société où les organisations de femmes disposent d'un financement stable pour que celles-ci puissent avoir accès au soutien et à la défense dont elles ont besoin, quand elles en ont besoin. En plus de combattre les féminicides, nous mettrons en place un Plan d'action pancanadien pour **mettre fin à la violence fondée sur le genre**. Ce plan sera appuyé par un financement adéquat afin que des services d'hébergement et d'autres programmes soient offerts dans toutes les régions du pays, particulièrement celles qui ont été mal desservies. Nous allons mettre à jour le Code canadien du travail afin d'inclure dix jours de congé payé pour les personnes aux prises avec de la violence familiale et domestique, améliorer la formation

des services policiers sur les agressions sexuelles, et exiger que les universités élaborent des plans pour mettre fin à la violence sexuelle sur les campus. Nous allons également nous **attaquer à la violence faite aux femmes**, aux filles et aux personnes LGBTQI2S+ autochtones, en travaillant avec les communautés autochtones pour mettre en œuvre les Appels à la justice de l'Enquête nationale.

Les femmes ne devraient jamais être obligées de choisir entre avoir une famille ou une carrière. Or, près de 300 000 femmes de plus pourraient rejoindre le marché du travail au Canada si elles avaient accès aux services de garde dont elles ont besoin. Il est temps de mettre en place des **garderies de qualité, abordables** et sans but lucratif accessibles à toutes les familles, peu importe où elles vivent. Nous allons également assouplir le congé parental, faciliter l'admissibilité à l'assurance-emploi et offrir plus d'options aux femmes pour faire carrière dans des métiers manuels et non traditionnels comme l'agriculture, l'innovation, la recherche et les STIM (science, technologie, ingénierie et mathématiques).

Nous croyons profondément au respect du droit des gens à prendre des décisions concernant leur corps et leur vie. Pourtant, de nombreuses femmes désirant un avortement au Canada n'y ont pas accès : seulement un hôpital sur six l'offre, et certaines provinces refusent de couvrir les coûts des avortements chirurgicaux à l'extérieur des hôpitaux. Le manque d'accès est encore plus criant pour les personnes qui vivent dans des régions rurales ou nordiques.

Toutes les femmes ont droit à **un avortement** et des services de santé reproductive sûrs et accessibles, peu importe où elles vivent ou combien elles gagnent. Il n'est pas suffisant que les élu·es disent qu'ils ne rouvriront pas le débat sur l'avortement : nous avons besoin de leaders qui prennent des mesures pour améliorer l'accès aux services. Nous mettrons la **Loi canadienne sur la santé** en application, pour s'assurer que les provinces rendent l'avortement médical et chirurgical disponible dans toutes les régions du pays, sans obstacle. Nous veillerons à ce qu'une gamme complète de **contraceptifs** d'ordonnance et de **soins de santé reproductive** soient facilement

accessibles sans frais, par l'entremise de l'assurance-maladie et du régime public d'assurance-médicaments, et travaillerons avec les provinces, territoires et gouvernements autochtones pour mettre fin à la pauvreté périodique.

Enfin, nous nous attaquerons aux obstacles à la **participation politique des femmes**, en réformant le système électoral et en présentant des mesures législatives pour encourager les partis politiques à présenter plus de candidates.

Faire respecter les droits des personnes LGBTQI2S+

Bien que nous ayons fait d'importants progrès dans la défense des droits des personnes LGBTQI2S+, il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la vie de ces personnes et faire de notre pays un lieu où tout le monde peut vivre sans haine ni préjugés.

L'un des revers les plus importants de ces dernières années, c'est la décision du gouvernement libéral de maintenir l'interdiction discriminatoire du don de sang par des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres personnes identifiées comme hommes à la naissance. Nous avons besoin d'un dépistage fondé sur les comportements, plutôt que des politiques discriminatoires fondées sur l'orientation sexuelle. Nous mettrons immédiatement fin à **l'interdiction** discriminatoire **du don de sang** et mettrons en place des politiques fondées sur des données probantes de santé publique pour assurer l'approvisionnement en sang.

En ce qui concerne l'orientation sexuelle et l'expression de genre, les pratiques préjudiciables comme les « thérapies de conversion » n'ont pas leur place ici.

Contrairement aux libéraux, qui ont fait du sur place pendant six ans, nous allons immédiatement légiférer pour interdire les **thérapies de conversion** en collaborant avec les provinces et les territoires pour appuyer l'élimination de cette pratique dans toutes les régions du pays.

L'accès à des procédures et à des médicaments d'**affirmation du genre** peut sauver la vie de plusieurs personnes transgenres. Nous collaborerons avec les provinces pour nous assurer qu'il y ait un accès égal à la chirurgie d'affirmation du genre partout au pays et que ces procédures et médicaments soient couverts par les régimes publics d'assurance-maladie. Nous éliminerons également les obstacles systémiques liés au sexe dans la prestation des services publics fédéraux, et fournirons des fonds pour soutenir la création et le développement des refuges pour les jeunes transgenres.

Le Canada a un rôle unique et important à jouer pour aider les **réfugié·es LGBTQI2S+** partout dans le monde. Nous allons établir une voie permanente pour que les réfugié·es LGBTQI2S+ puissent venir s'installer afin de remplacer l'approche fragmentaire actuelle qui ne traite que les cas d'urgence à mesure qu'ils surviennent.

Nous pouvons également en faire davantage pour mettre fin à la **discrimination en matière d'emploi** dont sont victimes les membres de la communauté LGBTQI2S+. Nous ajouterons l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre à la **Loi sur l'équité en matière d'emploi** afin de s'attaquer aux préjudices subis par les communautés LGBTQI2S+ – particulièrement les personnes transgenres – pour trouver du travail.

Lutter contre le racisme

Les personnes autochtones et racisées au pays font face à une évolution terrifiante de la haine. La discrimination et la violence racistes demeurent une réalité dans des communautés d'un océan à l'autre, et les propos extrémistes de plus en plus inévitables sur internet.

En tant que néo-démocrates, nous reconnaissons la dignité inhérente de chaque personne et le fait que le racisme heurte profondément, et dénigre l'humanité des personnes racisées. Les répercussions des discours haineux sont réelles : le Canada a connu une augmentation de 200 % des groupes haineux actifs au cours des cinq dernières années, avec un nombre croissant d'incidents violents visant des personnes musulmanes, juives et noires. Les autochtones font face à de la discrimination et de la haine dans leur vie quotidienne, trop souvent avec des conséquences tragiques. Une discrimination plus subtile a tout autant de conséquences néfastes. Les personnes racisées sont plus susceptibles de rencontrer, ici et aujourd'hui, des obstacles à l'obtention d'un emploi¹³, alors que les immigrant·es et les communautés racisées sont la cible de discours qui divisent et attisent la méfiance entre voisin·es.

On ne peut pas se croiser les bras et laisser le racisme s'accroître dans nos communautés, mettant ainsi des vies en danger. Il est temps de choisir : nous devons transformer le discours sur la diversité en actions concrètes pour **combattre le racisme systémique** et y mettre fin pour de bon. Osons travailler ensemble pour nous attaquer à la haine, au suprématisme blanc et à la discrimination systémique qui affectent des gens partout au pays.

Nous avons le courage de nous **attaquer aux groupes suprématistes blancs et néonazis** avec un plan d'action pancanadien visant à démanteler les organisations d'extrême droite, y compris celles qui font la promotion de la suprématie blanche. Nous établirons des normes pancanadiennes pour l'identification et l'enregistrement de tous les incidents haineux et leur traitement par le système judiciaire, et travaillerons en collaboration avec des organismes sans but lucratif pour accroître le signalement des crimes haineux.

Internet permet trop souvent de donner libre cours à l'antisémitisme, l'islamophobie et autres formes de haine. Nous créerons un groupe de travail pour **lutter contre la haine en ligne** et protéger la sécurité publique, et

pour s'assurer que les médias sociaux soient légalement responsables du retrait des contenus haineux et extrémistes, avant que ceux-ci n'aient la chance de faire du mal.

Les communautés racisées ont payé un prix plus élevé lors de la pandémie. Les emplois qui dépendaient de ces personnes ne pouvaient souvent pas être exercés à domicile, n'étaient souvent pas assortis de congés maladie et entraînaient un plus grand risque d'exposition. Les vaccins ont mis du temps à arriver dans les communautés où vivent les personnes racisées et le manque d'accès aux soins de santé a entraîné des taux d'infection plus élevés et une aggravation des cas. Le surpeuplement des logements a rendu difficile l'isolement des personnes infectées, entraînant une plus grande propagation de la COVID-19. Il est temps de s'attaquer au racisme et aux inégalités systémiques qui ont conduit à ces conséquences tragiques.

Le gouvernement fédéral doit jouer un rôle de premier plan pour comprendre comment les politiques ont un impact sur les communautés racisées et contribuent au racisme systémique. Ainsi, nous accorderons la priorité à la collecte de **données fondées sur l'ethnie** en matière de santé, d'emploi, de police et plus encore,

dans le but d'améliorer la vie des communautés racisées. Nous travaillerons avec les provinces pour améliorer les collectes de données et aux côtés des communautés racisées et autochtones pour élaborer des mécanismes de plainte et de responsabilisation des services policiers.

Les contrôles d'identité de routine ne respectent pas les droits garantis par la Charte. Cette pratique est un exemple de racisme systémique en action. Un gouvernement néo-démocrate interdira immédiatement les **contrôles d'identité de routine** effectués par la GRC et collaborera avec ses partenaires locaux partout au pays pour mettre fin à cette pratique dans toutes les administrations. Cela comprendra un examen de l'information obtenue grâce aux contrôles d'identité et conservée par la police, ainsi qu'un examen de la façon dont cette information a été partagée entre la GRC et d'autres corps policiers et agences gouvernementales.

Pour remédier à la **surreprésentation chronique** des Autochtones et des personnes noires dans la population carcérale fédérale, nous allons mettre en place un groupe de travail pour mettre fin à cette injustice systémique. En travaillant en collaboration avec les communautés autochtones, cette approche nous permettra notamment de nous attaquer à l'impact

discriminatoire des peines minimales obligatoires, d'accorder un plus grand pouvoir discrétionnaire aux juges dans la détermination de la peine, d'élaborer des programmes de mise en liberté sous caution culturellement appropriée, de développer les programmes de justice réparatrice et communautaire, et de mieux intégrer les principes de l'arrêt Gladue dans les procédures judiciaires. Nous allons aussi mettre en œuvre une **Stratégie afro-canadienne en matière de justice**¹⁴ en travaillant en collaboration avec des Afro-Canadiennes et Afro-Canadiens ayant l'expérience de la justice pénale.

La discrimination en matière d'emploi fondée sur l'origine ethnique demeure un problème inacceptable au Canada, que le gouvernement fédéral n'a pas réussi à régler. Aujourd'hui, un membre d'une communauté racisée, né au Canada et ayant fait des études universitaires, ne gagne en moyenne que 87,4 cents pour chaque dollar gagné par son homologue blanc¹⁵; un écart qui est encore plus prononcé pour les femmes racisées.

Nous procéderons à un examen complet du régime actuel d'équité en matière d'emploi pour aider à combler **l'écart salarial lié à l'origine ethnique**. Nous

améliorerons les lois sur le travail et assurerons une embauche diversifiée et équitable au sein de la fonction publique et dans les secteurs sous réglementation fédérale.

Les emplois et la formation pour les groupes sous-représentés feront partie intégrante de nos plans d'infrastructures. Enfin, nous allons collaborer avec les provinces et les territoires pour mettre en œuvre des mesures législatives efficaces sur l'équité en matière d'emploi, et pour recueillir et analyser des données sur les indicateurs de pauvreté des personnes racisées : car tout le monde devrait être en mesure de se bâtir un brillant avenir et de jouir des mêmes possibilités.

La promotion des langues officielles

Les gens d'ici sont fiers de nos deux langues officielles qui constituent un élément important de notre identité et de nos collectivités partout au pays. Cependant, au cours des quatre dernières années, le gouvernement libéral a négligé, voire réduit les efforts sur cette question, plutôt que d'apporter les changements nécessaires pour protéger et promouvoir les droits linguistiques.

Il est temps d'adopter une approche différente : une approche qui facilite la vie des gens et assure un avenir prometteur aux communautés linguistiques minoritaires. Nous bonifierons le **Plan d'action pour les langues officielles** afin d'améliorer **l'accès aux services** dans la langue de son choix, notamment en collaborant avec les provinces et territoires pour améliorer l'enseignement dans la langue de la minorité et en attirant davantage de personnes immigrantes francophones dans toutes les collectivités.

Nous allons aussi moderniser la **Loi sur les langues officielles** afin de renforcer la surveillance et la reddition de comptes, d'élargir la portée des droits linguistiques et de s'assurer que les communautés linguistiques

minoritaires soient consultées sur les décisions qui les touchent. Nous veillerons à ce que tout le monde puisse avoir accès à la justice dans la langue de son choix et que les juges de la Cour suprême soient **bilingues**. Nous adopterons également le principe de l'asymétrie, qui reconnaît qu'en tant que langue officielle minoritaire, le français nécessite une protection et une promotion particulières.

Nous réaliserons ces initiatives parallèlement à notre engagement envers la promotion et la revitalisation des **langues autochtones**, en reconnaissant qu'un hommage au patrimoine linguistique canadien doit les inclure pour viser la réconciliation.

Améliorer notre système de justice

Pendant plus d'une décennie, les conservateurs au pouvoir ont fait de mauvais choix en matière de droit criminel, ce qui a aggravé les inégalités et mené à l'engorgement du système judiciaire que nous vivons actuellement, sans pour autant rendre nos collectivités plus sécuritaires.

Le Parti libéral est arrivé au pouvoir en promettant de rendre le système de justice criminelle plus équitable et plus efficace. Au lieu de cela, ils se sont ingérés dans le processus judiciaire au profit de grandes compagnies faisant face à des accusations criminelles, et ils ont adopté des lois qui pourraient mener à plus de condamnations injustifiées et laisser de nombreuses personnes marginalisées sans aide juridique.

Il en résulte un système de justice surchargé et lent, qui ne traite pas tout le monde équitablement. Le statu quo ne sert pas la population canadienne et il est temps de rendre ce système de justice plus équitable et plus apte à protéger les gens d'ici.

Un gouvernement néo-démocrate **rétablira l'indépendance du pouvoir judiciaire** en réduisant le recours aux peines minimales obligatoires et en permettant aux juges de première instance d'avoir un plus grand pouvoir discrétionnaire dans la détermination de la peine. Tout en travaillant à la **réconciliation**, nous veillerons à ce que les principes de l'arrêt Gladue soient appliqués systématiquement dans les procédures judiciaires, et nous maintiendrons l'importance des approches de justice communautaire et de justice réparatrice.

Nous allons aussi supprimer les casiers judiciaires des personnes reconnues coupables d'infractions mineures de **possession de cannabis**. Le cannabis étant maintenant légal au Canada, un trop grand nombre de personnes sont encore pénalisées par un casier judiciaire pour possession simple, ce qui engendre des difficultés réelles affectant leurs opportunités d'emploi et leur capacité de voyager. Ces casiers judiciaires pour possession de petites quantités de cannabis seront complètement effacés, ce qui permettra aux gens de continuer à bâtir leur vie.

Enfin, pour faire en sorte que les personnes les plus vulnérables aient accès au soutien juridique dont elles ont besoin, nous augmenterons le financement fédéral des programmes d'**aide juridique** partout au pays.

Un gouvernement qui travaille pour vous et non pour des ami-es proches du pouvoir

Nous savons de quel côté nous sommes. Pendant que les autres partis s'affairent à protéger les grands pollueurs, les grandes compagnies et les personnes les plus riches, nous travaillons pour vous tous les jours. Nous défendons les familles, les collectivités et les travailleurs et travailleuses partout au pays. Nous sommes prêt-es à former un gouvernement qui travaille pour vous et qui place les gens au cœur de chaque décision.

Malheureusement, un grand nombre de personnes ont de la difficulté à croire que le gouvernement peut être intègre et rendre des comptes aux électeurs et électrices. Ce n'est pas étonnant : après une décennie de cynisme sous le régime des conservateurs, huit enquêtes en matière d'éthique lancées sous les libéraux, sans compter que Justin Trudeau a été reconnu coupable d'avoir enfreint les lois sur l'éthique.

Les choses peuvent se passer autrement. Nous pouvons assainir la politique et rétablir la confiance de la population envers le gouvernement. Un gouvernement éthique et transparent, c'est plus que des beaux discours : c'est s'assurer que les gens peuvent avoir confiance que leur gouvernement agit dans leur intérêt, et non dans celui de quelques personnes riches et bien connectées. C'est faire en sorte que le système fonctionne pour le plus grand nombre, non toujours pour les mêmes, et que votre identité ou votre allégeance politique n'a aucune importance quand il s'agit d'obtenir les services qu'il vous faut. Un gouvernement éthique est essentiel à une démocratie en santé. Lorsque les gens perdent cette confiance, nous en souffrons tous et toutes, et cela mine notre démocratie.

Voilà pourquoi nous prendrons des mesures immédiates pour accroître la reddition de comptes, mettre fin aux avantages dont profitent des ami·es proches du pouvoir et **éliminer** définitivement **l'influence des riches entreprises sur le gouvernement.**

Les Canadiennes et Canadiens comprennent que notre façon de gérer les **conflits d'intérêts** doit être contraignante et imposer de véritables sanctions lorsque des politicien·nes enfreignent les règles. Au lieu de cela, sous les libéraux, nous avons été témoins de violations après violations – des ministres accordant des faveurs et des contrats gouvernementaux à leurs ami·es, jusqu'aux vacances d'un premier ministre sur l'île privée d'un milliardaire – avec à peine une tape sur les doigts pour conséquence.

Nous introduirons des sanctions plus sévères dans **la Loi sur les conflits d'intérêts** pour nous assurer que les abus de confiance du public soient traités avec sérieux. De plus, pour **interdire complètement les activités de financement donnant un accès privilégié**, nous allons interdire aux représentant·es du gouvernement d'accepter des dons de quiconque dont leurs décisions pourraient faire bénéficier les intérêts personnels.

Dans un État de droit, le système judiciaire doit être libre de toute ingérence politique. Malheureusement, les six dernières années ont clairement montré que, aux yeux de ce gouvernement libéral, il existe un ensemble de règles pour les gens proches du gouvernement, et un autre pour le reste d'entre nous.

C'est pourquoi nous interdirons formellement aux entreprises faisant face à des accusations criminelles de faire du lobbying auprès d'élu·es. Les poursuites en matière de criminalité d'entreprise doivent être traitées rigoureusement et demeurer totalement **indépendantes de toute ingérence politique**.

Partout dans le monde, les gens rejettent les institutions qui ne fonctionnent pas pour les gens . Pourtant, ici, les gouvernements libéraux et conservateurs ont échoué à réparer la structure antidémocratique qu'est le Sénat, qui ne rend de compte à personne.

Nous travaillerons avec les provinces en vue d'**abolir le Sénat**. Entre-temps, un gouvernement néo-démocrate insistera pour que le Sénat modifie ses règles afin que des sénateurs et sénatrices non élu·es ne puissent pas retarder de plusieurs mois l'adoption d'un projet de loi, alors qu'il a déjà été adopté par les député·es et élu·es du Parlement, envoyés à Ottawa par les électrices et électeurs.

Nous allons aussi introduire un examen éthique, social et environnemental des achats gouvernementaux, afin que nous puissions avoir l'assurance que l'argent de nos impôts ne sert pas à payer des pots-de-vin dans

des pays étrangers ou pour des projets polluants, dont nous devrons tous et toutes payer le prix plus tard. Enfin, nous allons donner le pouvoir au vérificateur général d'examiner la publicité gouvernementale financée par les contribuables, pour nous assurer qu'elle est non partisane.

Faire en sorte que chaque vote compte – vraiment

Le droit de vote est l'un de nos droits démocratiques les plus importants et fondamentaux. Et nous croyons que chaque vote devrait compter.

Bien que les générations avant nous aient bâti des institutions démocratiques solides, notre système désuet de scrutin majoritaire uninominal à un tour ne fonctionne pas aussi bien qu'il le devrait. Trop souvent, des gouvernements majoritaires sont élus avec seulement une minorité de votes. Et cela alimente la désillusion et le cynisme parmi ceux et celles qui ont l'impression que leur voix n'est pas entendue.

Justin Trudeau a promis de corriger ce déficit démocratique, avant d'être élu. Il devait mettre en œuvre une réforme qui garantirait que chaque vote compte – et faire de l'élection de 2015 la toute dernière à se tenir grâce à ce système électoral injuste.

Mais une fois au pouvoir, Justin Trudeau n'a pas livré la marchandise. Il a brisé la promesse qu'il vous avait faite et il a tourné le dos aux réformes démocratiques

progressistes. Ce n'est qu'une des raisons pour lesquelles des millions de personnes qui ont appuyé Justin Trudeau sont profondément déçues de son bilan.

Il est temps de rendre notre système électoral plus équitable et de réellement mettre en œuvre une réforme démocratique pour nous assurer que chaque vote compte. Nous nous engageons à lutter contre le cynisme politique et à faire ce qu'il faut pour changer les choses.

Nous mettrons en place la représentation proportionnelle mixte qui représente mieux les électeurs et électrices – et nous le ferons au cours de notre premier mandat. Nous établirons une assemblée citoyenne indépendante pour recommander la meilleure façon de mettre en place un système pour les élections suivantes afin de s'assurer que la représentation locale et le gouvernement fédéral reflètent la volonté du peuple.

Une fois que les gens d'ici auront eu la chance d'utiliser le nouveau mode de scrutin et le comparer à l'ancien, nous tiendrons un référendum afin de confirmer le choix.

Les jeunes sont de plus en plus engagés et sont inquiets face à un avenir avec de plus en plus d'inégalités économiques et aux changements climatiques catastrophiques. Ce n'est pas surprenant. Bien souvent, ils voient qu'ils paieront le prix pour les décisions prises aujourd'hui par les gouvernements. Ils peuvent et doivent avoir leur mot à dire quant à leur avenir. Si quelqu'un est assez vieux pour travailler et payer des impôts, il ou elle devrait être en mesure d'avoir son mot à dire lorsque vient le temps de choisir qui formera le gouvernement. Il est temps de **baisser l'âge du scrutin à 16 ans**.

En reconnaissant la menace que représente l'ingérence extérieure dans les élections canadiennes, nous croyons qu'il faut en faire davantage pour **mettre fin à la diffusion de la désinformation** et des « fausses nouvelles » en ligne. Les plateformes de médias sociaux doivent assumer leur responsabilité de signaler et supprimer les comptes frauduleux, et réagir rapidement au harcèlement, aux menaces et aux discours haineux. Personne d'autre que le peuple canadien ne devrait décider – ou influencer – le résultat des élections canadiennes.

Enfin, nous améliorerons la **protection de la vie privée** des gens d'ici en mettant à jour la législation sur la protection de la vie privée afin d'y inclure une charte numérique des droits à la vie privée, et en renforçant le pouvoir du commissaire à la protection de la vie privée pour qu'il puisse rendre et appliquer des ordonnances et imposer des amendes et pénalités.

Un meilleur rôle dans le monde

La population canadienne est fière de notre rôle dans le monde, et elle veut un gouvernement qui fera les bons choix pour aider les gens – mais sous les gouvernements conservateurs et libéraux, des décennies de politiciailleries cyniques et de compressions ont fait en sorte que notre pays se retrouve souvent du mauvais côté des grands enjeux mondiaux.

Il est temps d'adopter une approche différente.

Les intérêts du Canada sont mieux servis par une politique étrangère solide qui défend des principes forts comme : les droits de la personne, le multilatéralisme, la paix et la sécurité mondiale.

Un gouvernement néo-démocrate osera tenir tête à la Chine avec une stratégie forte et cohérente pour défendre nos intérêts, ici comme ailleurs. Nous travaillerons avec nos alliés pour développer une réponse internationale robuste et coordonnée au mépris de la Chine pour l'État de droit. Nous dénoncerons les violations des droits de la personne commises

par la Chine, soutiendrons les demandeurs d'asile prodémocratie de Hong Kong et offrirons un soutien coordonné aux personnes qui sont menacées ici par des entités chinoises.

Les gens d'ici croient que nous avons un rôle important à jouer pour aider les personnes les plus vulnérables ailleurs dans le monde. Cela n'a jamais été aussi vrai que pendant la crise mondiale de la COVID-19, où la coopération et l'aide internationales seront essentielles pour renforcer les systèmes de santé et sauver des vies. Mais sous Justin Trudeau, les dépenses canadiennes en matière d'aide internationale sont tombées à leur plus bas niveau en 50 ans¹⁶, alors même que nous sommes confronté·es à des défis mondiaux sans précédent.

Nous faisons des choix différents. Nous augmenterons **l'aide au développement international**, en visant l'objectif d'y consacrer 0,7 % de notre revenu national brut.

Le Canada doit également faire sa part pour que nous puissions atteindre les **Objectifs de développement durable pour 2030** des Nations Unies, incluant la réduction de la pauvreté, le droit au travail décent, la

protection des droits des communautés autochtones et l'appui à la paix et la justice dans le monde.

Afin d'améliorer la **santé globale** et de mettre fin à la pandémie partout dans le monde, nous devons soutenir pleinement les efforts mondiaux visant à rendre les vaccins accessibles aux personnes les plus vulnérables. Cela comprend la renonciation aux aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), permettant de renoncer aux droits de propriété intellectuelle pour les vaccins contre la COVID-19 et d'assurer le transfert de technologie, afin que les pays à faible revenu puissent fabriquer des vaccins localement et sauver des vies.

Nous avons également un rôle important à jouer pour veiller à ce que des stratégies à long terme soient mises en place pour renforcer les systèmes de santé des pays en développement. Le Canada devrait également contribuer davantage au **Fonds international pour lutter contre le SIDA, la tuberculose et la malaria**, afin d'appuyer ces systèmes de santé et mettre fin à ces épidémies.

Le respect des droits **des femmes et des filles** sera toujours au cœur de la politique étrangère néo-démocrate : nous redoublerons d'efforts pour promouvoir l'égalité des genres à l'étranger grâce à un important programme international visant à promouvoir les droits, la sécurité et l'accès à l'éducation pour les femmes et les filles, notamment en faisant en sorte que les femmes aient un siège à la table des négociations de paix. Nous veillerons également à ce que les compagnies canadiennes se conforment à des normes élevées en matière de **responsabilité sociale des entreprises** au pays et à l'étranger.

Un gouvernement néo-démocrate, c'est faire de notre pays une force pour la paix. Nous appuierons le désarmement nucléaire, réitérerons notre engagement envers le **maintien de la paix**, et veillerons à ce que les armes fabriquées au Canada n'alimentent pas les conflits et les violations des droits de la personne à l'étranger.

Reconnaissant que tant les Palestinien·nes que les Israélien·nes ont le droit de vivre en sécurité, nous travaillerons à une solution juste et durable entre Israël et la Palestine, qui respecte les droits de la personne et le droit international. Nous devons jouer un rôle actif et

constructif pour faire avancer la paix, en commençant par suspendre les ventes d'armes à Israël jusqu'à la fin de l'occupation illégale.

De plus, alors que nous travaillerons d'arrache-pied ici pour faire face à la **crise climatique**, nous aiderons les pays à faible revenu à composer avec les répercussions des changements climatiques. Cela devrait inclure un financement pour aider à protéger les personnes les plus vulnérables aux impacts des changements, ainsi que le respect de nouveaux objectifs robustes de réduction des émissions de GES au pays. Nous ne voulons plus jamais voir de nos leaders entraver les actions internationales en matière de changements climatiques.

La défense au pays et à l'étranger

L'Armée canadienne a trois responsabilités incroyablement importantes : défendre le pays, protéger les gens au pays et contribuer à la paix et la stabilité dans le monde par des opérations à l'étranger. Durant la pandémie, les militaires ont assumé le rôle critique de fournir des soins à nos aîné·es dans des centres de soins de longue durée, exposant les conditions terribles qui ont entraîné des milliers de décès liés à la COVID-19. Grâce au dévouement de milliers de militaires et d'anciens combattants et combattantes, les Forces armées canadiennes font la fierté de notre pays. Nos familles de militaires font d'énormes sacrifices pour permettre à leurs proches de servir notre pays : nous les remercions et les honorons pour leur dévouement, leur service et leurs sacrifices constants.

Après des décennies de compressions et de mauvaise gestion de la part des gouvernements libéraux et des conservateurs, nos militaires se sont malheureusement retrouvés avec du matériel désuet, un soutien inadéquat et un mandat stratégique mal défini.

Nous devons faire mieux pour les gens d'ici qui portent l'uniforme et pour défendre notre pays. Nous nous assurerons que nos troupes ont l'**équipement, la formation et le soutien** dont elles ont besoin pour accomplir le travail difficile et dangereux que nous leur demandons de faire. Nous veillerons à ce que du financement appuie notre Défense nationale et nos engagements internationaux, en renouvelant la priorité donnée aux initiatives multilatérales de **maintien de la paix** partout dans le monde.

Pour les gens d'ici, nous rendrons nos délais d'intervention en **recherche et sauvetage** similaires aux normes internationales et ferons en sorte que nous avons assez de ressources pour répondre aux besoins du Nord.

Lors de la passation de contrats pour du nouveau matériel militaire, incluant les navires et avions de chasse, nous nous assurerons d'un maximum de retombées et d'emplois. Cela permettra d'assurer la survie des vigoureuses industries de la construction navale et de l'aérospatiale partout au pays. Nous nous **opposons également à la privatisation** des services dans les bases des Forces armées canadiennes en ce qui concerne les opérations ici.

Les membres des Forces armées canadiennes doivent pouvoir travailler en toute sécurité, obtenir le soutien nécessaire au moment opportun, et compter sur des **politiques équitables** pour régir leur travail.

Nous ferons une priorité du soutien en **santé mentale** pour les militaires et leur famille. Aucune ni aucun militaire, ancienne ou ancien combattant des Forces canadiennes ne devrait jamais faire face seul aux répercussions de son expérience ou à la transition à la vie civile. Ils ont besoin de savoir – et leur famille aussi – que leur pays et leur gouvernement sont à leurs côtés, pendant leur service et pour le reste de leur vie.

Nous sommes également déterminés à **mettre fin au harcèlement et aux agressions sexuels** dans l'armée. Les libéraux parlent de cette question depuis six ans, mais n'ont pas apporté les changements nécessaires, alors que les survivant·es d'inconduite sexuelle continuent de souffrir d'une culture du silence et de l'impunité qui s'étend jusqu'au sommet de la chaîne de commandement. Nous allons immédiatement mettre en œuvre les recommandations du rapport Deschamps, notamment l'établissement d'une surveillance et d'une responsabilisation indépendantes en matière de harcèlement et d'agression sexuels au sein de l'armée.

Nous nous assurerons que les efforts de recrutement et de rétention des Forces armées canadiennes reflètent la diversité du Canada. Enfin, nous allons **réformer le principe de l'universalité du service** pour nous assurer que les militaires malades et blessé·es des Forces armées canadiennes ne soient pas injustement forcé·es à quitter l'armée.

Notre approche fiscale



Alors que le Canada émerge à peine de la pandémie, il ne fait aucun doute que la reprise sera difficile. Ces défis proviendront non seulement des circonstances extraordinaires de la crise – mais aussi des choix faits par les gouvernements libéraux et conservateurs successifs de faire passer les plus riches en premier.

Nous pensons que les gens d'ici ont suffisamment souffert. Ils ne devraient pas avoir à payer pour la relance.

Pendant trop longtemps, les ils ont dû se contenter de moins, car les gouvernements ont réduit, sous-financé et négligé de fournir les services et le filet social dont les familles ont besoin, comme une assurance-médicaments universelle et des services de transport collectif abordables. Plutôt que d'investir pour les gens, les gouvernements libéraux et conservateurs ont choisi de dépenser l'argent public pour que leurs ami·es et les grandes entreprises puissent s'enrichir davantage.

Par conséquent, les emplois de qualité, un environnement propre, des soins de santé fiables et une retraite dans la dignité sont plus loin que jamais pour beaucoup de gens.

Nous sommes fièr·es d'avoir un plan fiscal qui va permettre de relancer la reconstruction, tout en facilitant la vie des gens d'ici et en bâtissant un meilleur avenir pour nos enfants. Jagmeet et l'équipe néo-démocrate sont prêts à faire en sorte que les plus riches paient leur juste part pour la reprise, tout en apportant l'aide dont les gens ont besoin maintenant.

Les gens d'ici se serrent les coudes et s'entraident dans les moments difficiles – c'est ce que nous sommes. Il est temps que le gouvernement fasse de même : notre approche fiscale reflète ces priorités.

Amorcer la relance économique et fournir l'aide dont les gens ont besoin dès maintenant

Pour rebâtir après la crise, il est essentiel de faire des investissements qui rapportent là où ça compte : dans les communautés et pour les familles. Notre plan prévoit des investissements historiques pour relancer la croissance économique, remettre les gens au travail et améliorer la vie de tout le monde. En faisant des investissements audacieux dans des priorités comme l'infrastructure communautaire et le transport collectif, le logement abordable et les rénovations écoénergétiques, l'assurance-médicaments, les soins de longue durée et la formation des travailleuses et travailleurs, nous créerons plus d'un million d'emplois au cours du seul premier mandat.

L'amélioration des services publics, la création d'emplois de qualité dans chaque collectivité et la prestation d'aide à ceux et celles qui en ont le plus besoin sont au cœur de nos projets de relance. Ces investissements sont conçus pour les gens et les entreprises d'ici. En effet,

en augmentant notre main-d'œuvre et en veillant à ce que les gens puissent réaliser leur plein potentiel, nous réduirons les coûts pour les entreprises et attirerons les investissements.

Ces mesures sont essentielles pour retrouver une croissance. Nos mesures concrètes et progressives en matière de revenus et de dépenses réduiront en plus les inégalités et contribueront à rendre la vie plus abordable pour les gens d'ici.

Dans tous les cas, nous gérerons la dette et les déficits de façon responsable, en empruntant au besoin pour rebâtir les services sur lesquels les gens et leurs familles comptent, en passant à l'équilibre lorsqu'il est prudent de le faire.

Les finances à long terme du pays seront viables selon les mesures du DPB. De plus, en aidant les provinces dans des domaines allant de l'assurance-médicaments aux soins de santé en passant par les garderies, nous contribuerons à améliorer les finances des provinces, la plupart en situations financières difficiles.

Augmenter les revenus grâce à de nouvelles sources équitables et progressives

Grâce à une approche de l'augmentation des revenus qui met les gens au premier plan, nous nous attaquerons à la crise d'inéquité à laquelle notre pays est confronté, améliorerons l'intégrité de notre régime fiscal et ferons en sorte que les grandes sociétés rentables et les plus riches paient leur part.

Les réductions d'impôt sans condition que les gouvernements libéraux et conservateurs ont accordées à des sociétés rentables ne se sont pas traduites par une augmentation des investissements des entreprises ni par la création d'emplois de qualité pour les gens d'ici. Malgré cela, le gouvernement libéral a maintenu les réductions d'impôt pour les sociétés accordées par les conservateurs et ajouté des milliards de dollars en cadeaux aux entreprises, notamment en leur permettant d'utiliser l'aide d'urgence pour gonfler les profits des actionnaires et les primes des PDG.

Alors que des sociétés rentables profitent de ces généreux allègements, les familles d'ici sont laissées pour compte : il est temps de revoir nos priorités. Nous ramènerons les réductions d'impôt des sociétés à leur niveau de 2010, soit 18 %, tout en maintenant le taux des petites entreprises à son niveau actuel. Pour les personnes les plus riches (celles qui gagnent plus de 210 000 \$), nous augmenterons le taux marginal d'imposition le plus élevé de deux pourcents pour le porter à 35 %. Celles et ceux qui sont au sommet – les multimillionnaires dont la fortune dépasse 10 millions de dollars – devront payer davantage avec un impôt sur la fortune de 1 %. Les revenus générés par ces mesures permettront de financer la relance économique et bâtir un avenir plus sécuritaire pour nos familles.

Pour rendre notre régime fiscal plus équitable et plus progressif, nous augmenterons le montant des bénéfices de placement assujettis à l'impôt sur les gains en capital à 75 %, soit le taux en vigueur en 2000. Cela générera des revenus importants chaque année pour financer les services dont les gens d'ici ont besoin tout en s'assurant d'un régime fiscal plus équitable, puisque 88 % des bénéfices

de cette mesure profitent actuellement au 1 % des Canadiennes et Canadiens les plus riches¹⁷.

Pour lutter contre l'évasion fiscale, nous nous assurerons que nos lois sont appliquées : elles profitent depuis trop longtemps aux paradis fiscaux étrangers. Il s'agira notamment d'obliger les entreprises à prouver la nécessité économique de leurs opérations à l'étranger, d'éliminer les échappatoires comme la déduction des options d'achat d'actions des PDG, d'évaluer les dépenses fiscales et réformer celles qui ne bénéficient pas aux vraies personnes.

Enfin, pour lutter contre la spéculation immobilière qui rend l'accession à la propriété inabordable pour les gens, nous mettrons en place une taxe de 20 % sur l'achat de propriétés résidentielles par des sociétés étrangères ou des personnes qui ne sont ni citoyennes ni résidentes permanentes.

Depuis des décennies, les gouvernements à Ottawa parlent d'aider les gens, mais ils font des choix qui profitent aux plus riches.

Nous nous battons plutôt pour le reste d'entre nous. Nos projets concrets rendront votre vie plus abordable, amélioreront votre santé et les services sur lesquels vous comptez, offriront des emplois de qualité, une économie durable et un meilleur avenir pour nos enfants.

C'est notre engagement envers vous.

Appendix



In it for you
On se bat pour vous

Jagmeet Singh
NDP+NDP

¹ Statistique Canada, « Besoins impérieux en matière de logement, Recensement de 2018 ». Disponible en ligne : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/201002/dq201002a-fra.htm>

² Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, « La justice en éducation 2018 », p. 10. Disponible en ligne : <https://cfs-fcee.ca/wp-content/uploads/2018/10/CFS-EducationJustice-Report-FR-FINAL.pdf>

³ Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, « Rapport de surveillance des communications 2020. » Disponible en ligne : <https://crtc.gc.ca/fra/publications/reports/policymonitoring/2020/cmr1.htm#a6.4>

⁴ Fédération canadienne des municipalités, « internet à large bande : Faits en bref, 2019. » Disponible en ligne : <https://fcm.ca/fr/enjeux-prioritaires/internet-large-bande>

⁵ Institut canadien d'information sur la santé. La pandémie dans le secteur des soins de longue durée : comment le Canada se compare-t-il aux autres pays? Ottawa (ON) : ICIS; 2020.

⁶ Académie canadienne des sciences de la santé.
“Improving Access to Oral Health Care For Vulnerable People Living in Canada,” 2014, Ottawa. Disponible en ligne: http://cahs-acss.ca/wp-content/uploads/2015/07/Access_to_Oral_Care_FINAL_REPORT_EN.pdf,
Statistique Canada. « Feuilles d'information de la santé : Soins dentaires », 2019. Disponible en ligne : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/82-625-x/2019001/article/00010-fra.htm>

⁷ Statistique Canada. « Feuilles d'information de la santé : Besoins en soins de santé mentale, 2018 », 2019. Disponible en ligne : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/82-625-x/2019001/article/00011-fra.htm>

⁸ Statistique Canada. « Méfaits associés aux opioïdes et aux stimulants au Canada », 2021. Disponible en ligne : <https://sante-infobase.canada.ca/mefaits-associes-aux-substances/opioides-stimulants>

⁹ UNICEF, “Building the Future: Children and the Sustainable Development Goals in Rich Countries.” Innocenti Report Card 14, 2017. Available online at: <https://www.unicef-irc.org/article/1620-global-press-release-innocenti-report-card-14.html> (en anglais seulement)

¹⁰ Directeur parlementaire du budget. « Les besoins d'investissement de l'infrastructure d'aqueduc et d'égout des Premières Nations », décembre 2017. Consulté en ligne : https://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2017/FN%20Water/FN_Water_FR.pdf

¹¹ CTV News. "Why are Indigenous people in Canada so much more likely to be shot by police?" (en anglais seulement). Juin 2020. Disponible en ligne : <https://www.ctvnews.ca/canada/why-are-indigenous-people-in-canada-so-much-more-likely-to-be-shot-and-killed-by-police-1.4989864>

¹² Poloz, Stephen. « Le marché de l'emploi d'aujourd'hui et l'avenir du travail, » Discours – Queen's University, 13 mars 2018, disponible en ligne: https://www.banqueducanada.ca/multimedia/ecole-commerce-smith-universite-queens-discours-diffusions-13-mars-2018/?__ga=2.163544252.1478490947.1560371995-130736899.1560371995

¹³ Rapport du comité permanent du patrimoine canadien « Agir contre le racisme systémique et la discrimination religieuse, y compris l'islamophobie » Chambre des communes, Février 2018. Disponible en ligne : <http://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/CHPC/Reports/RP9315686/chpcrp10/chpcrp10-f.pdf>

¹⁴ Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. "Canada : UN expert panel warns of systemic anti-Black racism in the criminal justice system", 2016. Disponible en ligne : <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20736&LangID=E>

¹⁵ Conférence Board du Canada, « L'écart salarial selon l'origine ethnique », Avril 2017, Disponible en ligne : <https://www.conferenceboard.ca/hcp/provincial-fr/society-fr/racial-gap-fr.aspx>

¹⁶ Brown, Stephen. "Budget 2019 : Peanuts for International Development", Centre d'études en politiques internationales. 22 mars 2019. Disponible en ligne : <https://www.cepi-cips.ca/2019/03/22/budget-2019-peanuts-for-international-development/>

¹⁷ Murphy, Brian et al. "Top-End Progressivity and Federal Tax Preferences in Canada: Estimates from Personal Income Tax Data," *Revue Fiscale Canadienne* (2015) 63:3, 661 – 88. (En Anglais seulement).